

**Accord de coopération entre l'Etat fédéral, les Régions flamande et wallonne
et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la maîtrise des dangers
liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses**

Vu la Directive 96/82/CE du Conseil du 9 décembre 1996 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses;

Vu la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels, signée à Helsinki le 17 mars 1992;

Vu la Convention n° 174 concernant la prévention des accidents industriels majeurs, adoptée à Genève le 22 juin 1993 par la Conférence internationale du Travail lors de sa quatre-vingtième session et approuvée par la loi du 6 septembre 1996;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 telle que modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988 et du 16 juillet 1993, notamment l'article 6, § 1, I et II et l'article 92bis, § 3, b);

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993, notamment les articles 4 et 42;

Vu l'avis n° 17 du 16 octobre 1998 du Conseil supérieur pour la Prévention et la Protection au Travail,

Vu l'avis du 20 janvier 1999 du Sociaal-Econornische Raad van Vlaanderen;

Vu l'avis du 21 janvier 1999 du Milieu- en Natuurraad van Vlaanderen;

Considérant qu'en vertu de l'article 92bis, § 3, b), de la loi spéciale susmentionnée, l'autorité fédérale et les régions sont tenues de conclure un accord de coopération pour l'application aux niveaux fédéral et régional des règles fixées par la Communauté européenne concernant les risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles;

Considérant que cette matière fait actuellement l'objet de la Directive 96/82/CE précitée;

Considérant qu'en vertu de l'article 24 de cette Directive, les Etats membres mettent en vigueur les dispositions législatives et administratives nécessaires afin de s'y conformer pour le 3 février 1999 au plus tard;

Considérant que les Conventions d'Helsinki et de Genève mentionnées ci-dessus traitent de la même matière et qu'il est donc indiqué d'en assurer la mise en application au moyen du même accord de coopération;

Considérant que la mise en application de ces dispositions relève en partie de la compétence fédérale et en partie de la compétence régionale et que certaines dispositions relèvent des deux compétences;

Considérant qu'une mise en application coordonnée et efficace de ces dispositions d'une part, et la nécessité, d'autre part, de ne pas confronter les exploitants des établissements visés par ces dispositions à des réglementations insuffisamment harmonisées ou qui se chevauchent, il est indispensable d'agir au moyen d'un accord de coopération d'application immédiate;

Considérant que seul un accord de coopération ayant force de loi offre une garantie suffisante pour adopter une réglementation, coordonnée optimale pour l'ensemble du territoire belge;

Considérant que le présent accord de coopération n'exclut pas que les régions inscrivent dans leur législation sur les établissements classés comme dangereux, insalubres et incommodes, l'obligation de rédiger un rapport de sécurité ou une étude de sécurité en vue de l'évaluation de la demande du permis prévu par la législation visée, et ce sur base des données disponibles et nécessaires et à ce moment;

Considérant que les régions veillent à ce que dans ce cas, le rapport ou l'étude soient conçus de telle manière qu'ils puissent être complétés ultérieurement pour constituer le rapport de sécurité visé par le présent accord de coopération;

Considérant que les ministres fédéraux et régionaux impliqués dans l'application de cet accord s'engagent à instaurer, sans délai, une structure permanente de concertation afin d'assurer le suivi et l'exécution du présent accord;

Considérant que les parties à cet accord s'engagent à mener sans délai des négociations en vue de l'attribution ou de la répartition du produit des taxes visé dans la loi du 21 janvier 1987 concernant les risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles sur base des besoins objectivement identifiés liés à l'application de cet accord;

L'Etat fédéral, représenté par le Ministre de l'Economie, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Emploi et du Travail et le Secrétaire d'Etat à la Sécurité et à l'Environnement;

La Région flamande, représentée par le Gouvernement flamand en la personne de son Ministre-Président, et en la personne du Ministre flamand de l'Environnement et de l'Emploi, et en la personne du Ministre flamand des Travaux publics, des Transports et de l'Aménagement;

La Région wallonne, représentée par le Gouvernement wallon, en la personne de son Ministre-Président et en la personne du Ministre wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Equipement et des Transports et en la personne du Ministre wallon de l'Environnement, des Ressources Naturelles et de l'Agriculture;

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée en la personne du Ministre-Président et en la personne du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, des Communications et des Travaux publics et en la personne du Ministre de l'Environnement, de la Rénovation, de la Conservation de la Nature, de la Politique de l'Eau et de la Propreté publique,

ont convenu ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent accord de coopération est d'application directe.

Art. 2. Le présent accord de coopération a pour objet la prévention des accidents majeurs impliquant des substances dangereuses et la limitation de leurs conséquences pour l'homme et l'environnement, afin d'assurer de façon cohérente et efficace dans tout le pays des niveaux de protection élevés.

Art. 3. § 1. Le présent accord de coopération s'applique aux établissements où des substances dangereuses sont présentes dans des quantités égales ou supérieures à celles indiquées à l'annexe I, parties 1 et 2.

Les articles 10, 12, 14 et 16 jusque 20 s'appliquent uniquement aux établissements où des substances dangereuses sont présentes dans des quantités égales ou supérieures à celles indiquées à l'annexe I, parties 1 et 2, colonne 3.

L'article 9 s'applique uniquement aux établissements où des substances dangereuses sont présentes dans des quantités égales ou supérieures à celles indiquées la colonne 2 et inférieures à celles indiquées à la colonne 3 de l'annexe I, parties 1 et 2.

§ 2. Aux fins du présent accord de coopération, on entend par présence de substances dangereuses, leur présence réelle ou prévue dans l'établissement ainsi que la présence de substances dangereuses qui sont réputées pouvoir être générées lors de la perte de contrôle d'un procédé industriel chimique, en quantités égales ou supérieures aux seuils figurant aux parties 1 et 2 de l'annexe I.

§ 3. Les dispositions du présent accord de coopération s'appliquent sous réserve de l'application d'autres dispositions concernant la protection du travail, la protection de l'environnement et la sécurité publique.

Art. 4. Aux fins du présent accord de coopération, on entend par :

1° établissement : l'ensemble de la zone placée sous le contrôle d'un exploitant où des substances dangereuses se trouvent dans une ou plusieurs installations, y compris les infrastructures ou les activités communes ou connexes;

2° nouvel établissement : établissement pour lequel la demande de permis d'exploiter est introduite après la date d'entrée en vigueur du présent accord de coopération;

3° établissement existant : établissement pour lequel la demande de permis d'exploiter a été introduite avant l'entrée en vigueur du présent accord de coopération; un établissement existant qui suite à une modification ou une extension est soumis pour la première fois aux dispositions de cet accord de coopération, est assimilé, pour l'application de cet accord à un établissement existant;

4° installation : une unité technique à l'intérieur d'un établissement où des substances dangereuses sont produites, utilisées, manipulées ou stockées; et qui comprend tous les équipements, structures, canalisations, machines, outils, embranchements ferroviaires particuliers, quais de chargement et de déchargement, appontements desservant l'installation, jetées, dépôts ou structures analogues, flottantes ou non, nécessaires pour le fonctionnement de l'installation;

5° exploitant : toute personne physique ou morale qui exploite l'établissement ou l'installation;

6° substances dangereuses : les substances, mélanges ou préparations énumérés à l'annexe I, partie 1, ou répondant aux critères fixés à l'annexe I, partie 2;

7° accident majeur : un événement tel qu'une émission, un incendie ou une explosion d'importance majeure résultant de développements incontrôlés survenus au cours de l'exploitation d'un établissement couvert par le présent accord de coopération, entraînant pour la santé humaine, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement, ou pour l'environnement, un danger grave, immédiat ou différé, et faisant intervenir une ou plusieurs substances dangereuses;

8° danger : la propriété intrinsèque d'une substance dangereuse ou d'une situation physique de pouvoir provoquer des dommages pour la santé humaine ou l'environnement;

9° risque : la probabilité qu'un effet spécifique se produise dans une période donnée ou dans des circonstances déterminées;

10° stockage : la présence d'une certaine quantité de substances dangereuses à des fins d'entreposage, de mise en dépôt sous bonne garde ou d'emmagasinage;

11° quasi-accident : événement incontrôlé susceptible de conduire aléatoirement à un accident majeur;

12° service de coordination : le service compétent pour l'acceptation du rapport de sécurité en fonction de l'implantation de l'établissement, tel que visé à l'article 5, § 1^{er};

13° services d'évaluation : les services compétents pour l'évaluation du rapport de sécurité, en fonction de la nature ou de l'implantation de l'établissement, tels que visés à l'article 5, § 2;

14° services d'inspection : les services compétents pour l'inspection en fonction de la nature ou de l'implantation de l'établissement, tels que visés à l'article 5, § 3.

15° équipe d'inspection : l'équipe mise en place par région, visé à l'article 27, § 1^{er}.

Art. 5. § 1. Sont désignés comme service de coordination pour l'application du présent accord de coopération :

1° le service désigné par le Gouvernement flamand, pour les établissements situés en Région flamande;

2° le service désigné par le Gouvernement wallon, pour les établissements situés en Région wallonne;

3° le service désigné par le Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale, pour les établissements situés en Région Bruxelles-Capitale.

Chaque service de coordination établit pour les établissements qui ressortent de sa compétence, si ces établissements sont soumis à l'article 12.

§ 2. Sont désignés comme service d'évaluation pour l'application du présent accord de coopération :

1° le service désigné par le Gouvernement flamand, pour les établissements situés en Région flamande;

2° le service désigné par le Gouvernement wallon, pour les établissements situés en Région wallonne;

3° le service désigné par le Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale, pour les établissements situés en Région Bruxelles-Capitale;

4° le service chargé du contrôle de la sécurité du travail du Ministère fédéral de l'Emploi et du Travail ou, pour les établissements relevant du champ d'application du règlement général sur les explosifs, la législation en matière de stockage souterrain de gaz et la législation relative au transport de produits gazeux et autres au moyen de canalisations, le service compétent du Ministère fédéral des Affaires économiques;

5° la Direction générale de la Protection civile du Ministère fédéral de l'Intérieur;

6° le service d'incendie compétent.

§ 3. Sont désignés comme services d'inspection pour l'application du présent accord de coopération :

1° le service désigné par le Gouvernement flamand, pour les établissements situés en Région flamande;

2° le service désigné par le Gouvernement wallon, pour les établissements situés en Région wallonne;

3° le service désigné par le Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale, pour les établissements situés en Région Bruxelles-Capitale,

4° le service chargé du contrôle de la sécurité du travail du Ministère fédéral de l'Emploi et du Travail ou, pour les établissements relevant du champ d'application du règlement général sur les explosifs, la législation en matière de stockage souterrain de gaz et la législation relative au transport de produits gazeux et autres au moyen de canalisations, le service compétent du Ministère fédéral des Affaires économiques.

§ 4. Les ministres fédéraux et régionaux compétents pour les services visés aux § 1^{er} jusqu'au § 3, désignent chacun en ce qui le concerne, les fonctionnaires chargés en particulier des missions précitées. Cette désignation est publiée au *Moniteur belge*. Toute modification sera communiquée de la même manière.

§ 5. Les difficultés entre services compétents seront réglées à la demande de l'une ou de plusieurs parties concernées par le présent accord, par le Comité de concertation visé à l'article 31 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles.

Art. 6. Sont exclus de l'application du présent accord de coopération :

1° les établissements, installations ou aires de stockage militaires;

2° les dangers liés aux rayonnements ionisants.

3° le transport de substances dangereuses et le stockage temporaire intermédiaire par route, rail, voies navigables intérieures et maritimes ou par air, y compris les activités de chargement et de déchargement et le transport vers ou à partir d'un autre mode de transport aux quais de chargement, aux quais ou aux gares ferroviaires de triage, à l'extérieur des établissements visés par cet accord de coopération;

4° le transport de substances dangereuses par pipelines, y compris les stations de pompage, à l'extérieur des établissements visés par le présent accord de coopération;

5° les industries extractives dont l'activité est l'exploration et l'exploitation des matières minérales dans les mines et les carrières, ainsi que par forage;

6° les décharges de déchets.

CHAPITRE II. — *La prévention des accidents majeurs*

Art. 7. L'exploitant prend toutes les mesures qui s'imposent pour prévenir les accidents majeurs et pour en limiter les conséquences pour l'homme et l'environnement.

L'exploitant doit à tout moment pouvoir prouver aux services d'inspection compétentes, notamment aux fins des inspections et des contrôles visés à l'article 28, qu'il a pris toutes les mesures nécessaires prévues par le présent accord de coopération.

Art. 8. § 1^{er}. L'exploitant transmet au service de coordination visé à l'article 5, § 1, une notification dans les délais suivants :

1° dans le cas de nouveaux établissements. au plus tard au moment de l'introduction de la demande d'un permis comportant l'autorisation d'exploitation de l'établissement;

2° dans le cas d'établissements existants : au plus tard le 3 février 2000;

3° pour les établissements qui, en raison d'une modification dans la classification des substances ou préparations dans les catégories mentionnées à l'annexe I, deuxième partie, intervenue à la suite d'une modification ou adaptation au progrès technique d'une directive mentionnée à ladite annexe, se voient dans l'obligation de transmettre une notification : au plus tard deux ans après la modification ou l'adaptation au progrès technique de la directive concernée.

§ 2. La notification prévue au § 1^{er} contient les renseignements suivants :

1° le nom ou la raison sociale de l'exploitant, ainsi que l'adresse complète de l'établissement concerné;

2° le siège de l'exploitant avec l'adresse complète;

3° le nom ou la fonction du responsable de l'établissement, s'il s'agit d'une personne autre que celle visée au point 1°;

les informations permettant d'identifier les substances dangereuses ou la catégorie de substances en cause;

la quantité et la forme physique de la ou des substances dangereuses en cause;

l'activité exercée ou prévue dans l'installation ou sur l'aire de stockage;

l'environnement immédiat de l'établissement, étant les éléments susceptibles de causer un accident majeur ou d'aggraver ses conséquences.

§ 3. La notification prévue au § 1^{er} n'est pas requise pour les établissements existants pour lesquels l'exploitant a déjà introduit un dossier de notification avant l'entrée en vigueur du présent accord de coopération, en vertu de la législation applicable à la date d'entrée en vigueur du présent accord de coopération. Si le service de coordination n'a pas reçu ces données, elles sont transmises sur simple demande et sans délais au service de coordination par les administrations qui les détiennent. Le service de coordination peut néanmoins exiger une nouvelle notification s'il estime que les données incluses dans le dossier mentionné ci-avant ne correspondent plus à l'état actuel de la situation.

§ 4. La notification est transmise par l'exploitant au service de coordination en huit exemplaires. Avec l'accord du service de coordination, la notification peut se faire sous forme digitale suivant les modalités déterminées par lui.

§ 5. L'exploitant informe immédiatement le service de coordination dans les cas suivants :

1° en cas de modification significative des informations contenues dans la notification fournie conformément au § 2, telles que des changements de la quantité ou de la forme physique des substances dangereuses ou des modifications des procédés qui mettent en oeuvre ces substances;

2° en cas de fermeture définitive de l'installation.

§ 6. Le service de coordination transmet les notifications visés au § 1^{er} aux services d'évaluation, au gouverneur compétent et au bourgmestre compétent.

Art. 9. § 1. L'exploitant d'un établissement visé à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 3, rédige un document définissant sa politique de prévention des accidents majeurs et il veille à l'application correcte de cette politique. La politique de prévention des accidents majeurs mise en place par l'exploitant doit garantir un niveau élevé de protection de l'homme et de l'environnement par des mesures, des moyens, des structures et des systèmes de gestion appropriés.

§ 2. Le document visé au § 1^{er} comprend une description de la politique de prévention et des modalités pratiques de mise en oeuvre de cette politique. Cette description est établie en fonction des risques d'accidents majeurs engendrés par l'établissement et a, notamment, trait :

1° aux objectifs et aux principes généraux mis en oeuvre par l'exploitant pour la maîtrise des risques d'accidents majeurs;

2° aux modalités d'organisation des activités suivantes au sein de l'entreprise :

a) la formation du personnel;

b) le travail avec des tiers;

c) l'identification des dangers et l'évaluation des risques d'accidents majeurs;

d) l'assurance de la sécurité de l'exploitation, quelles que soient les circonstances (aussi bien, entre autres, lors du fonctionnement normal que lors de la mise en service, de l'arrêt temporaire et de l'entretien) des installations, procédés, équipements et aires de stockage concernés;

e) la conception de nouvelles installations, procédés ou aires de stockage et la réalisation de modifications apportées aux installations, procédés ou aires de stockage existants;

f) la maîtrise des situations d'urgence;

g) l'élaboration et l'exécution des programmes d'inspection et d'entretien périodiques;

h) le signalement et l'examen d'accidents majeurs et de quasi-accidents;

i) d'autres activités liées à la "bonne gestion", telles que l'évaluation et la révision périodiques de la politique de prévention et des modalités de mise en oeuvre de ladite politique.

§ 3. Le document visé au § 1^{er} est tenu à la disposition des services d'inspection au siège de l'exploitant.

Art. 10. § 1^{er}. Les exploitants des établissements visés à l'article 3, § 1^{er}, deuxième alinéa :

1° mènent une politique de prévention des accidents majeurs, garantissant un niveau élevé de protection de l'homme et de l'environnement :

2° mettent en œuvre un système efficace de gestion de la sécurité, garantissant l'application de cette politique.

La politique de prévention des accidents majeurs est fixée par écrit et comprend les objectifs et les principes généraux appliqués par l'exploitant pour la maîtrise des risques d'accidents majeurs.

Le système de gestion de la sécurité englobe la partie du système général de gestion de l'établissement relative à la structure organisationnelle, aux responsabilités, aux pratiques, aux procédures, aux procédés et aux dispositifs qui permettent de déterminer et de mettre en œuvre la politique de prévention des accidents majeurs.

§ 2. Les éléments suivants sont abordés dans le système de gestion de la sécurité :

1° l'organisation le personnel;

a) les tâches et les responsabilités du personnel associé à la gestion des risques d'accidents majeurs à tous les niveaux de l'organisation;

b) la gestion des procédures d'identification des besoins en matière de formation de ce personnel et d'organisation de cette formation;

c) l'implication du personnel;

d) la gestion des procédures relatives au travail avec des tiers;

2° l'identification et l'évaluation des risques d'accidents majeurs : la gestion des procédures pour l'identification systématique des dangers d'accidents majeurs pouvant se produire en cas de fonctionnement normal ou anormal, ainsi que pour l'évaluation des risques qui y sont liés;

3° le contrôle opérationnel : la gestion des procédures opérationnelles et des instructions de travail pour assurer l'exploitation en toute sécurité, quelles que soient les circonstances (aussi bien, entre autres, lors du fonctionnement normal que lors de la mise en service, d'un arrêt temporaire, de l'entretien), des installations, procédés, équipements et aires de stockage concernés;

4° la maîtrise de la conception : la gestion des procédures pour la conception de nouvelles installations, procédés ou aires de stockage et pour la planification et la réalisation des modifications apportées aux installations, procédés ou aires de stockage existants;

5° la planification des situations d'urgence : la gestion des procédures visant à identifier les situations d'urgence prévisibles et à élaborer, à mettre à l'essai et à revoir les plans d'urgence, à l'aide d'une analyse systématique afin de pouvoir faire face à de telles situations d'urgence;

6° la surveillance : la gestion des procédures visant à assurer une surveillance permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans sa politique de prévention et dans le système de gestion de la sécurité et pour l'exécution des actions correctives nécessaires au cas où des lacunes seraient constatées :

7° l'audit et les révisions :

a) la gestion des procédures d'évaluation périodique et systématique de la politique de prévention des accidents majeurs, de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité;

b) la gestion des procédures de révision périodique et d'actualisation par l'exploitant de la politique de prévention et du système de gestion de la sécurité.

Les procédures mentionnées au premier alinéa, 6°, englobent également :

1° l'élaboration et l'exécution des programmes d'inspections et d'entretien périodiques;

2° la déclaration d'accidents majeurs;

3° la déclaration de quasi-accidents, en particulier ceux pour lesquels il y a eu défaillance des mesures de protection;

4° l'examen de ces accidents ou quasi-accidents et le suivi des leçons pouvant en être tirées.

Art. 11. § 1^{er}. Le service de coordination détermine, en s'appuyant sur les informations fournies par l'exploitant conformément aux articles 8 et 12, et, le cas échéant, les informations fournies par les services de coordination des autres régions, les établissements ou les groupes d'établissements où la probabilité et la possibilité ou les conséquences d'un accident majeur peuvent être accrues, en raison de la localisation et de la proximité d'autres établissements et de leurs inventaires d'autres substances dangereuses.

§ 2. Le service de coordination doit s'assurer que pour les établissements ainsi identifiés :

1° les informations adéquates sont échangées, de façon appropriée, pour permettre à ces établissements de prendre en compte la nature et l'étendue du danger global d'accident majeur dans leurs politiques de prévention des accidents majeurs, leurs systèmes de gestion de la sécurité, leurs rapports de sécurité et leurs plans d'urgence internes;

2° des dispositions sont prises en vue d'une coopération relative à l'information du public, ainsi qu'à la fourniture d'informations au Ministre compétent en matière de protection civile ou à son mandataire en vue de la préparation des plans d'urgence externes.

Art. 12. § 1^{er}. L'exploitant d'un établissement visé à l'article 3, § 1^{er}, deuxième alinéa, est tenu de présenter un rapport de sécurité aux fins suivantes :

1° démontrer qu'une politique de prévention des accidents majeurs et un système de gestion de la sécurité pour son application sont mis en œuvre conformément aux éléments figurant à l'article 10;

2° démontrer que les dangers d'accidents majeurs ont été identifiés et que les mesures nécessaires pour les prévenir et pour limiter les conséquences de tels accidents pour l'homme et l'environnement ont été prises;

3° démontrer que la conception, la construction, l'exploitation et l'entretien de toute installation, aire de stockage, équipement et infrastructure liés à son fonctionnement, ayant un rapport avec les dangers d'accidents majeurs au sein de l'établissement, présentent une sécurité et une fiabilité suffisantes;

4° démontrer que des plans d'urgence internes ont été établis et fournir les éléments permettant l'élaboration d'un plan d'urgence externe;

5° assurer une information suffisante au service de coordination pour lui permettre de décider ou de faire des propositions à l'autorité compétente en la matière sur l'implantation de nouvelles activités ou d'aménagements autour d'établissements existants.

§ 2. Le rapport de sécurité contient au moins les éléments d'information énumérés à l'annexe II. Il contient également l'inventaire à jour des substances dangereuses qui sont ou peuvent être présentes dans l'établissement y figure également.

§ 3. Le rapport de sécurité prévu au § 1^{er} est envoyé au service de coordination dans les délais suivants :

- 1° pour les établissements nouveaux, dans un délai de trois mois avant le début de l'exploitation;
- 2° pour les établissements existants, non encore soumis aux dispositions de la loi du 21 janvier 1987 concernant les risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles et de l'article 723quinquies, 4, du Règlement général pour la Protection du Travail au plus tard le 3 février 2002;
- 3° pour les établissements existants déjà soumis aux dispositions de la loi du 21 janvier 1987 concernant les risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles et de l'article 723quinquies, 4, du Règlement général pour la Protection du Travail : au plus tard le 3 février 2001;
- 4° sans délai après les révisions périodiques prévues au § 5.
- 5° pour les établissements qui, en raison d'une modification dans la classification des substances ou préparations dans les catégories mentionnées à l'annexe I, deuxième partie, intervenue à la suite d'une modification ou adaptation au progrès technique d'une directive mentionnée à ladite annexe, se voient dans l'obligation de rédiger un rapport, au plus tard deux ans après la modification ou l'adaptation au progrès technique de la directive concernée.

Le rapport de sécurité sera soumis en huit exemplaires. Avec l'accord du service de coordination, il peut être remis sous forme digitale selon les modalités à déterminer par lui.

§ 4. Le rapport de sécurité est périodiquement évalué et, si nécessaire, mis à jour :

- 1° au moins tous les cinq ans;
- 2° à n'importe quel autre moment, à l'initiative de l'exploitant ou à la demande du service de coordination, lorsque des faits nouveaux le justifient ou pour tenir compte de nouvelles connaissances techniques relatives à la sécurité, découlant, par exemple, de l'analyse des accidents ou, dans la mesure du possible, des quasi-accidents, ainsi que de l'évolution des connaissances en matière d'évaluation des dangers.

§ 5. Lorsqu'il est établi, à la satisfaction du service de coordination, que certaines substances se trouvant dans l'établissement ou dans une partie quelconque de l'établissement ne sauraient créer un danger d'accident majeur, le service de coordination peut, conformément aux critères repris à l'annexe VI limiter les informations requises dans les rapports de sécurité aux informations relatives à la prévention des dangers résiduels d'accidents majeurs et à la limitation de leurs conséquences pour l'homme et l'environnement.

Si le service de coordination fait usage de cette possibilité, il communique à la Commission européenne une liste motivée des établissements concernés.

Art. 13. En cas de modification d'une installation, d'un établissement, d'une aire de stockage, d'un procédé ou de la nature ou des quantités de substances dangereuses pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs, l'exploitant doit :

- 1° revoir et, si nécessaire, réviser la politique de prévention des accidents majeurs, ainsi que les systèmes de gestion et les procédures prévus aux articles 9 et 10;
- 2° revoir et, si nécessaire, réviser le rapport de sécurité et fournir au service de coordination toutes les précisions concernant cette révision, avant de procéder à la modification.

Art. 14. Le rapport de sécurité, y compris la liste visée à l'article 12, § 2, peut être consulté par le public auprès du service de coordination. L'exploitant peut demander au service de coordination de ne pas rendre publiques certaines parties du rapport en vertu du caractère confidentiel de certaines données industrielles, commerciales ou personnelles. Le service de coordination peut décider que certaines parties du rapport ne peuvent être rendues publiques pour les raisons énumérées ci-avant ou pour des raisons de sûreté de l'Etat, de prévention de sabotage ou de défense nationale.

Ces données sont incluses dans une annexe qui n'est pas mise à la disposition du public.

CHAPITRE III. — Plans d'urgence

Art. 15. § 1^{er}. L'exploitant élabore un plan d'urgence interne dans le but de :

- 1° contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à l'homme, à l'environnement et aux biens;
- 2° de mettre en oeuvre les mesures à prendre à l'intérieur de l'établissement pour protéger l'homme et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs.

§ 2. Les plans d'urgence interne des établissements visés à l'article 12 contiennent les informations visées à l'annexe III, sous le point 1. Ils sont élaborés :

- 1° pour les nouveaux établissements : avant leur mise en exploitation;
- 2° pour les établissements existants, non encore soumis aux dispositions de la loi du 21 janvier 1987 concernant les risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles et de l'article 723quinquies, 4, du Règlement général pour la Protection du Travail : au plus tard le 3 février 2002,
- 3° pour les établissements existants déjà soumis aux dispositions de la loi du 21 janvier 1987 concernant les risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles et de l'article 723quinquies, 4, du Règlement général pour la Protection du Travail : au plus tard le 3 février 2001;
- 4° pour les établissements qui, en raison d'une modification dans la classification des substances ou préparations dans les catégories mentionnées à l'annexe I, deuxième partie, intervenue à la suite d'une modification ou adaptation au progrès technique d'une directive mentionnée à ladite annexe, se voient dans l'obligation d'élaborer un plan d'urgence interne : au plus tard deux ans après la modification ou l'adaptation au progrès technique de la directive concernée.

§ 3. L'exploitant consulte le Comité de Prévention et de Protection au Travail de l'établissement lors de l'élaboration du plan d'urgence interne.

A défaut de Comité de Prévention et de Protection au Travail la délégation syndicale est consultée.

Art. 16. En vue de déterminer la zone de planification d'urgence, le Ministre compétent en matière de protection civile, détermine, après avoir consulté les gouvernements régionaux, les valeurs limites, types d'accidents, conditions atmosphériques et scénarios à prendre en considération par l'exploitant pour délimiter dans le rapport de sécurité (annexe II, point II. c) le territoire pouvant être touché en cas d'accident majeur.

Art. 17. § 1^{er}. Le Ministre compétent en matière de protection civile veille à ce que soit rédigé pour chaque établissement visé à l'article 12, dans le délai qu'il fixe, un plan d'urgence externe pour ce qui est des mesures à prendre à l'extérieur de l'établissement.

Le Ministre peut, par arrêté motivé et à la lumière des données reprises dans le rapport de sécurité, dispenser de l'obligation de rédaction d'un plan d'urgence externe.

§ 2. Les plans d'urgence externes doivent être établis en vue des objectifs suivants :

1° contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à l'homme, à l'environnement, et aux biens;

2° mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger l'homme et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs;

3° communiquer les informations nécessaires au public et aux services ou aux autorités concernés de la région.

4° prévoir la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

Les plans d'urgence externes contiennent les informations visées à l'annexe III, point 2, conformément aux instructions du Ministre compétent pour la protection civile et, pour ce qui est du point 4°, conformément aux instructions du gouvernement régional compétent.

§ 3. Le Ministre compétent en matière de protection civile veille à ce que le public soit consulté sur les plans d'urgence externes, conformément à ses instructions.

§ 4. Si la zone de planification d'urgence s'étend hors des frontières du Royaume, le Ministre compétent en matière de protection civile ou son mandataire, transmet les données nécessaires à l'autorité compétente de l'Etat concerné.

Le Ministre compétent pour la protection civile veille à ce que le plan d'urgence soit mis en concordance avec le plan d'urgence de l'autre Etat. Dans la mesure du possible, un plan d'urgence commun est établi, comme prévu à l'article 8, troisième alinéa, de la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels, faite à Helsinki le 17 mars 1992.

Art. 18. Les plans d'urgence internes sont mis à l'essai et, si nécessaire, révisés et mis à jour à des intervalles appropriés qui ne doivent pas excéder trois ans, par les exploitants. Le Ministre compétent en matière de protection civile ou son mandataire s'en charge pour ce qui est des plans d'urgence externe.

Cet examen tient compte des modifications intervenues dans les établissements concernés et auprès des services d'urgence concernés, des nouvelles connaissances techniques et des connaissances relatives aux mesures à prendre en cas d'accidents majeurs.

Art. 19. § 1^{er}. Le Ministre compétent en matière de protection civile ou son délégué veille à ce que les informations concernant les mesures de sécurité à prendre et la conduite à tenir en cas d'accident majeur soient fournies d'office aux personnes susceptibles d'être affectées par un accident majeur prenant naissance dans un établissement visé à l'article 12.

Lorsque les conséquences peuvent s'étendre hors des limites du Royaume, il collabore à cet effet avec l'autorité compétente de l'Etat pouvant être touché.

§ 2. Cette information est réexaminée tous les trois ans et, si nécessaire est renouvelée et mise à jour au moins en cas de modification au sens de l'article 13.

Cette information doit être mise en permanence à la disposition du public. L'intervalle maximal entre deux renouvellements de l'information destinée au public ne doit en aucun cas dépasser cinq ans.

L'information contient au moins les renseignements énumérés à l'annexe IV.

§ 3. Lorsque le Ministre compétent en matière de protection civile a décidé qu'un établissement proche du territoire d'un autre Etat membre de la Communauté européenne ne saurait créer un danger d'accident majeur au-delà de son périmètre au sens de l'article 17, § 1^{er}, deuxième alinéa et que, par conséquent, il n'exige pas l'élaboration d'un plan d'urgence externe, il en informe l'autre Etat membre.

CHAPITRE IV. — *Intervention lors et après un accident majeur*

Art. 20. § 1^{er}. Le plan d'urgence interne est mis en œuvre sans délai par l'exploitant :

1° lors d'un accident majeur, ou

2° lors d'un événement non maîtrisé dont on peut raisonnablement attendre, en raison de sa nature, qu'il conduise à un accident majeur.

§ 2. Si l'accident majeur ou l'événement non maîtrisé exige une action coordonnée des services de secours et d'intervention, le plan d'urgence externe est déclenché et exécuté conformément à la législation sur la protection civile et les instructions en la matière du ministre compétent en matière de protection civile.

Art. 21. Lorsqu'un accident majeur se produit, l'exploitant est tenu de prévenir immédiatement le système d'appel unifié (le service 100) et le Centre gouvernemental de Coordination et de Crise.

Le préposé du système d'appel unifié prévient à son tour les services de secours et d'intervention qui participent au plan d'urgence externe.

Le Centre gouvernemental de Coordination et de Crise prévient le Ministre compétent en matière de protection civile, selon le cas, le Ministre fédéral ayant le Travail dans ses attributions ou le Ministre fédéral ayant les Affaires économiques dans ses attributions, le Ministre régional compétent pour l'environnement, le service de coordination et les services d'inspection compétentes. Si l'accident majeur ou la menace d'un accident majeur a ou pourrait avoir des conséquences transfrontières, le Centre gouvernemental de Coordination et de Crise prévient sans délai l'autorité compétente de l'Etat concerné.

Art. 22. § 1^{er}. L'exploitant doit, dès que possible après un accident majeur, communiquer au Centre de Coordination et de Crise du Gouvernement et aux services d'inspection compétents, les informations suivantes, dès qu'il en a connaissance :

1° les circonstances de l'accident;

2° les substances dangereuses en cause;

3° les données disponibles pour évaluer les effets de l'accident sur l'homme et l'environnement;

4° les mesures d'urgence prises.

L'exploitant les informe des mesures envisagées pour :

- 1° limiter les effets à moyen et à long terme de l'accident;
- 2° éviter que l'accident ne se reproduise.

Il met à jour les informations fournies si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées.

§ 2. Le Ministre compétent en matière de protection civile ou son mandataire s'assure que les mesures d'urgence sont prises.

§ 3. L'équipe d'inspection compétente :

- 1° recueille au moyen d'une inspection, d'une enquête ou par tout autre moyen approprié, les informations nécessaires en vue d'une analyse complète des circonstances, des causes d'origine technique ou organisationnelle, des conséquences immédiates ou différées prévisibles ainsi que de la gestion de l'accident par tous les acteurs concernés;
- 2° entreprend les démarches appropriées pour que l'exploitant prenne les mesures palliatives qui s'imposent;
- 3° fait des recommandations au sujet de futures mesures de prévention;
- 4° s'assure que les mesures à moyen et à long terme requises ainsi que les mesures nécessaires en vue de la remise en état et du nettoyage de l'environnement sont prises.

Art. 23. § 1^{er}. L'équipe d'inspection compétente informe dès que possible la Commission de la Communauté européenne des accidents majeurs survenus en Belgique et qui répondent aux critères de l'annexe V.

Les précisions suivantes sont fournies :

- 1° l'Etat membre, le nom et l'adresse de l'instance chargée d'établir le rapport;
- 2° la date, l'heure et le lieu de l'accident majeur, avec le nom complet de l'exploitant et l'adresse de l'établissement en cause;
- 3° une brève description des circonstances de l'accident, avec indication des substances dangereuses en cause et des effets immédiats sur l'homme et l'environnement;
- 4° une brève description des mesures d'urgence prises et des mesures de précaution immédiatement nécessaires pour éviter que l'accident ne se reproduise.

§ 2. Dès que les informations prévues à l'article 21 ont été rassemblées, l'équipe d'inspection compétente informe la Commission de la Communauté européenne du résultat de son analyse et lui fait part de ses recommandations au moyen du formulaire prévu en la matière.

La communication de ces informations ne peut être différée que pour permettre la poursuite de procédures judiciaires jusqu'à leur aboutissement dans le cas où cette communication risquerait d'en affecter le cours.

§ 3. Le Centre gouvernemental de Coordination et de Crise communique à la Commission de la Communauté européenne le nom et l'adresse de tout service visé à l'article 5 qui pourrait disposer d'informations sur des accidents majeurs et qui serait en mesure de conseiller les autorités compétentes d'autres Etats membres tenues d'agir en cas de survenance d'un tel accident.

CHAPITRE V. — *L'aménagement du territoire*

Art. 24. § 1^{er}. Les Régions veillent à ce que les objectifs de prévention d'accidents majeurs et la limitation des conséquences de tels accidents soient pris en compte dans leurs politiques d'affectation ou d'utilisation du sol ou dans d'autres politiques pertinentes. Elles poursuivent ces objectifs par un contrôle :

- 1° de l'implantation des nouveaux établissements;
- 2° des modifications des établissements existants visées à l'article 13;
- 3° des nouveaux aménagements réalisés autour d'établissements existants, tels que voies de communication, lieux fréquentés par le public, zones d'habitation, lorsque le lieu d'implantation ou les aménagements sont susceptibles d'accroître le risque d'accident majeur ou d'en aggraver les conséquences.

Les Régions veillent à ce que leur politique d'affectation ou d'utilisation du sol ou d'autres politiques pertinentes ainsi que les procédures de mise en oeuvre de ces politiques tiennent compte de la nécessité, à long terme, de maintenir des distances appropriées entre, d'une part, les établissements visés par le présent accord et, d'autre part, les zones d'habitation, les zones fréquentées par le public et les zones présentant un intérêt naturel particulier ou ayant un caractère particulièrement sensible et, pour les établissements existants de mesures techniques complémentaires conformément à l'article 7, afin de ne pas accroître les risques pour les personnes.

§ 2. Les Régions veillent à ce que toutes les autorités compétentes et tous les services habilités à prendre des décisions dans ce domaine établissent des procédures de consultation appropriées pour faciliter la mise en oeuvre des mesures politiques arrêtées conformément au § 1 et pour que le public concerné puisse donner son avis. Ces procédures sont conçues pour que, au moment de prendre les décisions, un avis technique sur les risques liés à l'établissement soit disponible, sur la base d'une étude de cas spécifique ou sur la base de critères généraux.

CHAPITRE VI. — *Transmission de données*

Art. 25. § 1^{er}. Le service de coordination transmet, immédiatement après réception des rapports de sécurité, un exemplaire de chaque rapport de sécurité :

- 1° aux services d'évaluation;
- 2° au gouverneur de province compétent;
- 3° au bourgmestre compétent.

Avec l'accord de tous les services concernés, ces données peuvent être transmises sous forme digitale ou introduites dans une banque de données accessible à tous les services concernés.

§ 2. Si les conséquences d'un accident majeur survenu dans un établissement visé à l'article 12 peuvent s'étendre en dehors du territoire du Royaume, un exemplaire du rapport de sécurité est transmis à l'autorité compétente de l'Etat concerné si celui-ci est partie à la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels, faite à Helsinki le 17 mars 1992 et ce, en vue de l'application de la procédure prévue à l'Annexe III de cette Convention, à moins que cette procédure n'ait déjà été appliquée dans le cadre de l'attribution du permis d'exploitation.

Si les conséquences peuvent s'étendre en dehors de la Région où l'établissement est situé, un exemplaire du rapport de sécurité est transmis au Gouvernement de la Région ou des Régions qui peuvent être atteints.

§ 3. Les services d'évaluation examinent, chacun pour ce qui les concerne, les rapports de sécurité reçus et transmettent au Service de coordination leurs remarques éventuelles dans les quarante jours ouvrables suivant la réception du rapport de sécurité dans le cas d'un établissement nouveau et dans un délai d'au moins soixante jours ouvrables imparti par le service de coordination dans les autres cas.

§ 4. Le service de coordination fait connaître à l'exploitant les conclusions relatives à l'examen du rapport de sécurité d'un nouvel établissement, au plus tard soixante jours ouvrables après la réception du rapport de sécurité jugé complet.

Pour les établissements existants qui doivent introduire un rapport de sécurité au plus tard le 3 février 2001 ou 2002, le service de coordination fait connaître les conclusions à l'exploitant dans un délai raisonnable déterminé par lui.

Le cas échéant, il désigne les modifications ou compléments à apporter au rapport, dans un délai raisonnable imparti par lui.

§ 5. S'il le juge opportun ou à la demande d'un des services d'évaluation, le service de coordination réunit une commission d'évaluation au sein de laquelle sont représentés les services d'évaluation concernés par le rapport de sécurité visé. La commission d'évaluation examine les remarques reçues et dépose des conclusions communes.

L'exploitant est entendu à sa demande.

La commission d'évaluation comporte un nombre égal de membres avec droit de vote par service d'évaluation. La présidence et le secrétariat sont assurés par le service de coordination. Les décisions sont prises par consensus.

§ 6. L'exploitant communique le rapport de sécurité modifié au service de coordination qui se charge de sa distribution selon les modalités prévues aux § 1^{er} et § 2.

Un nouveau délai de soixante jours ouvrables prend cours dès que l'exploitant a introduit le rapport de sécurité modifié ou complété auprès du service de coordination.

§ 7. Endéans les mêmes délais le service de coordination propose, le cas échéant, à l'instance compétente en la matière, sur avis motivé de la commission d'évaluation visée au § 5, d'interdire la mise en service ou la poursuite de tout ou une partie de l'établissement concerné.

§ 8. Les services d'évaluation se concertent régulièrement en vue d'une application aussi uniforme que possible du présent accord de coopération.

§ 9. Les services de coordination transmettent tous les trois ans à la Commission de la Communauté européenne un rapport commun sur les établissements repris aux articles 9 et 12 suivant la procédure reprise dans la Directive 91/692/CE du Conseil.

Art. 26. Le Centre de Coordination et de Crise du Gouvernement fait fonction d'organe de liaison pour la notification d'accidents industriels conformément à l'article 10 de la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels, faite à Helsinki le 17 mars 1992 et comme organe de liaison pour l'assistance mutuelle conformément à l'article 12 de ladite Convention.

Art. 26bis. Les services régionaux compétents notifient l'étude ou le rapport de sécurité prévus dans leur législation de permis d'environnement à la Direction générale de la Protection Civile du Ministère fédéral de l'Intérieur avant, selon le cas, qu'une décision soit prise sur la demande ou que la procédure de permis soit entamée.

CHAPITRE VII. — Inspection

Art. 27. § 1^{er}. Une équipe d'inspection par Région est mise en place, sur la base du principe d'équivalence et avec maintien de toutes les compétences, composée de fonctionnaires des autorités d'inspection visées à l'article 5, § 3.

§ 2. La coordination dans chaque équipe d'inspection et la coordination générale des différents équipes d'inspection est assuré par le service d'inspection du Ministère fédéral de l'Emploi et du Travail désigné à cet effet. Cette compétence de coordination est précisée dans l'annexe VII.

Art. 28. § 1^{er}. Les équipes d'inspection organisent en concertation commune un système d'inspection. Les inspections ou mesures de contrôle ne dépendent pas de la réception du rapport de sécurité ou de tout autre rapport présenté. Elles sont conçues de manière à permettre un examen planifié et systématique des systèmes techniques, des systèmes d'organisation et de gestion appliqués dans l'établissement en cause afin d'examiner si :

1° l'exploitant peut prouver qu'il a pris des mesures appropriées, compte tenu des activités exercées dans l'établissement, en vue de prévenir tout accident majeur;

2° l'exploitant peut prouver qu'il a pris des moyens appropriés pour limiter les conséquences d'accidents majeurs sur le site et hors du site;

3° les données et les informations reçues dans le rapport de sécurité ou dans un autre rapport présenté reflètent fidèlement la situation de l'établissement.

§ 2. Le système d'inspection visé au paragraphe premier doit remplir les conditions suivantes :

1° un programme d'inspection est élaboré pour tous les établissements et actualisé en temps voulu. A moins qu'un programme d'inspections soit établi sur base d'une évaluation systématique des dangers associés aux accidents majeurs, le programme comporte au moins une inspection par an dans les établissements visés à l'article 12.

Le programme d'inspection mentionne au minimum :

a) la nature des examens prévus, la méthode appliquée et la périodicité prévue;

b) le service d'inspection chargé de l'exécution concrète de chaque enquête.

Les services d'inspection sont responsables de l'exécution correcte des inspections dont les charge le programme d'inspection. Des inspections conjointes peuvent être prévues.

2° après chaque inspection, un rapport d'inspection est établi par le service d'inspection concernée; une copie de cet accord est transmis aux autres services d'inspection faisant partie de l'équipe d'inspection,

Si l'équipe d'inspection estime que les mesures de prévention d'accidents majeurs ou de réduction de leurs conséquences se révèlent clairement insuffisantes, une copie du rapport d'inspection concerné est transmise au service de coordination.

3° toute inspection exécutée dans le cadre du programme d'inspection fera l'objet, dans un délai raisonnable après l'inspection, d'une discussion avec la direction de l'établissement.

§ 2. Les services d'inspection peuvent demander à l'exploitant de fournir toutes les informations complémentaires qui leur sont nécessaires pour pouvoir évaluer comme il convient la possibilité d'un accident majeur, déterminer l'augmentation possible des probabilités ou l'aggravation possible des conséquences d'accidents majeurs, et pour tenir compte des substances qui, en raison de leur forme physique, de conditions particulières ou de leur emplacement, peuvent exiger une attention particulière. Le cas échéant, les services d'inspection transmettent ces données complémentaires aux services d'évaluation concernés.

Art. 29. § 1^{er}. Sans préjudice des attributions des officiers de police judiciaire, les fonctionnaires des services d'inspection compétents contrôlent l'application des dispositions du présent accord de coopération par les exploitants qui relèvent du champ d'application du présent accord.

§ 2. Dans l'exercice de leur mission :

1° ils peuvent pénétrer, à toute heure du jour ou de la nuit, sans avertissement préalable, dans tous les lieux soumis à leur contrôle; ils n'ont accès aux locaux habités que moyennant autorisation préalable délivrée par un juge du tribunal de police;

2° ils peuvent procéder à tout examen, contrôle et interrogatoire et requérir toutes les informations qu'ils estiment nécessaires pour s'assurer que les dispositions du présent accord de coopération sont respectées, et notamment :

- a) faire rechercher et se faire produire toutes les informations à l'endroit désigné par eux;
- b) consulter tout acte, tout document et toute autre source d'informations disponibles sur place;
- c) se faire remettre une copie des actes, documents ou autres sources d'informations, ou, si ce n'est pas possible, les conserver ou emporter pour contrôle contre récépissé, le temps nécessaire à l'accomplissement de leur mission;
- d) établir un inventaire et prendre ou faire prendre sans frais des échantillons et les emporter afin de les analyser ou de les faire analyser.

§ 3. Ils peuvent donner des conseils oraux ou écrits, des avertissements ou des ordres. Ils peuvent en outre fixer un délai pour se mettre en règle et dresser des procès-verbaux.

§ 4. Ces procès-verbaux font foi jusqu'à preuve du contraire pour autant qu'une copie en soit communiquée au contrevenant et, le cas échéant, à son employeur, dans un délai de quatorze jours prenant cours le lendemain du jour de la constatation de l'infraction. Lorsque le jour de l'échéance, qui est compris dans ce délai, est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, il est reporté au prochain jour ouvrable.

Pour l'application de ce délai, l'avertissement donné au contrevenant ou la fixation d'un délai pour se mettre en ordre n'emporte pas la constatation de l'infraction.

§ 5. Dans l'exercice de leurs fonctions, ils peuvent requérir l'assistance de la police.

CHAPITRE VIII. — Amendes administratives et sanctions

Art. 30. § 1^{er}. Quand les mesures prises par l'exploitant en vue de prévenir des accidents majeurs ou de limiter leurs conséquences sont nettement insuffisantes, les autorités compétentes en vertu de la législation régissant l'exploitation de l'établissement, arrêtent ou interdisent totalement ou partiellement l'exploitation ou la mise en exploitation de l'établissement, de l'installation ou de l'aire de stockage conformément à ladite législation.

La décision de l'autorité compétente est prise :

- 1° soit d'office;
- 2° soit sur demande motivée de la commission d'évaluation visé à l'article 25, § 5;
- 3° soit sur demande motivée d'un ou plusieurs services d'inspection concernés.

§ 2. Il peut être fait appel de cette décision conformément à la législation applicable à l'exploitation de l'établissement.

Art. 31. Est puni d'une peine d'emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 1.000 francs à 1.000.000 francs ou de l'une de ces peines seulement, l'exploitant qui, bien qu'il y soit tenu :

- 1° n'applique pas les mesures prévues à l'article 7, alinéa premier ou ne peut faire la preuve qu'il a pris les mesures nécessaires conformément à l'article 7, deuxième alinéa;
- 2° n'introduit pas une notification prévue à l'article 8;
- 3° n'a pas rédigé de document tel que visé à l'article 9 ou 10, n'assure pas l'exécution correcte de la politique de prévention ou ne l'évalue pas et ne la révisé pas le cas échéant comme prévu à l'article 13;
- 4° n'introduit ou n'actualise pas dans les délais prescrits un rapport de sécurité comme visé à l'article 12 ou ne l'évalue pas et ne le révisé pas le cas échéant comme prévu à l'article 13;
- 5° ne rédige pas de plan d'urgence interne comme visé à l'article 15, ne met pas à l'essai le plan d'urgence interne et, le cas échéant, ne le révisé pas comme prévu à l'article 18 ou n'exécute pas le plan d'urgence interne dans le cas visé à l'article 19, § 1^{er};
- 6° ne fournit pas l'information visée à l'article 21 ou 22;
- 7° ne donne pas suite aux avertissements ou aux ordres de l'autorité d'inspection.

La loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales est applicable à ces infractions. Une amende administrative de 2 000 à 50 000 francs peut être infligée par le fonctionnaire du Ministère fédéral de l'Emploi et du Travail désigné en exécution de cette loi et conformément à la procédure visée dans cette loi.

CHAPITRE IX. — Dispositions finales

Art. 32. Dans un but de transparence, les services compétents mettent les informations reçues en application du présent accord de coopération, à la disposition de toute personne physique ou morale qui en fait la demande.

Les informations reçues par les services compétents peuvent cependant être tenues confidentielles dans les cas visés par la législation applicable au service compétent concerné en matière de publicité de l'administration.

Art. 33. Les notifications, plans d'urgence et informations au public établis en vertu de la législation existante le jour de l'entrée en vigueur du présent accord, restent en vigueur jusqu'au moment où ils sont remplacés en vertu des dispositions du présent accord de coopération.

Art. 34. Les annexes I, II, III, IV, V et VI du présent accord de coopération peuvent être modifiées par accord de coopération non soumis à l'approbation par loi, décret ou ordonnance, en vue de les adapter au progrès technique, mais uniquement suite aux modifications conformes de la réglementation européenne.

Art. 35. § 1^{er}. Une structure permanente de concertation est instituée en vue du bon fonctionnement du présent accord de coopération. Les missions suivantes lui sont imparties :

- l'harmonisation entre services coresponsables des méthodes et procédures de travail, des échanges d'informations et des critères de décision pour l'application du présent accord;
- la coordination des initiatives et la diffusion des résultats en matière de recherche et de développement relatifs à la maîtrise des risques d'accident industriel majeur;
- la recherche de solutions cohérentes aux problèmes que posent des établissements particuliers et la constitution d'une jurisprudence administrative;
- la coordination de la représentation de la Belgique au sein des commissions et ateliers de travail consacrés à la maîtrise des risques industriels majeurs ou à des matières apparentées;
- la coordination des actions et la prise de positions en matière de politique internationale.

§ 2. La structure permanente de concertation est composée d'une représentation des autorités compétentes. La structure permanente de concertation décide par consensus entre représentants des parties concernées. Si le consensus ne peut être atteint, la matière traitée sera soumise à la Conférence interministérielle de l'Environnement, élargie avec les autres ministres fédéraux concernés.

§ 3. Les membres tiennent au moins 4 assemblées plénières par an et autant d'ateliers de travail qu'ils le jugent nécessaire. La présidence et le secrétariat sont déterminés par la structure permanente de concertation.

§ 4. Chaque réunion fait l'objet d'un ordre du jour et d'un procès-verbal diffusés en temps utile à tous les membres. Les prises de position touchant à la politique internationale sont adressées au Président du Comité de Coordination de la Politique Internationale de l'environnement.

§ 5. La présidence et le secrétariat sont assumés par le Ministère de l'Emploi et du Travail.

Art. 36. Les membres, visés à l'article 92bis, § 5, deuxième alinéa, de la loi spéciale du 8 août 1980 des réformes institutionnelles, de la juridiction chargée de trancher les litiges d'interprétation ou de l'exécution de cet accord de coopération, sont désignés respectivement par le Conseil des ministres, le Gouvernement flamand, le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Les frais de fonctionnement de la juridiction seront répartis entre l'Etat fédéral, la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale.

Fait à Bruxelles, le 21 juin 1999 en 4 exemplaires originaux.

Pour l'Etat fédéral,

Les Ministres de l'Economie, de l'Intérieur, de l'Emploi et du Travail
et le Secrétaire d'Etat à la Sécurité et à l'Environnement,

E. DI RUPO
L. VAN DEN BOSSCHE
Mme M. SMET
J. PEETERS

Pour la Région flamande,

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Les Ministres flamands de l'Environnement et de l'Emploi,
des Travaux publics, des Transports et de l'Aménagement du Territoire,
T. KELCHTERMANS
S. STEVAERT

Pour la Région wallonne,

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
R. COLLIGNON

Les Ministres wallons de l'Aménagement du territoire,
de l'Equipement et des Transports et de l'environnement, des Ressources Naturelles et de l'Agriculture,
M. LEBRUN
G. LUTGEN

Pour la Région de Bruxelles-Capitale,

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
Ch. PICQUE

Les Ministres de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, des Communications, et des Travaux publics,
de l'Environnement, de la Rénovation, de la Conservation de la Nature,
de la Politique de l'Eau et de la Propreté publique,

H. HASQUIN
D. GOSUIN

Liste des annexes (les annexes forment partie intégrante de l'accord)

Annexe I - Application de l'accord de coopération.

Annexe II - Données et informations minimales à prendre en considération dans le rapport de sécurité prévu à l'article 12.

Annexe III - Données et informations devant figurer dans les plans d'urgence prévus aux articles 15 et 17.

Annexe IV - Eléments d'information à communiquer au public en application de l'article 19.

Annexe V - Critères pour la notification d'un accident à la Commission des Communautés européennes, prévue à l'article 23, paragraphe 1.

Annexe VI - Critères harmonisés applicables pour l'octroi de dispenses en vertu de l'article 12, § 6.

Annexe VII - Détaillant la compétence de coordination visé à l'article 27, § 1^{er}.

Annexe I

CHAMP D'APPLICATION DE L'ACCORD DE COOPÉRATION

INTRODUCTION

1. La présente annexe concerne la présence de substances dangereuses dans un établissement au sens de l'article 3 du présent accord de coopération et détermine l'application de ses articles.

2. Les mélanges et préparations sont assimilés à des substances pures pour autant qu'ils soient conformes aux limites de concentration fixées en fonction de leurs propriétés dans la directive européenne en la matière indiquées dans la partie 2 note 1 ou leurs dernières adaptations au progrès technique, à moins qu'une composition en pourcentages ou une autre description ne soit spécifiquement donnée.

3. Les quantités seuils indiquées ci-dessous s'entendent par établissement.

4. Les quantités qui doivent être prises en considération pour l'application des articles sont les quantités maximales qui sont présentes ou sont susceptibles d'être présentes à n'importe quel moment. Les substances dangereuses qui ne se trouvent dans un établissement qu'en quantités égales ou inférieures à 2 % de la quantité seuil indiquée ne sont pas prises en compte dans le calcul de la quantité totale présente si leur emplacement à l'intérieur d'un établissement est tel qu'il ne peut déclencher un accident majeur ailleurs sur le site.

5. Les règles données dans la partie 2 note 4 qui régissent l'addition de substances dangereuses ou de catégories de substances dangereuses sont, le cas échéant, applicables.

PARTIE 1. — Substances désignées

Lorsqu'une substance ou un groupe de substances figurant dans la partie 1 relève(nt) également d'une catégorie de la partie 2, les quantités seuils à prendre en considération sont celles indiquées dans la partie 1.

Colonne 1	Colonne 2	Colonne 3
Substances dangereuses	Quantité seuil (en tonnes)	
Nitrate d'ammonium	350	2.500
Nitrate d'ammonium - engrais chimique	1.250	5.000
Pentoxyde d'arsenic, acide (V) arsenique et/ou ses sels	1	2
Trioxycide d'arsenic, acide (III) arsénieux ou ses sels		0,1
Brome	20	100
Chlore	10	25
Composés de nickel sous forme pulvérulente inhalable (monoxyde de nickel, dioxyde de nickel, sulfure de nickel, disulfure de trinickel, trioxyde de dinickel)		1
Ethylèneimine	10	20
Fluor	10	20
Formaldéhyde (concentration $\geq 90\%$)	5	50
Hydrogène	5	50
Acide chlorhydrique (gaz liquéfié)	25	250
Plomb-alcoyles	5	50
Gaz liquéfiés extrêmement inflammables (y compris GPL) et gaz naturel	50	200
Acétylène	5	50
Oxyde d'éthylène	5	50
Oxyde de propylène	5	50
Méthanol	500	5.000
4,4-Méthylène-bis (2-chloraniline) et/ou ses sels, sous forme pulvérulente		0,01
Isocyanate de méthyle		0,15
Oxygène	200	2.000
Diisocyanate de toluène	10	100
Dichlorure de carbonyle (phosgène)	0,3	0,75
Trihydure d'arsenic (arsine)	0,2	1
Trihydure de phosphore (phosphine)	0,2	1
Dischlorure de soufre	1	1

Colonne 1	Colonne 2	Colonne 3
Substances dangereuses	Quantité seuil (en tonnes)	
Trioxyde de soufre	15	75
Polychlordibenzofurane et polychlordibenzodioxine (y compris TCDD), calculées en équivalent TCDD		0,001
Les CARCINOGENES suivants : 4-aminodiphényle et/ou ses sels, benzidine et/ou ses sels, oxyde de bis-(chlorométhyle), oxyde de chlorométhyle et de méthyle, chlorure de diméthylcarbamoyle, diméthylnitrosamine, triamide hexaméthylphosphorique, 2-naphtylamine et/ou ses sels et 1,3-propanesultone 4-nitrodiphényle	0,001	0,001
Essence automobile et autres carburants et combustibles	5.000	50.000

Notes

1. Nitrate d'ammonium (350/2 500)

Cela s'applique au nitrate d'ammonium et aux mélanges de nitrate d'ammonium dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est supérieure à 28 % en poids (autres que ceux visés à la note 2) et aux solutions aqueuses de nitrate d'ammonium dans lesquelles la concentration de nitrate d'ammonium est supérieure à 90 % en poids.

2. Nitrate d'ammonium (1 250/5 000)

Cela s'applique aux engrais simples à base de nitrate d'ammonium, conformes à la Directive 80/876/CEE et aux engrais composés dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est supérieure à 28 % en poids (l'engrais composé contient du nitrate d'ammonium avec du phosphate et/ou du carbonate de potassium).

3. Polychlorodibenzofuranes et polychlorodibenzodioxines

Les quantités de polychlorodibenzofuranes et polychlorodibenzodioxines se calculent au moyen des facteurs de pondération suivants :

International Toxic Equivalent Factors (ITEF) for the congeners of concern (NATO/CCMS)			
2, 3, 7, 8-TCDD	1	2, 3, 7, 8, -TCDF	0,1
1, 2,3 , 7, 8-PeDD	0,5	2, 3, 4, 7, 8, -PeCDF	0,5
		1, 2, 3, 7, 8-PeCDF	0,05
1, 2, 3, 4, 7, 8-HxCDD	}	1, 2, 3, 4, 7, 8-HxCDF	}
1, 2, 3, 6, 7, 8-HxCDD		1, 2, 3, 7, 8, 9-HxCDF	
1, 2, 3, 7, 8, 9-HxCDD		1, 2, 3, 6, 7, 8-HxCDF	
1, 2, 3, 4, 6, 7, 8, -HpCDD	0,01	2, 3, 4, 6, 7, 8-HxCDF	}
OCDD	0,001	1, 2, 3, 4, 6, 7, 8-HpCDF	
		1, 2, 3, 4, 7, 8, 9-HpCDF	0,01
		OCDF	0,001

T = tetra, P = penta, Hx = hexa, HP = hepta, O = octa)

PARTE 2. — Catégories de substances et de préparations non spécifiquement désignées dans la partie 1

Colonne 1	Colonne 2	Colonne 3
Catégories de substances dangereuses	Quantité seuil (en tonnes)	
1. TRES TOXIQUES	5	20
2. TOXIQUES	50	200
3. COMBURANTES	50	200
4. EXPLOSIVES (lorsque la substance ou la préparation relève de la définition donnée dans la note 2 a))	50	200
5. EXPLOSIVES (lorsque la substance ou la préparation relève de la définition donnée dans la note 2 b))	10	50
6. INFLAMMABLES (lorsque la substance ou la préparation relève de la définition donnée dans la note 3 a))	5.000	50.000

Colonne 1	Colonne 2	Colonne 3
Catégories de substances dangereuses	Quantité seuil (en tonnes)	
7a. FACILEMENT INFLAMMABLES (lorsque la substance ou la préparation relève de la définition donnée dans la note 3 b) 1)	50	200
7b. Liquides FACILEMENT INFLAMMABLES (lorsque la substance ou la préparation relève de la définition donnée dans la note 3 b) 2)	5.000	50.000
8. EXTREMEMENT INFLAMMABLES (lorsque la substance ou la préparation relève de la définition donnée dans la note 3 c))	10	50
9. SUBSTANCES DANGEREUSES POUR L'ENVIRONNEMENT en combinaison avec les phrases de risques suivantes :		
i) R50: "Très toxique pour les organismes aquatiques"	200	500
ii) R51: "Toxique pour les organismes aquatiques" et R53: "Peut provoquer des effets néfastes à long terme pour l'environnement aquatiques"	500	2.000
10. TOUTE CLASSIFICATION non couverte par celles données ci-dessus en combinaison avec les phrases de risque suivantes :		
i) R14 "Réagit violemment au contact de l'eau" (y compris R14/15)	100	500
ii) R29 "Au contact de l'eau, dégage des gaz toxiques"	50	200

Notes

1. Les substances et préparations sont classées conformément aux directives suivantes (telles qu'elles ont été modifiées) et à leur adaptation actuelle au progrès technique :

— Directive 67/548/CEE du Conseil du 27 juin 1967 concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses;

— Directive 88/379/CEE du Conseil du 7 juin 1988 concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des substances dangereuses;

— Directive 78/631/CEE du Conseil du 26 juin 1978 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses (pesticides).

Dans le cas de substances et préparations qui ne sont pas classées comme dangereuses conformément à l'une des directives citées ci-dessus, mais qui néanmoins, se trouvent ou sont susceptibles de se trouver dans un établissement et qui possèdent ou sont susceptibles de posséder, dans les conditions régnant dans l'établissement, des propriétés équivalentes en termes de potentiel d'accidents majeurs, les procédures de classement provisoire sont suivies conformément à l'article régissant la matière dans la directive appropriée.

Dans le cas de substances et préparations présentant des propriétés qui donnent lieu à plusieurs classifications, on applique, aux fins du présent accord de coopération, les seuils les plus bas.

2. Par explosif, on entend :

a) i) une substance ou une préparation qui crée des risques d'explosion par le choc, la friction, le feu ou d'autres sources d'ignition (phrase de risque R2);

ii) une substance pyrotechnique qui est une substance (ou un mélange de substances) destinée(s) à produire un effet calorifique, lumineux, sonore, gazeux ou fumigène ou une combinaison de tels effets, grâce à des réactions chimiques exothermiques autoentretenues non détonantes; ou

iii) une substance ou préparation explosible ou pyrotechnique contenue dans des objets;

b) une substance ou une préparation qui crée des risques importants d'explosion par le choc, la friction, le feu ou d'autres sources d'ignition (phrase de risque R3).

3. Par substances INFLAMMABLES, FACILEMENT INFLAMMABLES et EXTREMEMENT INFLAMMABLES (catégories 6, 7 et 8) on entend :

a) des liquides INFLAMMABLES :

des substances et des préparations dont le point d'éclair est égal ou supérieur à 21° C et inférieur ou égal à 55° C (phrase de risque R10) et qui entretiennent la combustion;

b) des liquides FACILEMENT INFLAMMABLES :

1) des substances et des préparations susceptibles de s'échauffer et, finalement, de s'enflammer au contact de l'air à la température ambiante sans apport d'énergie (phrase de risque R17);

— des substances dont le point d'éclair est inférieur à 55° C et qui restent liquides sous pression, lorsque des conditions de service particulières, par exemple une forte pression ou une température élevée, peuvent créer des risques d'accidents majeurs;

2) des substances et des préparations ayant un point d'éclair inférieur à 21 °C et qui ne sont pas extrêmement inflammables (phrase de risque R11 deuxième tiret);

c) des gaz et liquides extrêmement inflammables :

1) des substances et des préparations liquides dont le point d'éclair est inférieur à 0 °C et dont le point d'ébullition (ou, dans le cas d'un domaine d'ébullition, le point d'ébullition initial) est, à la pression normale, inférieur ou égal à 35 °C (phrase de risque R12 premier tiret), et

2) des substances et des préparations gazeuses qui sont inflammables au contact de l'air à la température et à la pression ambiantes, (phrase de risque R12 deuxième tiret), qu'elles soient ou non conservées à l'état gazeux ou liquide sous pression, à l'exclusion des gaz extrêmement inflammables liquéfiés (y compris GPL) et du gaz naturel visés à la partie 1. et

3) substances et préparations liquides inflammables maintenues à une température supérieure à leur point d'ébullition (et dont le point d'éclair est inférieur à 55 °C)

4. Le calcul conduisant au classement de l'établissement pour l'application des articles du présent accord s'opère comme suit :

— si q_x est la quantité de la substance ou préparation dangereuse x (spécifiquement désignée ou non) présente dans l'établissement;

— si Q'_x est la quantité seuil titrant dans la colonne 2 et Q''_x la quantité seuil figurant dans la colonne 3 des parties 1 et 2 de la présente annexe, pour la substance x considérée;

— L'établissement sera visé par l'article 3, § 1^{er}, 3^{ème} alinéa si la somme des Fractions

$$\frac{q_1}{Q'_1} + \frac{q_2}{Q'_2} + \frac{q_3}{Q'_3} + \dots > 1$$

Il sera visé par l'article 3, § 1^{er}, 2^{ème} alinéa si la somme des fractions

$$\frac{q_1}{Q''_1} + \frac{q_2}{Q''_2} + \frac{q_3}{Q''_3} + \dots > 1$$

Ces règles d'addition s'appliquent, distinctement, aux cas suivants :

— aux substances et préparations figurant dans la partie 2 et appartenant aux catégories 1, 2 et 9 ainsi qu'aux substances de la partie 1 qui présentent les mêmes caractères dangereux;

— aux substances et préparations figurant dans la partie 2 et appartenant aux catégories 3, 4, 5, 6, 7a, 7b et 8 ainsi qu'aux substances de la partie 1 qui présentent les mêmes caractères dangereux.

Lorsque des substances ou préparations non désignées présentent à la fois des caractères dangereux appartenant à plusieurs catégories additionnables, le diviseur à prendre en considération est le seuil le plus petit applicable à la substance.

Lorsque des substances ou préparations présentent à la fois des caractères dangereux appartenant à plusieurs catégories non additionnables, des additions séparées seront effectuées, chacune d'entre elles correspondant à une des catégories.

Lorsqu'une substance désignée est additionnée à des substances non désignées, le diviseur relatif à la quantité de substance désignée est la quantité seuil figurant à la partie 1.

Fait à Bruxelles, le 21 juin 1999 en 4 exemplaires originaux.

Pour l'Etat fédéral,

Les Ministres de l'Economie, de l'Intérieur, de l'Emploi et du Travail
et le Secrétaire d'Etat à la Sécurité et à l'Environnement,

E. DI RUPO
L. VAN DEN BOSSCHE
Mme M. SMET
J. PEETERS

Pour la Région flamande,

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Les Ministres flamands de l'Environnement et de l'Emploi, des Travaux publics,
des Transports et de l'Aménagement du Territoire,

T. KELCHTERMANS
S. STEVAERT

Pour la Région wallonne,

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,

R. COLLIGNON

Les Ministres wallons de l'Aménagement du territoire,
de l'Equipement et des Transports et de l'environnement, des Ressources Naturelles et de l'Agriculture,

M. LEBRUN
G. LUTGEN

Pour la Région de Bruxelles-Capitale,

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Ch. PICQUE

Les Ministres de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, des Communications, et des Travaux publics,
de l'Environnement, de la Rénovation, de la Conservation de la Nature,
de la Politique de l'Eau et de la Propreté publique,

H. HASQUIN
D. GOSUIN

Annexe II

DONNEES ET INFORMATIONS MINIMALES A PRENDRE EN CONSIDERATION
DANS LE RAPPORT DE SECURITE PREVU A L'ARTICLE 12

I. Informations sur le système de gestion et l'organisation de l'établissement en vue de la prévention des accidents majeurs.

Ces informations doivent couvrir les éléments contenus dans l'article 10.

II. Présentation de l'environnement de l'établissement.

A. Description du site et de son environnement comprenant la situation géographique, les données météorologiques, géologiques, hydrographiques et, le cas échéant, son historique;

B. Identification des installations et autres activités au sein de l'établissement qui peuvent présenter un danger d'accident majeur;

C. Description des zones susceptibles d'être affectées par un accident majeur.

III. Description de l'installation.

A. Description des principales activités et productions des parties de l'établissement qui sont importantes du point de vue de la sécurité, des sources de risque d'accidents majeurs et des conditions dans lesquelles cet accident majeur pourrait intervenir, accompagnée d'une description des mesures préventives prévues;

B. Description des procédés, notamment les modes opératoires;

C. Description des substances dangereuses :

1) inventaire des substances dangereuses comprenant :

— l'identification des substances dangereuses : désignation chimique, numéro CAS, désignation dans la nomenclature de l'IUCPA,

— la quantité maximale de la (des) substance(s) présente(s) ou qui peut (peuvent) être présente(s),

2) caractéristiques physiques, chimiques, toxicologiques et indication des dangers, aussi bien immédiats que différés pour l'homme ou l'environnement,

3) comportement physique ou chimique dans les conditions normales d'utilisation ou accidentelles prévisibles.

IV. Identification et analyse des risques d'accident et moyens de prévention.

A. Description détaillée des scénarios d'accidents majeurs possibles et des conditions d'occurrence comprenant le résumé des événements pouvant jouer un rôle dans le déclenchement de chacun de ces scénarios, que les causes soient d'origine interne ou externe à l'installation;

B. Evaluation de l'étendue et de la gravité des conséquences des accidents majeurs identifiés;

C. Description des paramètres techniques et équipements installés pour la sécurité des installations.

V. Mesures de protection et d'intervention pour limiter les conséquences d'un accident.

A. Description des équipements de mise en place de l'installation pour limiter les conséquences des accidents majeurs;

B. Organisation de l'alerte et de l'intervention;

C. Description des moyens mobilisables internes ou externes;

D. Description du plan d'urgence interne visé à l'article 15.

Fait à Bruxelles, le 21 juin 1999 en 4 exemplaires originaux.

Pour l'Etat fédéral,

Les Ministres de l'Economie, de l'Intérieur, de l'Emploi et du Travail
et le Secrétaire d'Etat à la Sécurité et à l'Environnement,

E. DI RUPO
L. VAN DEN BOSSCHE
Mme M. SMET
J. PEETERS

Pour la Région flamande,

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Les Ministres flamands de l'Environnement et de l'Emploi, des Travaux publics,
des Transports et de l'Aménagement du Territoire,

T. KELCHTERMANS
S. STEVAERT

Pour la Région wallonne,

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
R. COLLIGNON

Les Ministres wallons de l'Aménagement du territoire,
de l'Equipement et des Transports et de l'environnement, des Ressources Naturelles et de l'Agriculture,

M. LEBRUN
G. LUTGEN

Pour la Région de Bruxelles-Capitale,

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
Ch. PICQUE

Les Ministres de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, des Communications, et des Travaux publics,
de l'Environnement, de la Rénovation,
de la Conservation de la Nature, de la Politique de l'Eau et de la Propreté publique,

H. HASQUIN
D. GOSUIN

Annexe III

DONNEES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LES PLANS D'URGENCE
PREVUS AUX ARTICLES 15 ET 17

1. Plans d'urgence internes :

- a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures palliatives sur le site et de leur coordination.
- b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec les autorités responsables du plan d'urgence externe.
- c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles.
- d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte.
- e) Dispositions prises pour qu'en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan d'urgence externe soit informée rapidement, type d'information à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elle deviennent disponibles.
- f) Dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordination de cette action avec les services d'urgence externes.
- g) Dispositions visant à soutenir les mesures palliatives prises hors site.

2. Plans d'urgence externes :

- a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et des personnes autorisées à diriger et à coordonner les mesures prises hors site;
- b) Dispositions prises pour être informé rapidement d'incidents éventuels et procédures d'alerte et d'appel des secours;
- c) Dispositions visant à coordonner les ressources nécessaires à la mise en oeuvre du plan d'urgence externe;
- d) Dispositions visant à soutenir les mesures palliatives prises sur le site;
- e) Dispositions concernant les mesures palliatives à prendre hors site;
- f) Dispositions visant à fournir au public des informations spécifiques relatives à l'accident et à la conduite à tenir;
- g.) Dispositions visant à assurer l'information des services d'urgence des autres Etats membres de la Communauté européenne en cas d'accident majeur pouvant avoir des conséquences au-delà des frontières.

Fait à Bruxelles, le 21 juin 1999 en 4 exemplaires originaux.

Pour l'Etat fédéral,

Les Ministres de l'Economie, de l'Intérieur, de l'Emploi et du Travail
et le Secrétaire d'Etat à la Sécurité et à l'Environnement,

E. DI RUPO
L. VAN DEN BOSSCHE
Mme M. SMET
J. PEETERS

Pour la Région flamande,

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Les Ministres flamands de l'Environnement et de l'Emploi,
des Travaux publics, des Transports et de l'Aménagement du Territoire,

T. KELCHTERMANS
S. STEVAERT

Pour la Région wallonne,

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,

R. COLLIGNON

Les Ministres wallons de l'Aménagement du territoire,
de l'Equipement et des Transports et de l'environnement, des Ressources Naturelles et de l'Agriculture,

M. LEBRUN
G. LUTGEN

Pour la Région de Bruxelles-Capitale,

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Ch. PICQUE

Les Ministres de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, des Communications, et des Travaux publics,
de l'Environnement, de la Rénovation,
de la Conservation de la Nature, de la Politique de l'Eau et de la Propreté publique,

H. HASQUIN
D. GOSUIN

Annexe IV

ELEMENTS D'INVORMATION A COMMUNIQUER AU PUBLIC EN APPLICATION DE L'ARTICLE 19

1. Nom de l'exploitant et adresse de l'établissement.
2. Identification, par sa fonction, de la personne fournissant les informations.
3. Confirmation du fait que l'établissement est soumis aux dispositions réglementaires et/ou administratives d'application du présent accord de coordination et que la notification prévue à l'article 8, alinéa 3 ou le rapport de sécurité prévu à l'article 12, alinéa 1 a été transmis(e) à l'autorité compétente.
4. Explication, donnée en termes simples, de la ou des activités de l'établissement.
5. Dénomination commune ou, dans le cas de substances dangereuses relevant de l'annexe I, partie 2, nom générique ou catégorie générale de danger des substances et préparations se trouvant dans l'établissement qui pourraient donner lieu à un accident, avec indication de leurs principales caractéristiques dangereuses.
6. Informations générales sur la nature des risques d'accidents majeurs, y compris leurs effets potentiels sur la population et l'environnement.
7. Informations adéquates sur la manière dont la population concernée sera alertée et tenue au courant en cas d'accident majeur.
8. Informations adéquates sur les mesures que la population concernée doit prendre et sur la conduite qu'elle doit tenir en cas d'accident majeur.
9. Confirmation de l'obligation imposée à l'exploitant de prendre des mesures adéquates sur le site et notamment de prendre contact avec les services d'urgence pour faire face à des accidents majeurs et en limiter le plus possible les effets.
10. Référence au plan d'urgence externe élaboré pour faire face à tous les effets hors site d'un accident, accompagnée de l'invitation à suivre toutes les instructions ou consignes des services d'urgence au moment d'un accident.
11. Précisions relatives aux modalités d'obtention de toute information pertinente, sous réserve des dispositions relatives à la confidentialité prévues par la législation applicable.

Fait à Bruxelles, le 21 juin 1999 en 4 exemplaires originaux.

Pour l'Etat fédéral,

Les Ministres de l'Economie, de l'Intérieur, de l'Emploi
et du Travail et le Secrétaire d'Etat à la Sécurité et à l'Environnement,

E. DI RUPO
L. VAN DEN BOSSCHE
Mme M. SMET
J. PEETERS

Pour la Région flamande,

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Les Ministres flamands de l'Environnement et de l'Emploi, des Travaux publics,
des Transports et de l'Aménagement du Territoire,

T. KELCHTERMANS
S. STEVAERT

Pour la Région wallonne,

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,

R. COLLIGNON

Les Ministres wallons de l'Aménagement du territoire, de l'Équipement et des Transports
et de l'environnement, des Ressources Naturelles et de l'Agriculture,

M. LEBRUN
G. LUTGEN

Pour la Région de Bruxelles-Capitale,

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Ch. PICQUE

Les Ministres de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, des Communications, et des Travaux publics,
de l'Environnement, de la Rénovation,
de la Conservation de la Nature, de la Politique de l'Eau et de la Propreté publique,

H. HASQUIN
D. GOSUIN

Annexe V

CRITERES POUR LA NOTIFICATION D'UN ACCIDENT
A LA COMMISSION DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE
PREVUE A L'ARTICLE 23, PARAGRAPHE 1

I. Tout accident relevant du point I ou ayant au moins l'une des conséquences décrites aux points 2, 3, 4 et 5 doit être notifié à la Commission de la Communauté européenne.

1. Substances en cause.

Tout feu ou explosion ou rejet accidentel de substances dangereuses impliquant une quantité au moins égale à 5 % de la quantité seuil prévue à la colonne 3 de l'annexe I.

2. Atteintes aux personnes ou aux biens.

Un accident impliquant directement une substance dangereuse à l'origine de l'un des événements suivants :

- un mort;
- six personnes blessées à l'intérieur de l'établissement et hospitalisées pendant au moins 24 heures;
- une personne située à l'extérieur de l'établissement hospitalisée pendant au moins 24 heures;
- logement(s) extérieur(s) à l'établissement endommagé(s) et indisponible(s) du fait de l'accident;
- l'évacuation ou le confinement de personnes pendant plus de 2 heures (personnes x heures) : la valeur est au moins égale à 500;
- l'interruption de la distribution d'eau potable, d'électricité, de gaz et du trafic téléphonique pendant plus de 2 heures (personnes x heures) : la valeur est au moins égale à 1.000.

3. Atteintes immédiates à l'environnement.

- dommages permanents ou à long terme causés aux habitats terrestres
- 0,5 hectare ou plus d'un habitat important du point de vue de l'environnement ou de la conservation et protégé par la législation;
- 10 hectares ou plus d'un habitat plus étendu, y compris terres agricoles;
- dommages significatifs ou à long terme causés à des habitats d'eau de surface ou à des habitats marins (*)
- 10 kilomètres ou plus d'un fleuve, d'un canal ou d'une rivière;
- 1 hectare ou plus d'un lac ou d'un étang;
- 2 hectares ou plus d'un delta;
- 2 hectares ou plus d'une zone côtière ou de la mer;
- dommages significatifs causés à une couche aquifère ou à l'eau souterraine (*)
- 1 hectare au plus.

4. Dommages matériels.

- dommages matériels dans l'établissement : à partir de 2 millions d'écus;
- dommages matériels à l'extérieur de l'établissement : à partir de 0,5 million d'écus.

5. Dommages transfrontières.

Tout accident impliquant directement une substance dangereuse à l'origine d'effets à l'extérieur du territoire belge.

II. Les accidents et "quasi-accidents", vis-à-vis desquels le service compétent estime qu'ils présentent un intérêt technique particulier pour la prévention des accidents majeurs et pour la limitation des conséquences de ceux-ci et qui ne répondent pas aux critères quantitatifs cités ci-dessus, devraient être notifiés à la Commission.

(*) Le cas échéant, on pourra se référer pour apprécier un dommage aux directives 75/440/CEE et 76/464/CEE et aux directives prises pour leurs applications relatives à certaines substances a savoir les directives 76/160/CEE, 78/659/CEE et 79/923/CEE, ou à la CL50 pour les espèces représentatives des milieux affectés comme définies par la directive 92/32/CEE pour le critère dangereux pour l'environnement.

Fait à Bruxelles, le 21 juin 1999 en 4 exemplaires originaux.

Pour l'Etat fédéral,

Les Ministres de l'Economie, de l'Intérieur, de l'Emploi
et du Travail et le Secrétaire d'Etat à la Sécurité et à l'Environnement,

E. DI RUPO
L. VAN DEN BOSSCHE
Mme M. SMET
J. PEETERS

Pour la Région flamande,

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Les Ministres flamands de l'Environnement et de l'Emploi, des Travaux publics,
des Transports et de l'Aménagement du Territoire,

T. KELCHTERMANS
S. STEVAERT

Pour la Région wallonne,

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,

R. COLLIGNON

Les Ministres wallons de l'Aménagement du territoire,
de l'Equipement et des Transports et de l'environnement, des Ressources Naturelles et de l'Agriculture,

M. LEBRUN
G. LUTGEN

Pour la Région de Bruxelles-Capitale,

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Ch. PICQUE

Les Ministres de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, des Communications, et des Travaux publics,
de l'Environnement, de la Rénovation,
de la Conservation de la Nature, de la Politique de l'Eau et de la Propreté publique,

H. HASQUIN
D. GOSUIN

Annexe VI

CRITERES HARMONISES APPLICABLES POUR L'OCTROI DE DISPENSES
EN VERTU DE L'ARTICLE 12, § 5

Une dispense peut être accordée conformément aux dispositions de l'article 12, § 6, lorsque l'un des critères généraux énoncés ci-après au moins est rempli :

1. FORME PHYSIQUE DE LA SUBSTANCE

Les substances se présentant sous forme solide qui, dans des conditions normales et dans toute condition anormale que l'on peut raisonnablement prévoir, ne peuvent donner lieu à une libération de matière ou d'énergie susceptible de présenter un risque d'accident majeur.

2. CONDITIONNEMENT ET QUANTITES

Les substances emballées ou conditionnées de telle manière et dans de telles quantités que la libération maximale de substance ne peut en aucune circonstance présenter un risque d'accident majeur.

3. EMBLACEMENT ET QUANTITE

Les substances présentées dans des quantités et à des distances telles d'autres substances dangereuses (dans l'établissement lui-même ou ailleurs) qu'elles ne peuvent ni présenter en tant que telles un risque d'accident majeur ni déclencher un accident majeur impliquant d'autres substances dangereuses.

4. CLASSIFICATION

Les substances qui sont définies comme substances dangereuses en raison de leur classification générale dans l'annexe 1, deuxième partie, de la directive du Conseil 96/82/CE, mais qui ne peuvent présenter de risque d'accident majeur et dont la classification générale est par conséquent sans objet dans le cas d'espèce.

Fait à Bruxelles, le 21 juin 1999 en 4 exemplaires originaux.

Pour l'Etat fédéral,

Les Ministres de l'Economie, de l'Intérieur, de l'Emploi
et du Travail et le Secrétaire d'Etat à la Sécurité et à l'Environnement,

E. DI RUPO
L. VAN DEN BOSSCHE
Mme M. SMET
J. PEETERS

Pour la Région flamande,

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Les Ministres flamands de l'Environnement et de l'Emploi, des Travaux publics,
des Transports et de l'Aménagement du Territoire,

T. KELCHTERMANS
S. STEVAERT

Pour la Région wallonne,

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,

R. COLLIGNON

Les Ministres wallons de l'Aménagement du territoire,
de l'Equipement et des Transports et de l'environnement, des Ressources Naturelles et de l'Agriculture,

M. LEBRUN
G. LUTGEN

Pour la Région de Bruxelles-Capitale,

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Ch. PICQUE

Les Ministres de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, des Communications, et des Travaux publics,
de l'Environnement, de la Rénovation,
de la Conservation de la Nature, de la Politique de l'Eau et de la Propreté publique,

H. HASQUIN
D. GOSUIN

Annexe VII

PRECISIONS QUANT A LA COMPETENCE DE COORDINATION PREVUE A L'ARTICLE 27, § 2

La coordination visée à l'article 27, § 2, comprend les tâches suivantes :

- a) l'organisation d'une concertation régulière entre les différentes équipes d'inspection, en vue d'une application aussi uniforme que possible du présent accord de coopération dans l'ensemble du pays;
- b) l'organisation d'une concertation régulière entre les services d'inspection de chaque équipe d'inspection, en vue d'un développement et d'un fonctionnement efficace du système d'inspection prévu à l'article 28;
- c) la mise en place du soutien logistique nécessaire pour le bon fonctionnement pratique de cette concertation;
- d) la prise en charge, dans le cadre de cette concertation, de la mise en place d'un programme d'inspection efficace pour chaque établissement, tel que prévu à l'article 28, § 2, et l'évolution et l'actualisation régulière de ce programme;
- e) la mise au point, dans le cadre de cette concertation, d'un planning annuel pour la réalisation concrète du programme d'inspection;
- f) l'organisation des inspections communes, convenues dans le cadre de cette concertation;
- g) la réalisation, au sein de cette concertation, d'un échange maximal d'informations sur des expériences pertinentes en matière d'inspection, sur de nouveaux développements sur le plan des techniques d'inspection et sur toute autre information utile pour l'exécution des missions d'inspection;
- h) l'information des services de coordination sur des faits constatés, sur les conclusions tirées des analyses des accidents ou d'autres nouvelles optiques, lorsque ceux-ci peuvent exiger, après avis commun des services d'inspection, une révision ou une mise à jour du rapport de sécurité, comme le prévoit l'article 12, § 4;
- i) l'organisation des accords pratiques au sein des équipes d'inspection pour l'exécution des tâches visées à l'article 22, § 3, en cas d'accident majeur;
- j) la prise en charge du rapport à la Commission de la Communauté Européenne au sujet des éventuels accidents majeurs, comme prévu à l'article 23, §§ 1 et 2;
- k) l'information des services de coordination au sujet des données générales d'inspection nécessaires en vue de la rédaction du rapport trisannuel à la Commission de la Communauté européenne, comme prévu à l'article 25, § 9;
- l) l'organisation d'un échange de vues sur la façon d'agir des services d'inspection, au cas où l'une des autorités d'inspection jugerait nécessaire de décider une interdiction d'exploitation, telle que mentionnée à l'article 30;
- m) l'organisation de toutes les autres actions convenues de commun accord par les services d'inspection.

Fait à Bruxelles, le 21 juin 1999 en 4 exemplaires originaux.

Pour l'Etat fédéral,

Les Ministres de l'Economie, de l'Intérieur, de l'Emploi
et du Travail et le Secrétaire d'Etat à la Sécurité et à l'Environnement,

E. DI RUPO
L. VAN DEN BOSSCHE
Mme M. SMET
J. PEETERS

Pour la Région flamande,

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Les Ministres flamands de l'Environnement et de l'Emploi, des Travaux publics,
des Transports et de l'Aménagement du Territoire,

T. KELCHTERMANS
S. STEVAERT

Pour la Région wallonne,

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,

R. COLLIGNON

Les Ministres wallons de l'Aménagement du territoire,
de l'Equipement et des Transports et de l'Environnement, des Ressources Naturelles et de l'Agriculture,

M. LEBRUN
G. LUTGEN

Pour la Région de Bruxelles-Capitale,

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Ch. PICQUE

Les Ministres de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, des Communications, et des Travaux publics,
de l'Environnement, de la Rénovation,
de la Conservation de la Nature, de la Politique de l'Eau et de la Propreté publique,

D. GOSUIN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2000 — 2595

[C — 2000/21459]

16. DEZEMBER 1999 — Dekret zur Genehmigung des Zusammenarbeitsabkommens über die Beherrschung der Gefahren bei schweren Unfällen mit gefährlichen Stoffen (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Einzigster Artikel - Das am 21. Juni 1999 in Brüssel zwischen der Regierung des Föderalstaats, der Regierung der Flämischen Region, der Regierung der Wallonischen Region und der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt abgeschlossene Zusammenarbeitsabkommen über die Beherrschung der Gefahren bei schweren Unfällen mit gefährlichen Stoffen wird genehmigt.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 16. Dezember 1999

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Minister der Beschäftigung, der Ausbildung und des Wohnungswesens,
M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
J.-M. SEVERIN

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,
Th. DETIENNE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

—
Fussnoten

(1) Sitzungsperiode 1999-2000

Dokumente 45 (SE 1999) Nr. 1 und 2

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 8. Dezember 1999.

Diskussion — Abstimmung

**Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region,
der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt
zur Beherrschung der Gefahren bei schweren Unfällen mit gefährlichen Stoffen**

Aufgrund der Richtlinie 96/82/EG des Rates vom 9. Dezember 1996 zur Beherrschung der Gefahren bei schweren Unfällen mit gefährlichen Stoffen;

Aufgrund des am 17. März 1992 in Helsinki unterzeichneten Übereinkommens über die grenzüberschreitenden Wirkungen von Industrieunfällen;

Aufgrund des von der Internationalen Arbeitskonferenz am 22. Juni 1993 bei ihrer vierundzwanzigsten Sitzung in Genf verabschiedeten und durch das Gesetz vom 6. September 1996 genehmigten Übereinkommens Nr. 174 zur Verhütung der schweren Industrieunfälle;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, in der durch die Sondergesetze vom 8. August 1988 und vom 16. Juli 1993 abgeänderten Fassung, insbesondere des Artikels 6, § 1, I und II und des Artikels 92bis, § 3, b);

Aufgrund des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen, abgeändert durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993, insbesondere der Artikel 4 und 42;

Aufgrund des Gutachtens Nr. 17 vom 16. Oktober 1998 des Hohen Rats für die Unfallverhütung und den Arbeitsschutz;

Aufgrund des Gutachtens vom 20. Januar 1999 des Sociaal-Economische Raad van Vlaanderen;

Aufgrund des Gutachtens vom 21. Januar 1999 des Milieu-en Natuurraad van Vlaanderen;

In der Erwägung, dass gemäß Artikel 92bis, § 3, b) des oben erwähnten Sondergesetzes die föderale Behörde und die Regionen verpflichtet sind, ein Zusammenarbeitsabkommen zur Anwendung auf föderaler und regionaler Ebene der von der Europäischen Gemeinschaft festgelegten Regeln bezüglich der Gefahr schwerer Unfälle in bestimmten industriellen Tätigkeiten abzuschließen;

In der Erwägung, dass diese Angelegenheit gegenwärtig Gegenstand der vorerwähnten Richtlinie 96/82/EG ist;

In der Erwägung, dass gemäß Artikel 24 dieser Richtlinie die Mitgliedstaaten die nötigen Rechts- und Verwaltungsvorschriften in Kraft setzen, um dieser spätestens bis zum 3. Februar 1999 Folge zu leisten;

In der Erwägung, dass die oben erwähnten Übereinkommen von Helsinki und Genf die gleiche Angelegenheit behandeln und es daher angebracht ist, deren Anwendung anhand des gleichen Zusammenarbeitsabkommens zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass die Anwendung dieser Vorschriften teilweise unter die föderale und die regionale Zuständigkeit und bestimmte Vorschriften unter beide Zuständigkeiten fallen;

In der Erwägung, dass es im Hinblick auf eine koordinierte und wirksame Anwendung dieser Vorschriften einerseits, und die Notwendigkeit, die Betreiber der von diesen Vorschriften betroffenen Einrichtungen nicht mit unzureichend harmonisierten oder sich überschneidenden Regelungen zu konfrontieren, andererseits, unerlässlich ist, mittels eines unverzüglich anzuwendenden Zusammenarbeitsabkommens zu handeln;

In der Erwägung, dass lediglich ein Zusammenarbeitsabkommen mit Gesetzeskraft eine ausreichende Garantie darstellt, dass für das gesamte belgische Gebiet eine optimale koordinierte Regelung angenommen wird;

In der Erwägung, dass das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen

nicht ausschließt, dass die Regionen in ihre Gesetzgebung über die als gefährlich, gesundheitsschädlich oder lästig klassifizierten Betriebe die Verpflichtung einfügen, einen Sicherheitsbericht oder eine Sicherheitsstudie zu verfassen, im Hinblick auf die Bewertung des Antrags auf die durch die betroffene Gesetzgebung vorgesehene Genehmigung, und zwar auf der Grundlage der zu diesem Zeitpunkt verfügbaren und erforderlichen Angaben;

In der Erwägung, dass die Regionen darauf achten, dass in diesem Falle der Bericht oder die Studie derart abgefasst werden, dass sie nachträglich ergänzt werden können, um den in dem vorliegenden Zusammenarbeitsabkommen erwähnten Sicherheitsbericht zu bilden;

In der Erwägung, dass die für die Anwendung dieses Abkommens Sorge tragenden föderalen und regionalen Minister sich verpflichten, unverzüglich eine ständige Verhandlungsstruktur einzusetzen, um die Fortführung und Ausführung des vorliegenden Abkommens zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass die Parteien dieses Abkommens sich verpflichten, im Hinblick auf die Zuweisung oder Verteilung des Erlöses der in dem Gesetz vom 21. Januar 1987 über die Risiken von schweren Unfällen bei gewissen industriellen Tätigkeiten erwähnten Abgaben unverzüglich Verhandlungen zu führen, und zwar auf der Grundlage der objektiv festgestellten, mit der Anwendung dieses Abkommens verbundenen Bedürfnisse;

Der föderale Staat, vertreten durch den Minister der Wirtschaft, den Minister des Innern, den Minister der Beschäftigung und Arbeit und den Staatssekretär für Sicherheit und Umwelt;

Die Flämische Region, vertreten durch die Flämische Regierung in der Person ihres Minister-Präsidenten, in der Person des flämischen Ministers der Umwelt und der Beschäftigung und in der Person des Ministers der öffentlichen Arbeiten, des Transportwesens und der Raumordnung;

Die Wallonische Region, vertreten durch die Wallonische Regierung in der Person ihres Minister-Präsidenten, in der Person des wallonischen Ministers der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens und in der Person des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft;

Die Region Brüssel-Hauptstadt, vertreten in der Person des Minister-Präsidenten, in der Person des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus, des Kommunikationswesens und der öffentlichen Arbeiten und in der Person des Ministers der Umwelt, der Renovierung, der Naturerhaltung, der Politik in Sachen Wasserwesen und der öffentlichen Sauberkeit,

Haben Folgendes vereinbart:

KAPITEL I — *Allgemeines*

Artikel 1 - Das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen ist direkt anwendbar.

Art. 2 - Das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen bezweckt die Verhütung schwerer Unfälle mit gefährlichen Stoffen und die Begrenzung der Unfallfolgen für Mensch und Umwelt, um auf abgestimmte und wirksame Weise im ganzen Land ein hohes Schutzniveau zu gewährleisten.

Art. 3 - § 1. Das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen gilt für Betriebe, in denen gefährliche Stoffe in Mengen vorhanden sind, die den in der Anlage I, Teile 1 und 2 angegebenen Mengen entsprechen oder darüber liegen.

Die Artikel 10, 12, 14 und 16 bis 20 gelten lediglich für Betriebe, in denen gefährliche Stoffe in Mengen vorhanden sind, die den in der Anlage I, Teile 1 und 2, Spalte 3 angegebenen Mengen entsprechen oder darüber liegen.

Der Artikel 9 gilt lediglich für Betriebe, in denen gefährliche Stoffe in Mengen vorhanden sind, die den in der Spalte 2 angegebenen Mengen entsprechen oder darüber liegen und die unter den in der Spalte 3 der Anlage I, Teile 1 und 2 angegebenen Mengen liegen.

§ 2. Im Sinne des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens bedeutet Vorhandensein von gefährlichen Stoffen ihr tatsächliches oder vorgesehenes Vorhandensein im Betrieb, sowie das Vorhandensein von gefährlichen Stoffen, soweit davon auszugehen ist, dass sie bei einem außer Kontrolle geratenen industriellen chemischen Verfahren anfallen könnten, und zwar in Mengen, die den in der Anlage I Teile 1 und 2 genannten Mengenschwellen entsprechen oder darüber liegen.

§ 3. Die Vorschriften des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens sind unter Vorbehalt der Anwendung anderer Vorschriften bezüglich des Arbeits- und Umweltschutzes und der öffentlichen Sicherheit anwendbar.

Art. 4 - Im Sinne des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens gelten folgende Definitionen:

1° Betrieb: der gesamte, unter der Aufsicht eines Betreibers stehende Bereich, in dem gefährliche Stoffe in einer oder in mehreren Anlagen, einschließlich gemeinsamer oder zusammenhängender Infrastrukturen oder Tätigkeiten vorhanden sind;

2° Neuer Betrieb: der Betrieb, für den der Antrag auf eine Betriebsgenehmigung nach dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens eingereicht wird;

3° Bereits vorhandener Betrieb: der Betrieb, für den der Antrag auf eine Betriebsgenehmigung vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens eingereicht worden ist; ein bereits vorhandener Betrieb, der infolge einer Änderung oder Erweiterung erstmals den Vorschriften dieses Zusammenarbeitsabkommens unterliegt, wird zur Anwendung dieses Abkommens mit einem bereits vorhandenen Betrieb gleichgestellt;

4° Anlage: eine technische Einheit innerhalb eines Betriebs, in der gefährliche Stoffe hergestellt, verwendet, gehandhabt oder gelagert werden und die alle Einrichtungen, Bauwerke, Rohrleitungen, Maschinen, Werkzeuge, Privatgleisanschlüsse, Einlade- und Ausladerampen, für die Anlage bestimmten Anlegebrücken, Hafenbecken, Lager oder ähnliche, schwimmende oder nicht schwimmende Konstruktionen umfasst, die für den Betrieb der Anlage erforderlich sind;

5° Betreiber: jede natürliche oder juristische Person, die den Betrieb oder die Anlage betreibt;

6° Gefährliche Stoffe: Stoffe, Gemische oder Zubereitungen, die in der Anlage I, Teil 1 aufgeführt sind oder die mit den in der Anlage I, Teil 2 festgelegten Kriterien übereinstimmen;

7° Schwerer Unfall: ein Ereignis wie beispielsweise eine Emission, ein Brand oder eine Explosion größeren Ausmaßes, das sich aus unkontrollierten Vorgängen in einem unter dieses Zusammenarbeitsabkommen fallenden Betrieb ergibt, das unmittelbar oder später innerhalb oder außerhalb des Betriebs zu einer ernststen Gefahr für die menschliche Gesundheit oder die Umwelt führt und bei dem ein oder mehrere gefährliche Stoffe beteiligt sind;

8° Gefahr: das Wesen eines gefährlichen Stoffes oder einer konkreten Situation, das darin besteht, der menschlichen Gesundheit oder der Umwelt schaden zu können;

9° Risiko: die Wahrscheinlichkeit, dass innerhalb einer bestimmten Zeitspanne oder unter bestimmten Umständen eine bestimmte Wirkung eintritt;

10° Lagerung: das Vorhandensein einer bestimmten Menge gefährlicher Stoffe zum Zweck der Einlagerung, der Hinterlegung zur sicheren Aufbewahrung oder der Lagerhaltung;

11° Beinaheunfall: ein unkontrollierter Vorfall, der zufällig zu einem schweren Unfall führen kann;

12° Koordinierungsdienststelle: die für die Annahme des Sicherheitsberichts je nach dem Standort des Betriebs zuständige Dienststelle, so wie sie in Artikel 5, § 1 erwähnt wird;

13° Bewertungsdienststellen: die für die Bewertung des Sicherheitsberichts je nach der Art und dem Standort des Betriebs zuständigen Dienststellen, so wie sie in Artikel 5, § 2 erwähnt werden;

14° Inspektionsdienststellen: die für die Inspektion je nach der Art und dem Standort des Betriebs zuständigen Dienststellen, so wie sie in Artikel 5, § 3 erwähnt werden;

15° Inspektionsteam: das in Artikel 27, § 1 erwähnte, von der Region eingesetzte Team.

Art. 5 - § 1. Zur Anwendung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens werden folgende Koordinierungsdienststellen bezeichnet:

1° die von der Flämischen Regierung bezeichnete Dienststelle für die in der flämischen Region gelegenen Betriebe;

2° die von der Wallonischen Regierung bezeichnete Dienststelle für die in der wallonischen Region gelegenen Betriebe;

3° die von der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt bezeichnete Dienststelle für die in der Region Brüssel-Hauptstadt gelegenen Betriebe;

Jede Koordinierungsdienststelle stellt für die unter ihre Zuständigkeit fallenden Betriebe fest, ob diese Betriebe dem Artikel 12 unterliegen.

§ 2. Zur Anwendung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens werden folgende Bewertungsdienststellen bezeichnet:

1° die von der Flämischen Regierung bezeichnete Dienststelle für die in der flämischen Region gelegenen Betriebe;

2° die von der Wallonischen Regierung bezeichnete Dienststelle für die in der wallonischen Region gelegenen Betriebe;

3° die von der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt bezeichnete Dienststelle für die in der Region Brüssel-Hauptstadt gelegenen Betriebe;

4° die mit der Kontrolle der Arbeitssicherheit beauftragte Dienststelle des föderalen Ministeriums für Beschäftigung und Arbeit oder, was die Betriebe betrifft, die unter den Anwendungsbereich der allgemeinen Ordnung über die explosionsgefährlichen Stoffe, die Gesetzgebung in Sachen untertägige Gaseinlagerung und die Gesetzgebung über den Transport mittels Rohrleitungsanlagen von gasförmigen oder sonstigen Produkten fallen, die zuständige Dienststelle des föderalen Ministeriums für Wirtschaftsangelegenheiten.

- 5° die Generaldirektion des Zivilschutzdienstes des föderalen Ministeriums des Innern;
- 6° der zuständige Feuerwehrdienst.

§ 3. Zur Anwendung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens werden folgende Inspektionsdienststellen bezeichnet:

- 1° die von der Flämischen Regierung bezeichnete Dienststelle für die in der flämischen Region gelegenen Betriebe;
- 2° die von der Wallonischen Regierung bezeichnete Dienststelle für die in der wallonischen Region gelegenen Betriebe;
- 3° die von der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt bezeichnete Dienststelle für die in der Region Brüssel-Hauptstadt gelegenen Betriebe;
- 4° die mit der Kontrolle der Arbeitssicherheit beauftragte Dienststelle des föderalen Ministeriums für Beschäftigung und Arbeit oder, was die Betriebe betrifft, die unter den Anwendungsbereich der allgemeinen Ordnung über die explosionsgefährlichen Stoffe, die Gesetzgebung in Sachen untertägige Gaseinlagerung und die Gesetzgebung über die Beförderung mittels Rohrleitungen von gasförmigen oder sonstigen Produkten fallen, die zuständige Dienststelle des föderalen Ministeriums für Wirtschaftsangelegenheiten.

§ 4. Jeder für die in den Paragraphen 1 bis 3 erwähnten Dienststellen zuständige föderale und regionale Minister bezeichnet für seinen Zuständigkeitsbereich die insbesondere mit den oben angegebenen Aufgaben beauftragten Beamten. Diese Bezeichnung wird im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht. Jede Abänderung wird gleichermaßen mitgeteilt.

§ 5. Schwierigkeiten zwischen den zuständigen Dienststellen werden auf Anfrage einer oder mehrerer von dem vorliegenden Abkommen betroffenen Parteien von dem in Artikel 31 des ordentlichen Gesetzes vom 9. August 1980 über institutionelle Reformen erwähnten Konzertierungsausschuss geregelt.

Art. 6 - Die Anwendung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens gilt nicht für:

- 1° die militärischen Einrichtungen, Anlagen oder Lager;
- 2° durch ionisierende Strahlung entstehende Gefahren;
- 3° die Beförderung gefährlicher Stoffe und deren zeitlich begrenzte Zwischenlagerung auf der Straße, der Schiene, den Binnenwasserstraßen, dem See- oder Luftweg außerhalb der unter dieses Zusammenarbeitsabkommen fallenden Betriebe, einschließlich des Be- und Entladens oder des Umladens von einem Verkehrsträger auf einen anderen Verkehrsträger in Hafenbecken, Kaianlagen oder Verschiebebahnhöfen;
- 4° die Beförderung gefährlicher Stoffe in Rohrleitungen, einschließlich der Pumpstationen, außerhalb der unter dieses Zusammenarbeitsabkommen fallenden Betriebe;
- 5° die Tätigkeiten der mineralgewinnenden Industrie im Bereich des Aufsuchens und Gewinnens von Mineralien im Bergbau, in Steinbrüchen und durch Bohrung;
- 6° Abfalldeponien.

KAPITEL II — Verhütung von schweren Unfällen

Art. 7 - Der Betreiber trifft alle Maßnahmen, die zur Verhütung schwerer Unfälle und Begrenzung der Folgen schwerer Unfälle für Mensch und Umwelt zwingend geboten sind.

Der Betreiber muss jederzeit insbesondere im Hinblick auf die Inspektionen und Kontrollen gemäß Artikel 28 den zuständigen Inspektionsdienststellen nachweisen können, dass er alle in dem vorliegenden Zusammenarbeitsabkommen erforderlichen Maßnahmen getroffen hat.

Art. 8 - § 1. Der Betreiber übermittelt der in Artikel 5, § 1 erwähnten Koordinierungsdienststelle eine Notifizierung innerhalb folgender Fristen:

- 1° bei neuen Betrieben: spätestens zu dem Zeitpunkt der Einreichung eines Genehmigungsantrags, der die Betriebsgenehmigung des Betriebs enthält;
- 2° bei bereits bestehenden Betrieben: spätestens bis zum 3. Februar 2000;
- 3° bei den Betrieben, die sich gezwungen sehen, aufgrund einer Änderung in der Einstufung der Stoffe oder Zubereitungen in den in der Anlage I, Teil 2 angegebenen Kategorien, welche infolge einer Änderung oder Anpassung an den technischen Fortschritt einer in besagter Anlage angeführten Richtlinie eingetreten ist, eine Notifizierung zu übermitteln: spätestens zwei Jahre nach der Änderung oder Anpassung an den technischen Fortschritt der betreffenden Richtlinie.

§ 2. Die in § 1 vorgesehene Notifizierung enthält folgende Angaben:

- 1° Name oder Gesellschaftsname des Betreibers sowie vollständige Anschrift des betreffenden Betriebs;
 - 2° Gesellschaftssitz und vollständige Anschrift des Betreibers;
 - 3° Name oder Funktion der für den Betrieb verantwortlichen Person, falls von der unter Punkt 1 genannten Person abweichend;
- ausreichende Angaben zur Identifizierung der gefährlichen Stoffe oder der Kategorie gefährlicher Stoffe;
- Menge und physikalische Form des (oder der) gefährlichen Stoff(s);
- Tätigkeit oder beabsichtigte Tätigkeit in der Anlage oder dem Lager;
- unmittelbare Umgebung des Betriebs, Faktoren, die einen schweren Unfall auslösen oder dessen Folgen verschlimmern können.

§ 3. Die in § 1 vorgesehene Notifizierung ist nicht erforderlich für die bereits bestehenden Betriebe, für die der Betreiber bereits vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens und gemäß der zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens anwendbaren Gesetzgebung eine Notifizierungsakte eingereicht hat. Wenn die Koordinierungsdienststelle diese Angaben nicht erhalten hat, werden diese von den Behörden, in deren Gewahrsam sie sich befinden, unverzüglich und auf einfache Anfrage der Koordinierungsdienststelle übermittelt. Diese kann jedoch eine neue Notifizierung anfordern, wenn ihres Erachtens nach die in der oben erwähnten Akte enthaltenen Angaben nicht mehr dem aktuellen Stand der Situation entsprechen.

§ 4. Der Betreiber übermittelt der Koordinierungsdienststelle die Notifizierung in achtfacher Ausfertigung. Im Einverständnis mit der Koordinierungsdienststelle kann die Notifizierung entsprechend den von der letzteren festgelegten Modalitäten in digitaler Form erfolgen.

§ 5. In folgenden Fällen benachrichtigt der Betreiber unverzüglich die Koordinierungsdienststelle:

1° im Falle einer wesentlichen Änderung der Informationen, die in der gemäß § 2 eingereichten Notifizierung enthalten sind, wie beispielsweise Veränderungen der Menge oder physikalischen Form der gefährlichen Stoffe oder Änderungen der Verfahren, bei denen diese Stoffe eingesetzt werden;

2° im Falle der endgültigen Schließung der Anlage.

§ 6. Die Koordinierungsdienststelle übermittelt die in § 1 erwähnten Notifizierungen den Bewertungsdienststellen, dem zuständigen Gouverneur und dem zuständigen Bürgermeister.

Art. 9 - § 1. Der Betreiber eines in Artikel 3, § 1, Absatz 3 erwähnten Betriebs verfasst eine Unterlage, in der er seine Politik zur Verhütung schwerer Unfälle darlegt und sorgt für deren sorgfältige Anwendung. Mit der von dem Betreiber eingeführten Politik zur Verhütung schwerer Unfälle muss durch geeignete Maßnahmen, Mittel, Organisation und Managementsysteme ein hohes Schutzniveau für Mensch und Umwelt gewährleistet werden.

§ 2. Die in § 1 erwähnte Unterlage enthält eine Beschreibung der Verhütungspolitik und der praktischen Modalitäten für deren Durchführung. Diese Beschreibung wird je nach den Risiken schwerer Unfälle erarbeitet, die der Betrieb verursachen könnte und bezieht sich auf:

1° die Zielsetzungen und die von dem Betreiber zur Beherrschung der Risiken schwerer Unfälle angewandten allgemeinen Grundsätze;

2° die organisatorischen Modalitäten für die nachstehenden Tätigkeiten innerhalb des Betriebs:

a) die Ausbildung des Personals;

b) die Arbeit mit Drittpersonen;

c) die Ermittlung der Gefahren und die Bewertung der Risiken schwerer Unfälle;

d) die Gewährleistung der Sicherheit des Betriebs, unter welchen Umständen (sowohl, unter anderem, während des normalen Funktionierens, als auch bei der Inbetriebnahme, der vorübergehenden Betriebseinstellung und der Wartung) sich die betreffenden Anlagen, Verfahren, Einrichtungen und Lagerorte auch immer befinden;

e) die Auslegung neuer Anlagen, Verfahren oder Lagerorte und die Durchführung von Veränderungen der Anlagen, Verfahren oder Lagerorte;

f) die Bewältigung von Notfällen;

g) die Ausarbeitung und Durchführung der regelmäßigen Inspektions- und Wartungsprogramme;

h) die Meldung und Untersuchung von schweren Unfällen und Beinaheunfällen;

i) sonstige, in Zusammenhang mit der "guten Betriebsführung" stehende Tätigkeiten, wie beispielsweise die regelmäßige Bewertung und Revision der Verhütungspolitik und der Modalitäten für deren Durchführung.

§ 3. Die in § 1 erwähnte Unterlage wird den Inspektionsdienststellen im Gesellschaftssitz des Betreibers zur Verfügung gehalten.

Art. 10 - § 1. Die Betreiber der in Artikel 3, § 1, Absatz 2 erwähnten Betriebe:

1° führen eine Politik zur Verhütung schwerer Unfälle, die ein hohes Schutzniveau für Mensch und Umwelt gewährleistet;

2° setzen ein wirksames Sicherheitsmanagementsystem ein, durch das die Anwendung dieser Politik sichergestellt wird.

Die Politik zur Verhütung schwerer Unfälle wird schriftlich festgelegt und enthält die Zielsetzungen und die von dem Betreiber zur Beherrschung der Risiken schwerer Unfälle angewandten allgemeinen Grundsätze.

Das Sicherheitsmanagementsystem umfasst jenen Teil des allgemeinen Managementsystems des Betriebs, der sich auf die organisatorische Struktur, Verantwortungen, Praktiken, Verfahren, Vorgehensweisen und Vorrichtungen bezieht, durch die die Festlegung und Einführung einer Politik zur Verhütung schwerer Unfälle ermöglicht werden.

§ 2. In dem Sicherheitsmanagementsystem werden folgende Punkte behandelt:

1° Organisation und Personal:

a) Aufgaben und Verantwortungsbereiche des zur Überwachung der Risiken schwerer Unfälle vorgesehenen Personals auf allen Stufen der Organisation;

b) Verwaltung der Verfahren zur Ermittlung des Bedarfs in Sachen Ausbildung dieses Personals und Organisation dieser Ausbildung;

c) Einbeziehung des Personals;

d) Verwaltung der Verfahren bezüglich der Arbeit von Drittpersonen;

2° Ermittlung und Bewertung der Risiken schwerer Unfälle: die Verwaltung der Verfahren zur systematischen Ermittlung der Risiken schwerer Unfälle bei einer normalen oder gestörten Betriebstätigkeit, sowie zur Einschätzung der damit verbundenen Risiken;

3° Durchführungskontrolle: die Verwaltung der Durchführungsverfahren und der Arbeitsvorschriften zur Gewährleistung des sicheren Betriebs, unter welchen Umständen (sowohl, unter anderem, während des normalen Funktionierens, als auch bei der Inbetriebnahme, einer vorübergehenden Betriebseinstellung und der Wartung) sich die betreffenden Anlagen, Verfahren, Einrichtungen und Lagerorte auch immer befinden;

4° Kontrolle der Auslegung: die Verwaltung der Verfahren zur Auslegung neuer Anlagen, Verfahren oder Lagerorte und zur Planung und Durchführung von Änderungen der Anlagen, Verfahren oder bestehender Lagerorte;

5° Planung für Notfälle: die Verwaltung der Verfahren zur Ermittlung vorhersehbarer Notfälle und zur Erstellung, Erprobung und Neuüberprüfung der Notfallpläne anhand einer systematischen Analyse, um in solchen Notfällen angemessen reagieren zu können;

6° Überwachung: die Verwaltung der Verfahren zur Sicherstellung einer ständigen Überwachung der Einhaltung der Zielsetzungen, die der Betreiber im Rahmen seiner Verhütungspolitik und in dem Sicherheitsmanagementsystem festgelegt hat und zur Durchführung der erforderlichen Korrekturmaßnahmen, falls Lücken festgestellt werden;

7° Audit und Neuüberprüfungen:

a) die Verwaltung der Verfahren zur regelmäßigen systematischen Bewertung der Politik zur Verhütung schwerer Unfälle, der Wirksamkeit und Angemessenheit des Sicherheitsmanagementsystems;

b) die Verwaltung der Verfahren zur regelmäßigen Neuüberprüfung und Aktualisierung durch den Betreiber der Verhütungspolitik und des Sicherheitsmanagementsystems.

Die in Absatz 1, Punkt 6° angeführten Verfahren umfassen ebenfalls:

1° die Ausarbeitung und Durchführung der regelmäßigen Inspektions- und Wartungsprogramme;

2° die Meldung schwerer Unfälle;

3° die Meldung von Beinaheunfällen, insbesondere denjenigen, bei denen die Schutzmaßnahmen versagt haben;

4° die Überprüfung dieser Unfälle oder Beinaheunfälle und die Folgemaßnahmen bezüglich der Erfahrungen, aus denen Nutzen zu ziehen ist.

Art. 11 - § 1. Unter Bezugnahme auf die von dem Betreiber gemäß den Artikeln 8 und 12 und gegebenenfalls von den Koordinierungsdienststellen der anderen Regionen übermittelten Angaben legt die Koordinierungsdienststelle fest, bei welchen Betrieben oder Gruppen von Betrieben aufgrund ihres Standorts und ihrer Nähe zu anderen Betrieben, sowie ihrer Verzeichnisse gefährlicher Stoffe eine erhöhte Wahrscheinlichkeit und Möglichkeit schwerer Unfälle bestehen kann oder diese Unfälle folgenschwerer sein können.

§ 2. Die Koordinierungsdienststelle muss sich vergewissern, dass für die derart ermittelten Betriebe:

1° ein angemessener Austausch der sachdienlichen Informationen stattfindet, damit diese Betriebe in ihrer Politik zur Verhütung schwerer Unfälle, in ihren Sicherheitsmanagementsystemen, Sicherheitsberichten

und internen Notfallplänen der Art und dem Ausmaß der allgemeinen Gefahr eines schweren Unfalls Rechnung tragen können;

2° Vorkehrungen getroffen werden, um eine Zusammenarbeit betreffend die Unterrichtung der Öffentlichkeit sowie die Übermittlung von Angaben an den in Sachen Zivilschutz zuständigen Minister oder an dessen Mandatsträger im Hinblick auf die Erstellung der externen Notfallpläne zu ermöglichen.

Art. 12 - § 1. Der Betreiber eines in Artikel 3, § 1, Absatz 2 erwähnten Betriebs ist verpflichtet, einen Sicherheitsbericht vorzulegen, in dem der Nachweis erbracht wird:

1° dass eine Politik zur Verhütung schwerer Unfälle und ein Sicherheitsmanagementsystem zu deren Anwendung gemäß den in Artikel 10 angeführten Angaben angewandt werden;

2° dass die Gefahren schwerer Unfälle ermittelt und alle erforderlichen Maßnahmen zu deren Verhütung und zur Begrenzung der Folgen für Mensch und Umwelt getroffen wurden;

3° dass die Auslegung, die Errichtung, der Betrieb und die Wartung sämtlicher Anlagen, Lagerorte, Einrichtungen und Infrastrukturen, die im Zusammenhang mit der Gefahr schwerer Unfälle im Betrieb stehen, ausreichend sicher und zuverlässig sind;

4° dass interne Notfallpläne erarbeitet wurden und dass die Angaben zur Erstellung eines externen Notfallplans übermittelt werden;

5° dass der Koordinierungsdienststelle ausreichende Informationen bereitgestellt werden, damit diese Entscheidungen treffen oder der in dieser Angelegenheit zuständigen Behörde Vorschläge bezüglich der Ansiedlung neuer Tätigkeiten oder Einrichtungen in der Nachbarschaft von bereits bestehenden Betrieben unterbreiten kann.

§ 2. Der Sicherheitsbericht enthält mindestens die in der Anlage II aufgeführten Angaben. Er enthält ferner ein ständig aktualisiertes Verzeichnis der gefährlichen Stoffe, die im Betrieb vorhanden sind oder vorhanden sein können.

§ 3. Der in § 1 vorgesehene Sicherheitsbericht wird der Koordinierungsdienststelle innerhalb folgender Fristen übermittelt:

1° bei neuen Betrieben drei Monate vor der Inbetriebnahme;

2° bei bestehenden, bisher nicht unter die Bestimmungen des Gesetzes vom 21. Januar 1987 über die Risiken von schweren Unfällen bei gewissen industriellen Tätigkeiten und des Artikels 723quinquies, 4 der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung fallenden Betrieben spätestens bis zum 3. Februar 2002;

3° bei bereits bestehenden, unter die Bestimmungen des Gesetzes vom 21. Januar 1987 über die Risiken von schweren Unfällen bei gewissen industriellen Tätigkeiten und des Artikels 723quinquies, 4 der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung fallenden Betrieben spätestens bis zum 3. Februar 2001;

4° unverzüglich nach den in § 5 vorgeschriebenen regelmäßigen Überprüfungen;

5° bei den Betrieben, die sich gezwungen sehen, aufgrund einer Änderung in der Einstufung der Stoffe oder Zubereitungen in den in der Anlage I, Teil 2 angegebenen Kategorien, welche infolge einer Änderung oder Anpassung an den technischen Fortschritt einer in besagter Anlage angeführten Richtlinie eingetreten ist, einen Bericht zu verfassen: spätestens zwei Jahre nach der Änderung oder Anpassung an den technischen Fortschritt der betreffenden Richtlinie.

Der Sicherheitsbericht wird in achtfacher Ausfertigung unterbreitet. Im Einverständnis mit der Koordinierungsdienststelle kann er entsprechend den von der letzteren festgelegten Modalitäten in digitaler Form erfolgen.

§ 4. Der Sicherheitsbericht wird regelmäßig bewertet und erforderlichenfalls aktualisiert, und zwar:

1° mindestens alle fünf Jahre;

2° zu jedem Zeitpunkt auf Veranlassung des Betreibers oder Aufforderung der Koordinierungsdienststelle, wenn neue Tatbestände dies rechtfertigen oder um den neuen sicherheitstechnischen Kenntnisstand, der sich beispielsweise aus der Analyse der Unfälle und nach Möglichkeit der Beinaheunfälle ergibt, sowie aktuelle Erkenntnisse zur Einschätzung der Gefahren zu berücksichtigen.

§ 5. Wird der Koordinierungsdienststelle glaubhaft nachgewiesen, dass von bestimmten, sich im Betrieb befindenden Stoffen oder von irgendeinem Teil des Betriebs selbst keine Gefahr eines schweren Unfalls ausgehen kann, so kann sich die Koordinierungsdienststelle gemäß den in der Anlage VI aufgeführten Kriterien auf diejenigen in den Sicherheitsberichten vorgeschriebenen Informationen beschränken, die sich auf die Verhütung der noch verbleibenden Gefahren schwerer Unfälle und die Begrenzung der Unfallfolgen für Mensch und Umwelt beziehen.

Wenn die Koordinierungsdienststelle von dieser Möglichkeit Gebrauch macht, übermittelt sie der europäischen Kommission ein begründetes Verzeichnis der betroffenen Betriebe.

Art. 13 - Im Falle einer Änderung einer Anlage, eines Betriebs, eines Lagers, eines Verfahrens oder der Art oder der Mengen der gefährlichen Stoffe, die schwerwiegende Folgen in Zusammenhang mit schweren Unfällen nach sich ziehen könnte, ist der Betreiber verpflichtet:

1° die Politik zur Verhütung schwerer Unfälle, die Managementsysteme, sowie die Verfahren, wie sie in den Artikeln 9 und 10 vorgesehen sind, zu überprüfen und erforderlichenfalls zu ändern;

2° den Sicherheitsbericht zu überprüfen und erforderlichenfalls zu ändern und die Koordinierungsdienststelle im Einzelnen vor Durchführung dieser Änderung darüber zu unterrichten.

Art. 14 - Der Sicherheitsbericht, einschließlich des in Artikel 12, § 2 erwähnten Verzeichnisses, kann von der Öffentlichkeit bei der Koordinierungsdienststelle eingesehen werden. Der Betreiber kann bei der Koordinierungsdienststelle beantragen, dass gewisse Teile des Berichts aufgrund des vertraulichen Charakters bestimmter industrieller, gewerblicher oder persönlicher Angaben nicht an die Öffentlichkeit gebracht werden. Die Koordinierungsdienststelle kann beschließen, dass gewisse Teile des Berichts aus den oben aufgeführten Gründen oder aus Gründen der Staatssicherheit, der Sabotageverhütung oder der Landesverteidigung nicht veröffentlicht werden dürfen.

Diese Angaben sind in einer Anlage enthalten, die der Öffentlichkeit nicht zur Verfügung gestellt wird.

KAPITEL III — Notfallpläne

Art. 15 - § 1. Der Betreiber erstellt einen internen Notfallplan, um:

1° Schadensfälle einzudämmen und unter Kontrolle zu bringen, so dass die Auswirkungen möglichst gering gehalten und Schäden für Mensch, Umwelt und Sachen begrenzt werden können;

2° innerhalb des Betriebs Maßnahmen zum Schutz von Mensch und Umwelt gegen die Auswirkungen schwerer Unfälle einzuleiten.

§ 2. Die internen Notfallpläne der in Artikel 12 erwähnten Betriebe enthalten die in der Anlage III, unter Punkt 1 enthaltenen Angaben. Ihre Erstellung erfolgt:

1° bei neuen Betrieben vor der Inbetriebnahme;

2° bei bestehenden, bisher nicht unter die Bestimmungen des Gesetzes vom 21. Januar 1987 über die Risiken von schweren Unfällen bei gewissen industriellen Tätigkeiten und des Artikels 723quinquies, 4 der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung fallenden Betrieben spätestens bis zum 3. Februar 2002;

3° bei bereits bestehenden, unter die Bestimmungen des Gesetzes vom 21. Januar 1987 über die Risiken von schweren Unfällen bei gewissen industriellen Tätigkeiten und des Artikels 723quinquies, 4 der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung fallenden Betrieben spätestens bis zum 3. Februar 2001;

4° bei den Betrieben, die sich gezwungen sehen, aufgrund einer Änderung in der Einstufung der Stoffe oder Zubereitungen in den in der Anlage I, Teil 2 angegebenen Kategorien, welche infolge einer Änderung oder Anpassung an den technischen Fortschritt einer in besagter Anlage angeführten Richtlinie eingetreten ist, einen internen Notfallplan zu verfassen: spätestens zwei Jahre nach der Änderung oder Anpassung an den technischen Fortschritt der betreffenden Richtlinie.

§ 3. Bei der Erstellung des internen Notfallplans zieht der Betreiber den Ausschuss für die Unfallverhütung und den Arbeitsschutz des Betriebs zu Rate.

In Ermangelung eines Ausschusses für die Unfallverhütung und den Arbeitsschutz, wird der Rat der Gewerkschaftsvertretung eingeholt.

Art. 16 - Zur Bestimmung des Notfallplanungsraums legt der in Sachen Zivilschutz zuständige Minister, nachdem er die Regionalregierungen zu Rate gezogen hat, die Grenzwerte, Unfallarten, Witterungsverhältnisse und Szenarien fest, die der Betreiber zu berücksichtigen hat, um in dem Sicherheitsbericht (Anlage II, Punkt II, c) die Abgrenzung des Gebiets zu bestimmen, das im Falle eines schweren Unfalls betroffen sein kann.

Art. 17 - § 1. Der in Sachen Zivilschutz zuständige Minister achtet darauf, dass für jeden in Artikel 12 erwähnten Betrieb innerhalb einer von ihm festgelegten Frist ein externer Notfallplan erstellt wird, was die außerhalb des Betriebs zu treffenden Maßnahmen anbelangt.

Der Minister kann durch begründeten Erlass und unter Berücksichtigung der in dem Sicherheitsbericht aufgeführten Angaben den Betreiber von der Pflicht, einen externen Notfallplan zu erstellen, befreien.

§ 2. Die externen Notfallpläne müssen erstellt werden, um:

1° Schadensfälle einzudämmen und unter Kontrolle zu bringen, so dass die Auswirkungen möglichst gering gehalten und Schäden für Mensch, Umwelt und Sachen begrenzt werden können;

2° die erforderlichen Maßnahmen zum Schutz von Mensch und Umwelt gegen die Auswirkungen schwerer Unfälle einzuleiten;

3° der Öffentlichkeit und den betroffenen Dienststellen oder Behörden der Region die erforderlichen Informationen zu übermitteln;

4° die Wiederinstandsetzung und die Reinigung der Umwelt nach einem schweren Unfall vorzusehen.

Die externen Notfallpläne enthalten gemäß den Anweisungen des für den Zivilschutz zuständigen Ministers und, was den Punkt 4 anbelangt, gemäß den Anweisungen der zuständigen Regionalregierung die in der Anlage III, Punkt 2 erwähnten Informationen.

§ 3. Der in Sachen Zivilschutz zuständige Minister achtet darauf, dass die Öffentlichkeit gemäß seinen Anweisungen über die externen Notfallpläne zu Rate gezogen wird.

§ 4. Wenn sich der Notfallplanungsraum über die Grenzen des Königreichs hinaus erstreckt, übermittelt der in Sachen Zivilschutz zuständige Minister oder dessen Mandatsträger der zuständigen Behörde des betroffenen Staates die erforderlichen Angaben.

Der in Sachen Zivilschutz zuständige Minister achtet darauf, dass der Notfallplan mit demjenigen des anderen Staates in Übereinstimmung gebracht wird. Nach Möglichkeit wird ein gemeinsamer Notfallplan erstellt, wie dies in Artikel 8, Absatz 3 des am 17. März 1992 in Helsinki unterzeichneten Übereinkommens über die grenzüberschreitenden Wirkungen von Industrieunfällen vorgesehen wird.

Art. 18 - Die internen Notfallpläne werden von den Betreibern in angemessenen Zeitabständen, die drei Jahre nicht übertreffen dürfen, erprobt, erforderlichenfalls überarbeitet und aktualisiert. Was die externen Notfallpläne anbelangt, übernimmt der in Sachen Zivilschutz zuständige Minister oder dessen Mandatsträger diese Aufgabe.

Bei dieser Neuüberprüfung werden in den betreffenden Betrieben und Notdiensten eintretende Veränderungen, neue technische Kenntnisse und Erkenntnisse über die im Falle eines schweren Unfalls zu treffenden Maßnahmen berücksichtigt.

Art. 19 - § 1. Der in Sachen Zivilschutz zuständige Minister oder dessen Bevollmächtigter achtet darauf, dass die Informationen über die zu treffenden Sicherheitsmaßnahmen und die richtige Verhaltensweise im Falle eines schweren Unfalls von Amts wegen an die Personen weitergeleitet werden, die von einem in einem unter den Artikel 12 fallenden Betrieb entstehenden, schweren Unfall betroffen werden könnten.

Wenn die Gefahr besteht, dass die Folgen sich über die Grenzen des Königreichs hinaus erstrecken, arbeitet er in dieser Angelegenheit zusammen mit der zuständigen Behörde des Staats, der damit betroffen sein könnte.

§ 2. Diese Information wird alle drei Jahre überprüft und erforderlichenfalls - zumindest bei Änderungen im Sinne von Artikel 13 - erneuert und aktualisiert. Diese Information wird der Öffentlichkeit ständig zur Verfügung gestellt. Der höchstzulässige Zeitabstand zwischen zwei Erneuerungen der für die Öffentlichkeit bestimmten Information darf auf keinen Fall fünf Jahre überschreiten.

Die Information enthält zumindest die in der Anlage IV aufgeführten Auskünfte.

§ 3. Hat der in Sachen Zivilschutz zuständige Minister entschieden, dass von einem nahe am Hoheitsgebiet eines anderen Mitgliedstaats der europäischen Gemeinschaft gelegenen Betrieb über dessen Umkreis hinaus keine Gefahr eines schweren Unfalls im Sinne des Artikels 176, § 1, Absatz 2 ausgehen kann und folglich seines Erachtens nach die Erstellung eines externen Notfallplans nicht erforderlich ist, so setzt er den anderen Mitgliedstaat davon in Kenntnis.

KAPITEL IV — *Notfallmaßnahmen bei und nach einem schweren Unfall*

Art. 20 - § 1. Der interne Notfallplan wird von dem Betreiber unverzüglich eingesetzt, wenn:

1° es zu einem schweren Unfall kommt oder

2° es zu einem unkontrollierten Vorfall kommt, bei dem aufgrund seiner Art vernünftigerweise zu erwarten ist, dass er zu einem schweren Unfall führt.

§ 2. Wenn der schwere Unfall oder der unkontrollierte Vorfall einen koordinierten Einsatz seitens der Not- und Rettungsdienste erfordert, wird der externe Notfallplan gemäß der Gesetzgebung über den Zivilschutz und den diesbezüglich gegebenen Anweisungen des in Sachen Zivilschutz zuständigen Ministers eingeleitet und durchgeführt.

Art. 21 - Bei Eintreten eines schweren Unfalls ist der Betreiber verpflichtet, unverzüglich das einheitliche Notrufsystem (Notruf 100) und das Koordinierungs- und Krisenzentrum der Regierung zu benachrichtigen. Der Bedienstete des einheitlichen Notrufsystems wiederum benachrichtigt die Not- und Rettungsdienste, die bei dem externen Notfallplan mitwirken.

Das Koordinierungs- und Krisenzentrum der Regierung benachrichtigt den in Sachen Zivilschutz zuständigen Minister, je nach Fall den föderalen Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Arbeit gehört oder den föderalen Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört, den regionalen, für die Umwelt zuständigen Minister, die zuständige Koordinierungsdienststelle und die zuständigen Inspektionsdienststellen. Wenn der schwere Unfall oder die Gefahr eines schweren Unfalls grenzüberschreitende Folgen hat oder haben könnte, benachrichtigt das Koordinierungs- und Krisenzentrum der Regierung unverzüglich die zuständige Behörde des betroffenen Staats.

Art. 22 - § 1. Der Betreiber ist verpflichtet, dem Koordinierungs- und Krisenzentrum der Regierung und den zuständigen Inspektionsdienststellen sobald wie möglich nach einem schweren Unfall die nachstehenden Informationen zu übermitteln, sobald er von diesen Kenntnis hat:

1° die Umstände des Unfalls;

2° die beteiligten gefährlichen Stoffe;

3° die zur Beurteilung der Unfallfolgen für Mensch und Umwelt verfügbaren Daten;

4° die eingeleiteten Sofortmaßnahmen.

Der Betreiber unterrichtet sie über die Schritte, die vorgesehen sind:

1° um die mittel- und langfristigen Unfallfolgen zu beschränken;

2° um eine Wiederholung eines solchen Unfalls zu vermeiden.

Er aktualisiert die gegebenen Informationen, wenn sich bei einer eingehenderen Untersuchung zusätzliche Fakten ergeben, die eine Änderung dieser Informationen oder der daraus gezogenen Folgerungen erfordern.

§ 2. Der in Sachen Zivilschutz zuständige Minister oder dessen Mandatsträger stellt sicher, dass Sofortmaßnahmen getroffen werden.

§ 3. Das zuständige Inspektionsteam:

1° holt durch eine Inspektion, Untersuchung oder durch jedes sonstige geeignete Mittel die Informationen ein, die für eine vollständige Analyse der Umstände, der Ursachen technischen oder organisatorischen Ursprungs, der unmittelbaren oder späteren vorhersehbaren Folgen, sowie der Kontrolle des Unfalls durch alle betroffenen Teilnehmer erforderlich sind;

2° unternimmt die geeigneten Schritte, damit der Betreiber die erforderlichen Abhilfemaßnahmen trifft;

3° gibt Empfehlungen zu zukünftigen Verhütungsmaßnahmen ab;

4° stellt sicher, dass die erforderlichen mittel- und langfristigen Maßnahmen, sowie die für die Wiederinstandsetzung und die Reinigung der Umwelt erforderlichen Maßnahmen getroffen werden.

Art. 23 - § 1. Das zuständige Inspektionsteam unterrichtet so schnell wie möglich die Kommission der europäischen Gemeinschaft über die schweren Unfälle, die sich in Belgien ereignet haben und den Kriterien der Anlage V entsprechen.

Folgende Einzelheiten werden angegeben:

1° Mitgliedstaat, Name und Anschrift der mit der Erstellung des Berichts beauftragten Behörde;

2° Datum, Uhrzeit und Ort des schweren Unfalls, unter Beifügung des vollständigen Namens des Betreibers und der Anschrift des betroffenen Betriebs;

3° Kurzbeschreibung der Umstände des Unfalls, sowie Angabe der beteiligten gefährlichen Stoffe und der unmittelbaren Folgen für Mensch und Umwelt.

4° Kurzbeschreibung der getroffenen Sofortmaßnahmen und der zur Vermeidung einer Wiederholung eines solchen Unfalls unmittelbar notwendigen Sicherheitsvorkehrungen.

§ 2. Sobald die in Artikel 21 vorgesehenen Informationen eingeholt wurden, unterrichtet das zuständige Inspektionsteam die Kommission der europäischen Gemeinschaft über das Ergebnis seiner Analyse und über seine Empfehlungen, und zwar mittels des zu diesem Zweck vorgesehenen Formulars.

Die Übermittlung dieser Informationen darf lediglich mit dem Ziel zurückgestellt werden, die Weiterführung gerichtlicher Verfahren bis zu deren Abschluss zu ermöglichen, falls diese durch die Informationsübermittlung beeinträchtigt werden könnten.

§ 3. Das Koordinierungs- und Krisenzentrum der Regierung gibt der Kommission der europäischen Gemeinschaft den Namen und die Anschrift einer jeden in Artikel 5 erwähnten Dienststelle bekannt, die über Informationen bezüglich der schweren Unfälle verfügt und die zuständigen Behörden anderer Mitgliedstaaten, die im Falle eines solchen schweren Unfalls handeln müssen, beraten könnte.

KAPITEL V — *Raumordnung*

Art. 24 - § 1. Die Regionen sorgen dafür, dass die Zielsetzungen in Bezug auf die Verhütung schwerer Unfälle und die Begrenzung der Folgen derartiger Unfälle in ihrer Politik der Flächennutzung oder Bzweckbestimmung, wie auch in anderen einschlägigen Politiken berücksichtigt werden. Zu diesem Zweck überwachen sie:

1° die Ansiedlung neuer Betriebe;

2° Änderungen der in Artikel 13 erwähnten, bereits bestehenden Betriebe;

3° neue Entwicklungen in der Nachbarschaft von bereits bestehenden Betrieben, wie etwa Verkehrswege, der Öffentlichkeit zugängliche Örtlichkeiten, Wohngebiete, wenn diese Ansiedlungen oder Einrichtungen die Gefahr eines schweren Unfalls erhöhen oder die Folgen eines solchen Unfalls verschlimmern können.

Die Regionen sorgen dafür, dass in ihrer Politik der Flächennutzung oder Bzweckbestimmung, und/oder in anderen einschlägigen Politiken, wie auch in den Verfahren für deren Durchführung langfristig dem Erfordernis Rechnung getragen wird, dass zwischen den unter dieses Zusammenarbeitsabkommen fallenden Betrieben einerseits und Wohngebieten, öffentlich genutzten Gebieten und unter dem Gesichtspunkt des Naturschutzes besonders wertvollen bzw. besonders empfindlichen Gebieten andererseits ein angemessener Abstand gewahrt bleibt und dass bei bestehenden Betrieben zusätzliche technische Maßnahmen gemäß dem Artikel 7 getroffen werden, damit es zu keiner Erhöhung der Gefährdung der Bevölkerung kommt.

§ 2. Die Regionen sorgen dafür, dass alle zuständigen Behörden und alle zum Treffen von Entscheidungen in diesem Bereich befugten Dienststellen geeignete Konsultationsverfahren einrichten, um die Durchführung der gemäß § 1 festgelegten politischen Maßnahmen zu erleichtern und der betroffenen Öffentlichkeit die Möglichkeit zu geben, diesbezüglich ihre Meinung zu äußern. Diese Verfahren werden derart geplant, dass zum Zeitpunkt der Entscheidungen ein technisches Gutachten über die Gefahren in Verbindung mit dem Betrieb auf der Grundlage einer Untersuchung eines Einzelfalls oder allgemeiner Kriterien zur Verfügung steht.

KAPITEL VI — *Datenübermittlung*

Art. 25 - § 1. Die Koordinierungsdienststelle richtet sofort nach Erhalt der Sicherheitsberichte eine Ausfertigung eines jeden der letzteren an:

1° die Bewertungsdienststellen;

2° den zuständigen Provinzgouverneur;

3° den zuständigen Bürgermeister.

Im Einverständnis mit allen betroffenen Dienststellen können diese Daten in digitaler Form übermittelt oder in eine Datenbank eingegeben werden, die allen betroffenen Dienststellen zugänglich ist.

§ 2. Wenn die Gefahr besteht, dass sich die Folgen eines schweren Unfalls, der in einem in Artikel 12 erwähnten Betrieb eingetreten ist, über das Hoheitsgebiet des Königreichs hinaus erstrecken, wird eine Ausfertigung des Sicherheitsberichts an die zuständige Behörde des betroffenen Staats übermittelt, wenn letzterer an dem am 17. März 1992 in Helsinki unterzeichneten Übereinkommen über die grenzüberschreitenden Wirkungen von Industrieunfällen beteiligt ist, und dies im Hinblick auf die Anwendung des in der Anlage III dieses Übereinkommens vorgesehenen Verfahrens, wenn dieses Verfahren nicht bereits im Rahmen der Ausstellung einer Betriebsgenehmigung angewandt wurde.

Wenn die Gefahr besteht, dass sich die Folgen außerhalb der Region erstrecken können, in der sich der Betrieb befindet, wird eine Ausfertigung des Sicherheitsberichts an die Regierung der Region oder der Regionen übermittelt, die davon betroffen sein können.

§ 3. Die Bewertungsdienststellen untersuchen in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich die erhaltenen Sicherheitsberichte und übermitteln der Koordinierungsdienststelle innerhalb von vierzig Werktagen nach Eingang des Sicherheitsberichts im Falle eines neuen Betriebs und innerhalb einer von der Koordinierungsdienststelle bewilligten Frist von mindestens sechzig Werktagen in den anderen Fällen ihre eventuellen Anmerkungen.

§ 4. Die Koordinierungsdienststelle gibt dem Betreiber die Ergebnisse der Prüfung des Sicherheitsberichts eines neuen Betriebs bekannt, und zwar spätestens sechzig Werktage nach dem Eingang des für vollständig befundenen Sicherheitsberichts.

Für die bereits bestehenden Betriebe, die spätestens bis zum 3. Februar 2001 oder 2002 einen Sicherheitsbericht einreichen müssen, gibt die Koordinierungsdienststelle dem Betreiber die Ergebnisse innerhalb einer von ihr festgelegten angemessenen Frist bekannt.

Gegebenenfalls gibt sie innerhalb einer von ihr festgelegten angemessenen Frist die in dem Bericht vorzunehmenden Änderungen oder Ergänzungen an.

§ 5. Wenn die Koordinierungsdienststelle es für zweckmäßig hält oder auf Anfrage einer der Bewertungsdienststellen, ruft sie eine Bewertungskommission zusammen, in der die von dem Sicherheitsbericht betroffenen Bewertungsdienststellen vertreten sind. Die Bewertungskommission überprüft die erhaltenen Anmerkungen und gibt ein gemeinsames Gutachten ab.

Der Betreiber wird auf dessen Anfrage angehört.

Die Bewertungskommission setzt sich aus einer gleichen Anzahl stimmberechtigter Mitglieder je Bewertungsdienststelle zusammen. Der Vorsitz und das Sekretariat werden von der Koordinierungsdienststelle übernommen. Beschlüsse werden durch Konsens gefasst.

§ 6. Der Betreiber übermittelt den abgeänderten Sicherheitsbericht der Koordinierungsdienststelle, die dessen Verteilung gemäß den in den Paragraphen 1 und 2 vorgesehenen Modalitäten übernimmt.

Sobald der Betreiber bei der Koordinierungsdienststelle einen geänderten oder ergänzten Sicherheitsbericht eingereicht hat, läuft eine neue Frist von sechzig Werktagen.

§ 7. Gegebenenfalls macht die Koordinierungsdienststelle der diesbezüglich zuständigen Behörde auf begründetes Gutachten der in § 5 erwähnten Bewertungskommission innerhalb der gleichen Fristen den Vorschlag, die Inbetriebnahme oder Weiterführung des betroffenen Betriebs völlig oder teilweise zu untersagen.

§ 8. Die Bewertungsdienststellen beraten regelmäßig miteinander, um eine möglichst einheitliche Anwendung dieses Zusammenarbeitsabkommens zu erzielen.

§ 9. Alle drei Jahre übermitteln die Koordinierungsdienststellen der Kommission der europäischen Gemeinschaft einen gemeinsamen Bericht über die in den Artikeln 9 und 12 angegebenen Betriebe entsprechend dem in der Richtlinie 91/692/EG des Rates erwähnten Verfahren.

Art. 26 - Das Koordinierungs- und Krisenzentrum der Regierung dient als Verbindungsorgan zur amtlichen Benachrichtigung von Industrieunfällen gemäß Artikel 10 des am 17. März 1992 in Helsinki unterzeichneten Übereinkommens über die grenzüberschreitenden Wirkungen von Industrieunfällen und als Verbindungsorgan zur gegenseitigen Hilfeleistung gemäß Artikel 12 des besagten Übereinkommens.

Art. 26bis - Die zuständigen regionalen Dienststellen notifizieren der Generaldirektion des Zivilschutzdienstes des föderalen Ministeriums des Innern die in ihrer Gesetzgebung bezüglich der Betriebsgenehmigung vorgesehene Studie oder den Sicherheitsbericht bevor, je nach Fall, ein Beschluss über den Antrag gefasst oder das Genehmigungsverfahren eingeleitet wird.

KAPITEL VII — *Inspektion*

Art. 27 - § 1. Auf der Grundlage des Gleichwertigkeitsprinzips und der Aufrechterhaltung aller Zuständigkeiten wird je Region ein Inspektionsteam eingesetzt, das sich aus Beamten der in Artikel 5, § 3 erwähnten Inspektionsbehörden zusammensetzt.

§ 2. Die Koordinierung in jedem Inspektionsteam und die allgemeine Koordinierung der verschiedenen Inspektionsteams wird von der zu diesem Zweck bezeichneten Inspektionsdienststelle des föderalen Ministeriums für Beschäftigung und Arbeit sichergestellt. Diese Zuständigkeit hinsichtlich der Koordinierung wird in der Anlage VII näher erläutert.

Art. 28 - § 1. Die Inspektionsteams organisieren im gegenseitigen Einvernehmen ein Inspektionssystem. Die Inspektionen oder Kontrollmaßnahmen sind nicht an den Erhalt des Sicherheitsberichts oder eines jeden anderen vorgelegten Berichts gebunden. Sie werden derart geplant, dass eine vorbereitete und systematische Prüfung der in dem betroffenen Betrieb angewandten technischen, organisatorischen und managementspezifischen Systeme ermöglicht wird, und zwar um zu überprüfen ob:

1° der Betreiber nachweisen kann, dass er unter Berücksichtigung der in dem Betrieb ausgeübten Tätigkeiten die angemessenen Maßnahmen getroffen hat, um jeglichen schweren Unfall zu verhüten;

2° der Betreiber nachweisen kann, dass er die angemessenen Maßnahmen getroffen hat, um die Folgen schwerer Unfälle innerhalb oder außerhalb des Betriebsgeländes zu begrenzen;

3° die aus dem Sicherheitsbericht oder aus jedem anderen vorgelegten Bericht hervorgehenden Angaben und Informationen die Verhältnisse des Betriebs wahrheitsgetreu widerspiegeln.

§ 2. Das in § 1 erwähnte Inspektionssystem muss folgende Bedingungen erfüllen:

1° Für alle Betriebe wird ein Inspektionsprogramm erarbeitet und zu gegebener Zeit aktualisiert. Das Programm sieht mindestens eine Inspektion pro Jahr in den in Artikel 12 erwähnten Betrieben vor, es sei denn, ein Inspektionsprogramm wird auf der Grundlage einer systematischen Bewertung der Gefahren schwerer Unfälle erstellt.

In dem Inspektionsprogramm wird zumindest Folgendes angegeben:

a) die Art der vorgesehenen Prüfungen, die angewandte Methode und die vorgesehene Regelmäßigkeit;

b) die mit der konkreten Durchführung einer jeden Untersuchung beauftragte Dienststelle.

Die Inspektionsdienststellen sind für die sorgfältige Durchführung der Inspektionen, mit denen das Inspektionsprogramm sie beauftragt, verantwortlich. Weitere Inspektionen können hinzugefügt werden.

2° Nach jeder Inspektion wird von der betreffenden Inspektionsdienststelle ein Inspektionsbericht erstellt; eine Abschrift dieses Berichts wird den anderen, dem Inspektionsteam angehörenden Inspektionsdienststellen übermittelt.

Wenn das Inspektionsteam der Ansicht ist, dass die Maßnahmen zur Verhütung schwerer Unfälle oder zur Verringerung deren Folgen sich deutlich als unzureichend erweisen, wird der Koordinierungsdienststelle eine Abschrift des betreffenden Inspektionsberichts übermittelt.

3° Jede im Rahmen des Inspektionsprogramms durchgeführte Inspektion wird innerhalb einer angemessenen Frist nach deren Abschluss mit der Direktion des Betriebs besprochen.

§ 2. Die Inspektionsdienststellen können von dem Betreiber alle zusätzlichen Informationen fordern, die sie benötigen, um die Möglichkeit des Eintritts eines schweren Unfalls in voller Sachkenntnis beurteilen, die Möglichkeit einer Erhöhung der Wahrscheinlichkeit oder die Möglichkeit einer Verschlimmerung der Folgen schwerer Unfälle feststellen und Stoffe, die aufgrund ihrer physikalischen Form, ihrer besonderen Bedingungen oder ihres Standorts besondere Aufmerksamkeit erfordern, berücksichtigen zu können. Gegebenenfalls werden diese zusätzlichen Angaben von den Inspektionsdienststellen an die betreffenden Bewertungsdienststellen übermittelt.

Art. 29 - § 1. Unbeschadet der Befugnisse der Offiziere der Gerichtspolizei wird die Anwendung der Vorschriften des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens durch die Betreiber, die in den Anwendungsbereich dieses Abkommens fallen, von den Beamten der zuständigen Inspektionsdienststellen kontrolliert.

§ 2. In der Ausübung ihres Amtes sind sie befugt:

1° zu jeder Tages- oder Nachtzeit alle unter ihre Kontrolle fallenden Örtlichkeiten ohne vorherige Ankündigung zu betreten; zu den Wohnräumen haben sie lediglich unter Vorbehalt einer vorherigen, von einem Richter am Polizeigericht ausgestellten Genehmigung Zugang;

2° jegliche Untersuchung, Kontrolle und Vernehmung vorzunehmen und alle, ihres Erachtens nach erforderlichen Informationen einzuholen, um sich zu vergewissern, dass die Vorschriften des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens beachtet werden, und zwar insbesondere:

a) alle Informationen an dem von ihnen bestimmten Ort ausfindig zu machen oder sich diese vorlegen zu lassen;

b) jegliche Urkunde, Unterlage oder sonstige an Ort und Stelle verfügbare Informationsquelle einzusehen;

c) sich eine Abschrift der Urkunden, Unterlagen oder sonstiger Informationsquellen aushändigen zu lassen oder andernfalls diese für einen für die Ausübung ihrer Aufgabe nötigen Zeitraum zu behalten oder gegen eine Quittung zur Kontrolle mitzunehmen;

d) ein Verzeichnis aufzustellen und kostenlos Proben zu entnehmen oder entnehmen zu lassen und diese zwecks einer Analyse mitzunehmen.

§ 3. Sie sind befugt, mündliche oder schriftliche Ratschläge, Mahnungen oder Anweisungen zu geben. Sie können außerdem einen Termin festlegen, um die Anpassung an die Vorschriften zu ermöglichen, und Protokolle aufnehmen.

§ 4. Diese Protokolle sind bis zum Beweis des Gegenteils maßgebend, insofern dem Zuwiderhandelnden und gegebenenfalls seinem Arbeitgeber innerhalb einer Frist von vierzehn Tagen ab dem Tag, der auf das Datum der Feststellung der Übertretung folgt, eine Abschrift des Protokolls übermittelt wird. Wenn es sich bei dem Fälligkeitsdatum, das in dieser Frist einbegriffen ist, um einen Samstag, Sonntag oder gesetzlichen Feiertag handelt, wird es auf den nächstfolgenden Werktag verlegt.

Hinsichtlich der Anwendung dieser Frist bilden die dem Zuwiderhandelnden erteilte Mahnung oder die Festlegung einer Frist, damit dieser sich auf die Vorschriften einstellen kann, keinesfalls eine Feststellung der Übertretung.

§ 5. In der Ausübung ihres Amtes sind sie befugt, den Beistand der Polizei anzufordern.

KAPITEL VIII — *Administrative Geldstrafen und sonstige Strafen*

Art. 30 - § 1. Wenn die von dem Betreiber getroffenen Maßnahmen zur Verhütung schwerer Unfälle oder zur Begrenzung deren Folgen sichtlich unzureichend sind, wird die Arbeit oder die Inbetriebnahme des Betriebs, der Anlage oder des Lagerorts von den gemäß der Gesetzgebung, unter die der Betrieb fällt, zuständigen Behörden, gemäß besagter Gesetzgebung völlig oder teilweise eingestellt oder untersagt.

Getroffen wird der Beschluss von der zuständigen Behörde:

- 1° entweder von Amts wegen;
- 2° auf begründeten Antrag der in Artikel 25, § 5 erwähnten Bewertungskommission;
- 3° oder auf begründeten Antrag einer oder mehrerer betroffener Inspektionsdienststellen.

§ 2. Gegen diesen Beschluss kann gemäß der auf die Tätigkeit des Betriebs anwendbaren Gesetzgebung Berufung eingelegt werden.

Art. 31 - Der Betreiber, der, obwohl er dazu verpflichtet ist:

1° die in Artikel 7, Absatz 1 vorgesehenen Maßnahmen nicht anwendet oder den Nachweis, dass die erforderlichen Maßnahmen gemäß Artikel 7, Absatz 2 getroffen werden, nicht erbringen kann;

2° keine in Artikel 8 vorgesehene Notifizierung einreicht;

3° keine in Artikel 9 oder 10 vorgesehene Unterlage abgefasst hat, die sorgfältige Durchführung der Verhütungspolitik oder gegebenenfalls deren Bewertung oder Überprüfung, wie in Artikel 13 vorgesehen, nicht gewährleistet;

4° innerhalb der vorgeschriebenen Fristen keinen Sicherheitsbericht, wie in Artikel 12 erwähnt, einreicht oder aktualisiert oder diesen gegebenenfalls nicht bewertet oder überprüft, wie in Artikel 13 vorgesehen;

5° keinen internen Notfallplan, wie in Artikel 15 erwähnt, abfasst, diesen internen Notfallplan nicht erprobt und diesen gegebenenfalls nicht überarbeitet, wie in Artikel 18 vorgesehen, oder den internen Notfallplan in dem in Artikel 19, § 1 erwähnten Fall nicht durchführt;

6° die in Artikel 21 oder 22 erwähnte Information nicht übermittelt;

7° die Mahnungen oder Anweisungen der Inspektionsbehörde nicht befolgt,

wird mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu einem Jahr und einer Geldstrafe von 1.000 BEF bis 1.000.000 BEF oder nur mit einer dieser Strafen belegt.

Das Gesetz vom 30. Juni 1971 über die administrativen Geldstrafen, die im Falle der Übertretung gewisser Sozialgesetze zur Anwendung kommen, findet auf diese Übertretungen Anwendung. Eine administrative Geldstrafe von 2.000 bis 50.000 BEF kann von dem zur Durchführung dieses Gesetzes und gemäß dem in diesem Gesetz erwähnten Verfahren bezeichneten Beamten des föderalen Ministeriums für Beschäftigung und Arbeit verhängt werden.

KAPITEL IX — *Schlussbestimmungen*

Art. 32 - Im Interesse der Transparenz stellen die zuständigen Behörden die in Anwendung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens eingegangenen Informationen jeder natürlichen oder juristischen Person auf Antrag zur Verfügung.

Die bei den zuständigen Dienststellen eingegangenen Informationen dürfen jedoch in den Fällen, die von der auf die für die Öffentlichkeit der Verwaltung zuständige Dienststelle anwendbaren Gesetzgebung betroffenen sind, vertraulich behandelt werden.

Art. 33 - Die Notifizierungen, Notfallpläne und Informationen der Öffentlichkeit, die gemäß der am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Abkommens bestehenden Gesetzgebung erstellt wurden, gelten bis zu dem Zeitpunkt, zu dem sie kraft der entsprechenden Bestimmungen des vorliegenden Abkommens ersetzt werden.

Art. 34 - Die Anlagen I, II, III, IV, V und VI des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens können im Hinblick auf ihre Anpassung an die technische Entwicklung durch ein Zusammenarbeitsabkommen abgeändert werden, das keiner Billigung durch ein Gesetz, ein Dekret oder eine Verordnung bedarf, jedoch nur infolge von Abänderungen, die der europäischen Regelung entsprechen.

Art. 35 - § 1. Im Hinblick auf eine richtige Anwendung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens wird eine ständige Beratungsstruktur eingerichtet. Ihr werden folgende Aufgaben zugeteilt:

— die Harmonisierung unter den mitverantwortlichen Dienststellen der Methoden und Arbeitsverfahren, des Informationsaustauschs und der Entscheidungskriterien zur Anwendung des vorliegenden Abkommens;

— die Koordinierung der Initiativen und die Verbreitung der Ergebnisse in Sachen Forschung und Entwicklung bezüglich der

Beherrschung der Risiken bei schweren Industrieunfällen;

— die Bemühung um kohärente Lösungen zu den Problemen, die bestimmte Betriebe bereiten und die Bildung einer administrativen Rechtsprechung;

— die Koordinierung der Vertretung Belgiens innerhalb der Ausschüsse und der Arbeitssitzungen, die sich mit der Beherrschung der Risiken bei schweren Industrieunfällen oder verwandten Sachbereichen befassen;

— die Koordinierung der Maßnahmen und die Stellungnahme auf dem Gebiet der internationalen Politik.

§ 2. Die ständige Beratungsstruktur setzt sich aus einer Vertretung der zuständigen Behörden zusammen. Sie beschließt durch Konsens unter Vertretern der betroffenen Parteien. Wenn kein Konsens erreicht werden kann, wird die behandelte Angelegenheit der interministeriellen Umweltkonferenz unterbreitet, die sich um die anderen betroffenen föderalen Minister erweitert.

§ 3. Die Mitglieder halten jährlich mindestens 4 Vollversammlungen ab und sovielen Arbeitssitzungen, wie sie dies für erforderlich halten. Der Vorsitz und das Sekretariat werden von der ständigen Beratungsstruktur festgelegt.

§ 4. Für jede Versammlung werden eine Tagesordnung und ein Protokoll aufgestellt, die zu gegebener Zeit an alle Mitglieder verteilt werden. Die Stellungnahmen bezüglich der internationalen Politik werden an den Vorsitzenden des Koordinierungsausschusses für die internationale Umweltpolitik gerichtet.

§ 5. Der Vorsitz und das Sekretariat werden von dem Ministerium der Beschäftigung und der Arbeit übernommen.

Art. 36 - Die in Artikel 92*bis*, § 5, Absatz 2 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen erwähnten Mitglieder des Rechtsprechungsorgans, das mit der Schlichtung der Streitfälle in der Auslegung oder Durchführung dieses Zusammenarbeitsabkommens beauftragt ist, werden jeweils von dem Ministerrat, der Flämischen Regierung, der Wallonischen Regierung und der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt bezeichnet.

Die Betriebskosten des Rechtsprechungsorgans werden auf den Föderalstaat, die Wallonische Region, die Flämische Region und die Region Brüssel-Hauptstadt verteilt.

In Brüssel am 21. Juni 1999 in vierfacher Originalausfertigung ausgestellt.

Für den Föderalstaat,

Die Minister der Wirtschaft, des Innern, der Beschäftigung und der Arbeit
und der Staatssekretär für Sicherheit und Umwelt,

E. DI RUPO
L. VAN DEN BOSSCHE
Frau M. SMET
J. PEETERS

Für die Flämische Region,

Der Minister-Präsident der Flämischen Regierung,

L. VAN DEN BRANDE

Die flämischen Minister der Umwelt und der Beschäftigung,
der öffentlichen Arbeiten, des Transportwesens und der Raumordnung,

T. KELCHTERMANS
S. STEVAERT

Für die Wallonische Region,

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regierung,

R. COLLIGNON

Die wallonischen Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens und der Umwelt,
der Naturschätze und der Landwirtschaft,

M. LEBRUN
G. LUTGEN

Für die Region Brüssel-Hauptstadt,

Der Minister-Präsident der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt,

Ch. PICQUE

Die Minister der Raumordnung, des Städtebaus, des Kommunikationswesens und der öffentlichen Arbeiten,
der Umwelt, der Renovierung, der Naturerhaltung,
der Politik in Sachen Wasserwesen und der öffentlichen Sauberkeit,

H. HASQUIN
D. GOSUIN

—

Verzeichnis der Anlagen (die Anlagen sind Bestandteile des Abkommens)

Anlage I - Anwendbarkeit des Zusammenarbeitsabkommens

Anlage II - In dem Sicherheitsbericht nach Artikel 12 zu berücksichtigende Mindestangaben und Mindestinformationen

Anlage III - In die Notfallpläne nach Artikel 15 und 17 aufzunehmende Angaben und Informationen

Anlage IV - Einzelheiten, die der Öffentlichkeit nach Artikel 19 mitzuteilen sind

Anlage V - Kriterien für die in Artikel 23 § 1 vorgesehene Unterrichtung der Kommission der EG über einen Unfall

Anlage VI - Anzuwendende harmonisierte Kriterien für die Gewährung von Befreiungen aufgrund von Artikel 12,

§ 6

Anlage VII B Erläuterungen bezüglich der in Artikel 27, § 2 vorgesehenen Koordinierungszuständigkeit

Anlage I

ANWENDBARKEIT DES ZUSAMMENARBEITSABKOMMENS
EINLEITUNG

1. Dieser Anlage betrifft das Vorhandensein von gefährlichen Stoffen in Betrieben im Sinne des Artikels 3 dieses Zusammenarbeitsabkommens und bestimmt die Anwendung der einschlägigen Artikel.

2. Gemische und Zubereitungen werden in der gleichen Weise behandelt wie reine Stoffe, sofern sie die Höchstkonzentrationen nicht überschreiten, die entsprechend ihren Eigenschaften in den in Teil 2 Anmerkung 1 aufgeführten einschlägigen Richtlinien oder deren letzten Anpassungen an den technischen Fortschritt festgelegt sind, es sei denn, dass eigens eine prozentuale Zusammensetzung oder eine andere Beschreibung angegeben ist.

3. Die nachstehend angegebenen Mengenschwellen gelten je Betrieb.

4. Die für die Anwendung der einschlägigen Artikel zu berücksichtigenden Mengen sind die Höchstmengen, die zu irgendeinem Zeitpunkt vorhanden sind oder vorhanden sein können. Gefährliche Stoffe, die in einem Betrieb nur in einer Menge von höchstens 2 % der relevanten Grenzmenge vorhanden sind, bleiben bei der Berechnung der vorhandenen Gesamtmenge unberücksichtigt, wenn sie sich innerhalb eines Betriebs an einem Ort befinden, an dem sie nicht als Auslöser eines schweren Unfalls an einem anderen Ort des Betriebs wirken können.

5. Soweit zutreffend, gelten die Regeln in Teil 2 Anmerkung 4 für das Addieren von Mengen gefährlicher Stoffe oder von Kategorien gefährlicher Stoffe.

TEIL 1 — Namentlich aufgeführte Stoffe

Fällt ein in Teil 1 aufgeführter Stoff/eine in Teil 1 aufgeführte Gruppe von Stoffen auch unter eine in Teil 2 aufgeführte Kategorie von Stoffen, so sind die in Teil 1 festgelegten Mengenschwellen anzuwenden.

Spalte 1	Spalte 2	Spalte 3
Gefährliche Stoffe	Mengenschwellen (in Tonnen)	
Ammoniumnitrat	350	2.500
Ammoniumnitrat - Kunstdünger	1.250	5.000
Arsen(V)oxid, Arsen(V)säure und/oder ihre Salze	1	2
Arsen(III)oxid, Arsen(III)säure und ihre Salze		0,1
Brom	20	100
Chlor	10	25
Atemgängige pulverförmige Nickelverbindungen (Nickelmonoxid, Nickeldioxid, Nickelsulfid, Trinickeldisulfid, Dinickeltrioxid)		1
Ethylenimin	10	20
Fluor	10	20
Formaldehyd (Konzentration \geq 90%)	5	50
Wasserstoff	5	50
Chlorwasserstoff (verflüssigtes Gas)	25	250
Bleiäthyle	5	50
Hochentzündliche verflüssigte Gase (einschließlich LPG) und Erdgas	50	200
Acetylen	5	50
Ethylenoxid	5	50
Propylenoxid	5	50
Methanol	500	5.000
4,4'-Methylen-bis (2-chloranilin) und seine Salze, pulverförmig		0,01
Methylisocyanat		0,15
Sauerstoff	200	2.000
Toluylendiisocyanat	10	100
Karbonyldichlorid (Phosgen)	0,3	0,75
Arsentrihydrid (Arsin)	0,2	1
Schwefeldichlorid	1	1
Schwefeltrioxid	15	75

Spalte 1	Spalte 2	Spalte 3
Gefährliche Stoffe	Mengenschwellen (in Tonnen)	
Polychlordibenzofurane und Polychlordibenzodioxine (einschließlich TCDD), in TCDD-Äquivalenten berechnet		0,001
Die folgenden KREBSERREGENDEN STOFFE: 4-aminobinphenyl und seine Salze, Benizidin und seine Salze, Bis(chlormethyl)ether, Chlormethylmethylether, Dimethylcarbamoylchlorid, Dimethylnitrosamin, Hexamethylphosphortriamid, 2-Naphtylamin und seine Salze und 1,3-Propansulton sowie 4-Nitrodiphenyl	0,001	0,001
Motor- und sonstige Benzine und Treibstoffe	5.000	50.000

ANMERKUNGEN

1. Ammoniumnitrat (350/2 500)

Dies gilt für Ammoniumnitrat und für (andere als die in Anmerkung 2 genannten) Mischungen von Ammoniumnitrat, bei denen der von Ammoniumnitrat abgeleitete Stickstoffgehalt gewichtsmäßig > 28 % ist, und für wässrige Lösungen von Ammoniumnitrat, bei denen die Konzentration von Ammoniumnitrat gewichtsmäßig > 90 % ist.

2. Ammoniumnitrat (1 250/5 000)

Dies gilt für reine Ammoniumnitrat-Düngemittel, die den Bedingungen der Richtlinie 80/876/EWG entsprechen, und für Volldünger, bei dem der von Ammoniumnitrat abgeleitete Stickstoffgehalt gewichtsmäßig > 28 % ist (Volldünger enthält Ammoniumnitrat mit Phosphat und/oder Pottasche).

3. Polychlordibenzofurane und Polychlordibenzodioxine

Die Berechnung der Mengen von Polychlordibenzofuranen und Polychlordibenzodioxinen erfolgt aufgrund der nachstehend aufgeführten Äquivalenzfaktoren:

International Toxic Equivalent Factors (ITEF) for the congeners of concern (NATO/CCMS)			
2, 3, 7, 8-TCDD	1	2, 3, 7, 8, -TCDF	0,1
1, 2, 3, 7, 8-PeDD	0,5	2, 3, 4, 7, 8, -PeCDF	0,5
		1, 2, 3, 7, 8-PeCDF	0,05
1, 2, 3, 4, 7, 8-HxCDD	}	1, 2, 3, 4, 7, 8-HxCDF	}
1, 2, 3, 6, 7, 8-HxCDD		1, 2, 3, 7, 8, 9-HxCDF	
1, 2, 3, 7, 8, 9-HxCDD		1, 2, 3, 6, 7, 8-HxCDF	
1, 2, 3, 4, 6, 7, 8, -HpCDD	0,01	2, 3, 4, 6, 7, 8-HxCDF	}
OCDD	0,001	1, 2, 3, 4, 6, 7, 8-HpCDF	
		1, 2, 3, 4, 7, 8, 9-HpCDF	}
		OCDF	

T = tetra, P = penta, Hx = hexa, HP = hepta, O = octa)

TEIL 2 — Kategorien von nicht namentlich in Teil 1 aufgeführten Stoffen und Zubereitungen

Spalte 1	Spalte 2	Spalte 3
Gefährliche Stoffe und Einstufung	Mengenschwellen (in Tonnen)	
1. SEHR GIFTIG	5	20
2. GIFTIG	50	200
3. OXYDIEREND	50	200
4. EXPLOSIONSGEFÄHRLICH (wenn der Stoff/die Zubereitung unter die in Anmerkung 2 Buchstabe a) gegebene Definition fällt)	50	200
5. EXPLOSIONSGEFÄHRLICH (wenn der Stoff/die Zubereitung unter die in Anmerkung 2 Buchstabe b) gegebene Definition fällt)	10	50
6. ENTZÜNDLICH (wenn der Stoff/die Zubereitung unter die in Anmerkung 3 Buchstabe a) gegebene Definition fällt)	5.000	50.000

Spalte 1	Spalte 2	Spalte 3
Gefährliche Stoffe und Einstufung	Mengenschwellen (in Tonnen)	
7a. LEICHTENTZÜNDLICH (wenn der Stoff/die Zubereitung unter die in Anmerkung 3 Buchstabe <i>b</i>) Nummer 1 gegebene Definition fällt)	50	200
7b. LEICHTENTZÜNDLICHE Flüssigkeiten (wenn der Stoff/die Zubereitung unter die in Anmerkung 3 Buchstabe <i>b</i>) Nummer 2 gegebene Definition fällt)	5.000	50.000
8. HOCHENTZÜNDLICH (wenn der Stoff /die Zubereitung unter die in Anmerkung 3 Buchstabe <i>c</i>) gegebene Definition fällt)	10	50
9. UMWELTGEFÄHRLICH in Verbindung mit Gefahrenhinweis:		
i) R50: "Sehr giftig für Wasserorganismen"	200	500
ii) R51: "Giftig für Wasserorganismen" und R53: "Kann langfristige Gewässerschäden verursachen"	500	2.000
10. JEDE EINSTUFUNG, soweit nicht oben erfasst, in Verbindung mit Gefahrenhinweis:		
i) R14 "Reagiert heftig mit Wasser" (einschließlich R14/15)	100	500
ii) R29 "Entwickelt bei Berührung mit Wasser giftige Gase"	50	200

ANMERKUNGEN

1. Die Einstufung der Stoffe und Zubereitungen erfolgt gemäß den folgenden Richtlinien in ihrer geänderten Fassung und ihrer jeweiligen Anpassung an den technischen Fortschritt:

— Richtlinie 67/548/EWG des Rates vom 27. Juni 1967 zur Angleichung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften für die Einstufung, Verpackung und Kennzeichnung gefährlicher Stoffe;

— Richtlinie 88/379/EWG des Rates vom 7. Juni 1988 zur Angleichung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften der Mitgliedstaaten für die Einstufung, Verpackung und Kennzeichnung gefährlicher Zubereitungen;

— Richtlinie 78/631/EWG des Rates vom 26. Juni 1978 zur Angleichung der Rechtsvorschriften der Mitgliedstaaten für die Einstufung, Verpackung und Kennzeichnung gefährlicher Zubereitungen (Schädlingsbekämpfungsmittel);

Auf Stoffe und Zubereitungen, die nicht als gefährlich gemäß einer der vorstehenden Richtlinien eingestuft sind, aber dennoch in einem Betrieb vorhanden sind oder vorhanden sein können und unter den im Betrieb angetroffenen Bedingungen hinsichtlich ihres Unfallpotentials gleichwertige Eigenschaften besitzen oder besitzen können, finden die Verfahren für die vorläufige Einstufung nach dem einschlägigen Artikel der betreffenden Richtlinie Anwendung.

Bei Stoffen und Zubereitungen mit Eigenschaften, die zu mehr als einer Einstufung im Sinne dieser Richtlinie Anlass geben, gelten die jeweils niedrigeren Grenzwerte.

2. "Explosionsgefährlich", bezeichnet

a) i) einen Stoff oder eine Zubereitung, bei dem bzw. der das Risiko der Explosion durch Schlag, Reibung, Feuer oder andere Zündquellen besteht (Gefahrenhinweis R 2);

ii) einen pyrotechnischen Stoff als einen Stoff (beziehungsweise ein Gemisch aus Stoffen), mit dem aufgrund selbständiger, nichtdetonierender, unter Freiwerden von Wärme ablaufender chemischer Reaktionen, Wärme, Licht, Schall, Gas oder Rauch bzw. eine Kombination dieser Wirkungen erzeugt werden soll,

oder

iii) explosionsfähige oder pyrotechnische Stoffe oder Zubereitungen, die in Gegenständen enthalten sind;

b) einen Stoff oder eine Zubereitung, bei dem bzw. der eine besondere Gefahr der Explosion durch Schlag, Reibung, Feuer oder andere Zündquellen besteht (Gefahrenhinweis R 3)

3. "Entzündlich", "leichtentzündlich" und "hochentzündlich" (in den Kategorien 6, 7 und 8) bezeichnet

a) ENTZÜNDLICHE Flüssigkeiten:

Stoffe und Zubereitungen, die einen Flammpunkt von mindestens 21° C und höchstens 55° C haben (Gefahrenhinweis R 10) und die Verbrennung unterhalten;

b) LEICHTENTZÜNDLICHE Flüssigkeiten:

1. - Stoffe und Zubereitungen, die sich in Kontakt mit Luft bei Umgebungstemperatur ohne Energiezufuhr erhitzen und schließlich Feuer fangen können (Gefahrenhinweis R 17),

— Stoffe, die einen Flammpunkt unter 55° C haben und die unter Druck in flüssigem Zustand bleiben, sofern bei bestimmten Arten der Behandlung, z. B. unter hohem Druck und bei hoher Temperatur, das Risiko schwerer Unfälle entstehen kann;

2. Stoffe und Zubereitungen, die einen Flammpunkt unter 21° C haben und nicht hochentzündlich sind (Gefahrenhinweis R 11 zweiter Gedankenstrich);

c) hochentzündliche Gase und Flüssigkeiten:

1) flüssige Stoffe und Zubereitungen, die einen Flammpunkt unter 0° C haben und deren Siedepunkt (bzw. Anfangssiedepunkt im Fall eines Siedebereichs) bei Normaldruck höchstens 35° C beträgt (Gefahrenhinweis R 12 erster Gedankenstrich),

und

2) gasförmige Stoffe und Zubereitungen, die bei Normaldruck in Kontakt mit Luft bei Umgebungstemperatur entzündlich sind (Gefahrenhinweis R 12 zweiter Gedankenstrich), gleich ob sie unter Druck in gasförmigem oder flüssigem Zustand gehalten werden, ausgenommen hochentzündliche verflüssigte Gase (einschließlich LPG) und Erdgas nach Teil 1,

und

3) flüssige Stoffe und Zubereitungen, die auf einer Temperatur oberhalb ihres jeweiligen Siedepunkts gehalten werden [und die einen Flammpunkt unter 55° C haben].

4. Die Einstufung des Betriebs für die Anwendung der Artikel des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens erfolgt auf der Grundlage der folgenden Formel:

— wenn qx die im Betrieb vorhandene Menge x eines gefährlichen Stoffes oder einer gefährlichen Zubereitung (namentlich aufgeführt oder nicht) ist;

— wenn $Q'x$ die relevante Schwellenmenge aus Spalte 2 und $Q''x$ die relevante Schwellenmenge aus Spalte 3 aus Teil 1 oder Teil 2 der vorliegenden Anlage für die berücksichtigte Menge x ist;

— findet Artikel 3, § 1, Absatz 3 Anwendung auf den Betrieb, wenn die Summe der Bruchteile

$$\frac{q1}{Q'1} + \frac{q2}{Q'2} + \frac{q3}{Q'3} + \dots > 1$$

— findet Artikel 3, § 1, Absatz 2 Anwendung auf den Betrieb, wenn die Summe der Bruchteile

$$\frac{q1}{Q''1} + \frac{q2}{Q''2} + \frac{q3}{Q''3} + \dots > 1$$

Diese Regeln finden jeweils unter folgenden Bedingungen Anwendung:

— auf die in Teil 2 aufgeführten Stoffe und Zubereitungen der Kategorien 1, 2 und 9 sowie auf die in Teil 1 aufgeführten Stoffe, die die gleichen gefährlichen Eigenschaften aufweisen;

— auf die in Teil 2 aufgeführten Stoffe und Zubereitungen der Kategorien 3, 4, 5, 6, 7a, 7b und 8 sowie auf die in Teil 1 aufgeführten Stoffe, die die gleichen gefährlichen Eigenschaften aufweisen.

Wenn nicht namentlich aufgeführte Stoffe oder Zubereitungen gleichzeitig gefährliche Eigenschaften aus mehreren nicht addierbaren Kategorien aufweisen, ist die kleinste Schwellenmenge, die auf den Stoff anzuwenden ist, als Teiler zu berücksichtigen.

Wenn Stoffe oder Zubereitungen gleichzeitig gefährliche Eigenschaften aus mehreren nicht addierbaren Kategorien aufweisen, wird jeweils getrennt addiert, wobei jede Addition einer der Kategorien entspricht.

Wenn ein namentlich aufgeführter Stoff nicht namentlich aufgeführten Stoffen zugegeben wird, ist der Teiler bezüglich der Menge des namentlich aufgeführten Stoffes die in Teil 1 genannte Schwellenmenge.

In Brüssel am 21. Juni 1999 in vierfacher Originalausfertigung ausgestellt.

Für den Föderalstaat,

Die Minister der Wirtschaft, des Innern, der Beschäftigung und Arbeit,
und der Staatssekretär für Sicherheit und Umwelt,

E. DI RUPO,
L. VAN DEN BOSSCHE
Frau M. SMET
J. PEETERS

Für die Flämische Region,

Der Minister-Präsident der Flämischen Regierung,

L. VAN DEN BRANDE

Die flämischen Minister der Umwelt und der Beschäftigung,
der öffentlichen Arbeiten, des Transportwesens und der Raumordnung,

T. KELCHTERMANS
S. STEVAERT

Für die Wallonische Region

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regierung,

R. COLLIGNON

Die Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens, und der Umwelt,
der Naturschätze und der Landwirtschaft,

M. LEBRUN
G. LUTGEN

Für die Region Brüssel-Hauptstadt,

Der Minister-Präsident der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt,

Ch. PICQUE

Die Minister der Raumordnung, des Städtebaus, des Kommunikationswesens und der öffentlichen Arbeiten,
und der Umwelt, der Renovierung, der Naturerhaltung,
der Politik in Sachen Wasserwesen und der öffentlichen Sauberkeit

H. HASQUIN
D. GOSUIN

Anlage II

IN DEM SICHERHEITSBERICHT NACH ARTIKEL 12
ZU BERÜCKSICHTIGENDE MINDESTANGABEN UND MINDESTINFORMATIONEN

I. Informationen über das Managementsystem und die Betriebsorganisation im Hinblick auf die Verhütung schwerer Unfälle.

Mit diesen Informationen müssen die in Artikel 10 aufgeführten Punkte abgedeckt werden.

II. Umfeld des Betriebs

A. Beschreibung des Standorts und seines Umfelds einschließlich der geographischen Lage, der meteorologischen, geologischen und hydrographischen Daten sowie gegebenenfalls der Vorgeschichte des Standorts;

B. Verzeichnis der Anlagen und Tätigkeiten innerhalb des Betriebs, bei denen die Gefahr eines schweren Unfalls bestehen kann.

C. Beschreibung der Bereiche, die von einem schweren Unfall betroffen werden könnten.

III. Beschreibung der Anlage

A. Beschreibung der wichtigsten Tätigkeiten und Produktionen, der sicherheitsrelevanten Betriebsteile, der Ursachen potentieller schwerer Unfälle sowie der Bedingungen, unter denen der jeweilige schwere Unfall eintreten könnte, und Beschreibung der vorgesehenen Maßnahmen zur Verhütung schwerer Unfälle.

B. Beschreibung der Verfahren, insbesondere der Verfahrensabläufe.

C. Beschreibung der gefährlichen Stoffe:

1) Verzeichnis der gefährlichen Stoffe, das folgendes umfasst:

— Angaben zur Feststellung der gefährlichen Stoffe: Angabe ihrer chemischen Bezeichnung, CAS-Nummer, Bezeichnung nach der IUPAC-Nomenklatur,

— Höchstmenge des vorhandenen Stoffes/der vorhandenen Stoffe oder des Stoffes, der vorhanden sein kann/der Stoffe die vorhanden sein können,

2. physikalische, chemische und toxikologische Merkmale sowie Angabe der für Mensch oder Umwelt unmittelbar bestehenden und der sich erst später auf sie auswirkenden Gefahren,

3. physikalisches oder chemisches Verhalten unter normalen Einsatzbedingungen oder bei vorhersehbaren Störungen.

IV. Ermittlung und Analyse möglicher Unfälle und Mittel zu deren Verhütung

A. Eingehende Beschreibung der Szenarien möglicher schwerer Unfälle nebst der Möglichkeiten und Bedingungen für ihr Eintreten, einschließlich einer Zusammenfassung der Vorfälle, die für das Eintreten jedes dieser Szenarien ausschlaggebend sein könnten, unabhängig davon, ob die Ursachen hierfür innerhalb oder außerhalb der Anlage liegen.

B. Abschätzung des Ausmaßes und der Schwere der Folgen der ermittelten schweren Unfälle.

C. Beschreibung der technischen Parameter sowie Ausrüstungen zur Sicherung der Anlagen.

V. Schutz- und Notfallmaßnahmen zur Begrenzung von Unfallfolgen

A. Beschreibung der Einrichtungen, die in der Anlage zur Begrenzung der Folgen schwerer Unfälle vorhanden sind;

B. Auslösung des Alarms und Durchführung der Notfallmaßnahmen.

C. Beschreibung der Mittel, die innerhalb oder außerhalb des Betriebes für den Notfall zur Verfügung stehen.

D. Beschreibung des internen Notfallplans nach Artikel 15.

In Brüssel am 21. Juni 1999 in vierfacher Originalausfertigung ausgestellt.

Für den Föderalstaat,

Die Minister der Wirtschaft, des Innern, der Beschäftigung und Arbeit,
und der Staatssekretär für Sicherheit und Umwelt,

E. DI RUPO,
L. VAN DEN BOSSCHE
Frau M. SMET
J. PEETERS

Für die Flämische Region,

Der Minister-Präsident der Flämischen Regierung,

L. VAN DEN BRANDE

Die flämischen Minister der Umwelt und der Beschäftigung,
der öffentlichen Arbeiten, des Transportwesens und der Raumordnung,

T. KELCHTERMANS
S. STEVAERT

Für die Wallonische Region

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regierung,

R. COLLIGNON

Die Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens, und der Umwelt,
der Naturschätze und der Landwirtschaft,

M. LEBRUN
G. LUTGEN

Für die Region Brüssel-Hauptstadt,

Der Minister-Präsident der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt,

Ch. PICQUE

Die Minister der Raumordnung, des Städtebaus, des Kommunikationswesens und der öffentlichen Arbeiten,
und der Umwelt, der Renovierung, der Naturerhaltung,
der Politik in Sachen Wasserwesen und der öffentlichen Sauberkeit

H. HASQUIN
D. GOSUIN

Anlage III

IN DIE NOTFALLPLÄNE NACH ARTIKEL 15 UND 17
AUFZUNEHMENDE ANGABEN UND INFORMATIONEN

1. Interne Notfallpläne

a) Namen oder betriebliche Stellung der Personen, die zur Einleitung von Sofortmaßnahmen ermächtigt sind, sowie der Person, die für die Durchführung und Koordinierung der Abhilfemaßnahmen auf dem Betriebsgelände verantwortlich ist.

b) Namen oder betriebliche Stellung der Person, die für die Verbindung zu der für den externen Notfallplan zuständigen Behörde verantwortlich ist.

c) Für vorhersehbare Umstände oder Vorfälle, die für das Eintreten eines schweren Unfalls ausschlaggebend sein können, in jedem Einzelfall eine Beschreibung der Maßnahmen, die zur Kontrolle dieser Umstände bzw. dieser Vorfälle sowie zur Begrenzung der Folgen zu treffen sind, sowie eine Beschreibung der zur Verfügung stehenden Sicherheitsausrüstungen und Einsatzmittel.

d) Vorkehrungen zur Begrenzung der Risiken für Personen auf dem Betriebsgelände, einschließlich Angaben über die Art der Alarmierung sowie das von den Personen bei Alarm erwartete Verhalten.

e) Frühwarnvorkehrungen der für Einleitung der im externen Notfallplan vorgesehenen Maßnahmen zuständigen Behörde, Art der Informationen, die bei der ersten Meldung mitzuteilen sind, sowie Vorkehrungen zur Übermittlung von detaillierteren Informationen, sobald diese verfügbar sind.

f) Vorkehrungen zur Ausbildung des Personals in den Aufgaben, deren Wahrnehmung von ihm erwartet wird, sowie gegebenenfalls zur Koordinierung dieser Ausbildung mit externen Notfall- und Rettungsdiensten.

g) Vorkehrungen zur Unterstützung von Abhilfemaßnahmen außerhalb des Betriebsgeländes.

2. Externe Notfallpläne

a) Namen oder Stellung der Personen, die zur Einleitung von Sofortmaßnahmen bzw. zur Durchführung und Koordinierung von Maßnahmen außerhalb des Betriebsgeländes ermächtigt sind.

b) Vorkehrungen zur Entgegennahme von Frühwarnungen sowie zur Alarmauslösung und zur Benachrichtigung der Notfall- und Rettungsdienste.

c) Vorkehrungen zur Koordinierung der zur Umsetzung des externen Notfallplans notwendigen Einsatzmittel.

d) Vorkehrungen zur Unterstützung von Abhilfemaßnahmen auf dem Betriebsgelände.

e) Vorkehrungen betreffend Abhilfemaßnahmen außerhalb des Betriebsgeländes.

f) Vorkehrungen zur Unterrichtung der Öffentlichkeit über den Unfall sowie über das richtige Verhalten.

g) Vorkehrungen zur Unterrichtung der Notfall- und Rettungsdienste anderer Mitgliedstaaten der Europäischen Gemeinschaft im Fall eines schweren Unfalls mit möglichen grenzüberschreitenden Folgen.

In Brüssel am 21. Juni 1999 in vierfacher Originalausfertigung ausgestellt.

Für den Föderalstaat,

Die Minister der Wirtschaft, des Innern, der Beschäftigung und Arbeit,
und der Staatssekretär für Sicherheit und Umwelt,

E. DI RUPO,
L. VAN DEN BOSSCHE
Frau M. SMET
J. PEETERS

Für die Flämische Region,

Der Minister-Präsident der Flämischen Regierung,

L. VAN DEN BRANDE

Die flämischen Minister der Umwelt und der Beschäftigung,
der öffentlichen Arbeiten, des Transportwesens und der Raumordnung,

T. KELCHTERMANS
S. STEVAERT

Für die Wallonische Region

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regierung,

R. COLLIGNON

Die Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens, und der Umwelt,
der Naturschätze und der Landwirtschaft,

M. LEBRUN
G. LUTGEN

Für die Region Brüssel-Hauptstadt,

Der Minister-Präsident der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt,

Ch. PICQUE

Die Minister der Raumordnung, des Städtebaus, des Kommunikationswesens und der öffentlichen Arbeiten,
und der Umwelt, der Renovierung, der Naturerhaltung,
der Politik in Sachen Wasserwesen und der öffentlichen Sauberkeit

H. HASQUIN
D. GOSUIN

Anlage IV

EINZELHEITEN, DIE DER ÖFFENTLICHKEIT NACH ARTIKEL 19 MITZUTEILEN SIND

1. Name des Betreibers und Anschrift des Betriebs.
2. Nennung des Beauftragten für die Unterrichtung der Öffentlichkeit durch Bezeichnung der Stellung dieser Person.
3. Bestätigung, dass der Betrieb den Rechts- und Verwaltungsvorschriften zur Anwendung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens unterliegt und dass die Mitteilung gemäß Artikel 8 Absatz 3 bzw. der Sicherheitsbericht gemäß Artikel 12 Absatz 1 der zuständigen Behörde vorgelegt wurde.
4. Verständlich abgefasste Erläuterung der Tätigkeit/der Tätigkeiten des Betriebs.
5. Gebräuchliche Bezeichnungen oder - bei gefährlichen Stoffen im Sinne von Anlage I Teil 2 - Gattungsbezeichnung oder allgemeine Gefährlichkeitsstufe der im Betrieb vorhandenen Stoffe und Zubereitungen, von denen ein schwerer Unfall ausgehen könnte, sowie Angabe ihrer wesentlichen Gefahreigenschaften.
6. Allgemeine Unterrichtung über die Art der Gefahren von schweren Unfällen, einschließlich ihrer potentiellen Folgen für die Bevölkerung und die Umwelt.
7. Hinreichende Auskünfte darüber, wie die betroffene Bevölkerung gewarnt und über den Verlauf eines schweren Unfalls fortlaufend unterrichtet werden soll.
8. Hinreichende Auskünfte darüber, wie die betroffene Bevölkerung bei Eintreten eines schweren Unfalls handeln und sich verhalten soll.
9. Bestätigung, dass der Betreiber verpflichtet ist, auf dem Betriebsgelände - auch in Zusammenarbeit mit den Notfall- und Rettungsdiensten - geeignete Maßnahmen zur Bekämpfung von Unfällen und größtmöglichen Begrenzung der Unfallfolgen zu treffen.
10. Verweis auf den externen Notfallplan zur Bekämpfung von Unfallfolgen außerhalb des Betriebsgeländes mit der Aufforderung, allen Anordnungen von Notfall- oder Rettungsdiensten im Fall eines Unfalls Folge zu leisten.
11. Einzelheiten darüber, wo unter Berücksichtigung der in den geltenden Rechtsvorschriften vorgesehenen Geheimhaltungsaufgaben weitere Informationen eingeholt werden können.

In Brüssel am 21. Juni 1999 in vierfacher Originalausfertigung ausgestellt.

Für den Föderalstaat,

Die Minister der Wirtschaft, des Innern, der Beschäftigung und Arbeit,
und der Staatssekretär für Sicherheit und Umwelt,

E. DI RUPO,
L. VAN DEN BOSSCHE
Frau M. SMET
J. PEETERS

Für die Flämische Region,

Der Minister-Präsident der Flämischen Regierung,

L. VAN DEN BRANDE

Die flämischen Minister der Umwelt und der Beschäftigung,
der öffentlichen Arbeiten, des Transportwesens und der Raumordnung,

T. KELCHTERMANS
S. STEVAERT

Für die Wallonische Region

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regierung,

R. COLLIGNON

Die Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens, und der Umwelt,
der Naturschätze und der Landwirtschaft,

M. LEBRUN
G. LUTGEN

Für die Region Brüssel-Hauptstadt,

Der Minister-Präsident der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt,

Ch. PICQUE

Die Minister der Raumordnung, des Städtebaus, des Kommunikationswesens und der öffentlichen Arbeiten,
und der Umwelt, der Renovierung, der Naturerhaltung,
der Politik in Sachen Wasserwesen und der öffentlichen Sauberkeit

H. HASQUIN
D. GOSUIN

Anlage V

KRITERIEN FÜR DIE IN ARTIKEL 23 § 1
VORGESEHENE UNTERRICHTUNG DER KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFT
ÜBER EINEN UNFALL

I. Die Kommission der Europäischen Gemeinschaft muss über jeden Unfall unterrichtet werden, der unter Nummer 1 fällt oder mindestens eine der in den Nummern 2, 3, 4 und 5 beschriebenen Folgen hat.

1. Beteiligte Stoffe

Jede unfallbedingte Entzündung, Explosion oder Freisetzung eines gefährlichen Stoffs mit einer Menge von mindestens 5 % der in Spalte 3 der Anlage I angegebenen Mengenschwelle.

2. Schädigungen von Personen oder Sachen

Ein Unfall, bei dem ein gefährlicher Stoff die unmittelbare Ursache für eine der nachstehenden Unfallfolgen ist:

- ein Todesfall;
- sechs Verletzungsfälle innerhalb des Betriebs mit Krankenhausaufenthalt von mindestens 24 Stunden;
- ein Verletzungsfall außerhalb des Betriebs mit einem Krankenhausaufenthalt von mindestens 24 Stunden;
- (eine) Wohnung(en) außerhalb des Betriebs, die durch den Unfall beschädigt und unbenutzbar geworden ist/sind;
- Evakuierung oder Einschließung von Personen für eine Dauer von mehr als zwei Stunden (Personen H Stunden): Wert von mindestens 500;
- Unterbrechung der Versorgung mit Trinkwasser, Strom oder Gas oder der Telefonverbindung für eine Dauer von mehr als 2 Stunden (Personen H Stunden): Wert von mindestens 1 000.

3. Unmittelbare Umweltschädigungen

- Dauer- oder langfristige Schädigungen terrestrischer Lebensräume
- Gesetzlich geschützter, für Umwelt oder Naturschutz wichtiger Lebensraum: 0,5 ha,
- großräumigerer Lebensraum, einschließlich landwirtschaftlich genutzter Flächen: 10 ha.
- Erhebliche oder langfristige Schädigungen von Lebensräumen in Oberflächengewässern oder von marinen Lebensräumen (*)
 - Fluss, Kanal, Bach: ab 10 km,
 - See oder Teich: ab 1 ha,
 - Delta: ab 2 ha,
 - Meer oder Küstengebiet: ab 2 ha.
- Erhebliche Schädigung einer Wasserschicht oder des Grundwassers (*)
 - ab 1 ha.

4. Sachschäden

- Sachschäden im Betrieb: ab 2 Millionen ECU;
- Sachschäden außerhalb des Betriebs: ab 0,5 Millionen ECU.

5. Grenzüberschreitende Schädigungen

Jeder unmittelbar durch einen gefährlichen Stoff verursachte Unfall mit Folgen, die über das belgische Hoheitsgebiet hinausgehen.

II. Unfälle oder "Beinaheunfälle", die die zuständige Dienststelle aus technischer Sicht im Hinblick auf die Verhütung schwerer Unfälle und die Begrenzung ihrer Folgen für besonders bedeutsam halten und die den vorstehenden mengenbezogenen Kriterien nicht entsprechen, sollten der Kommission ebenfalls mitgeteilt werden.

(*) Zur Bestimmung einer Schädigung kann gegebenenfalls auf die Richtlinien 75/440/EWG und 76/464/EWG und die im Hinblick auf ihre Anwendung auf bestimmte Stoffe erlassenen Richtlinien 76/160/EWG, 78/659/EWG oder 79/923/EWG oder den Wert der letalen Konzentration (LC50-Wert) für die repräsentativen Arten der Geschädigten Umgebung Bezug genommen werden, wie er in der Richtlinie 92/32/EWG für das Kriterium "umweltgefährlich" definiert worden ist.

In Brüssel am 21. Juni 1999 in vierfacher Originalausfertigung ausgestellt.

Für den Föderalstaat,

Die Minister der Wirtschaft, des Innern, der Beschäftigung und Arbeit,
und der Staatssekretär für Sicherheit und Umwelt,

E. DI RUPO,
L. VAN DEN BOSSCHE
Frau M. SMET
J. PEETERS

Für die Flämische Region,

Der Minister-Präsident der Flämischen Regierung,

L. VAN DEN BRANDE

Die flämischen Minister der Umwelt und der Beschäftigung,
der öffentlichen Arbeiten, des Transportwesens und der Raumordnung,

T. KELCHTERMANS
S. STEVAERT

Für die Wallonische Region

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regierung,

R. COLLIGNON

Die Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens, und der Umwelt,
der Naturschätze und der Landwirtschaft,

M. LEBRUN
G. LUTGEN

Für die Region Brüssel-Hauptstadt,

Der Minister-Präsident der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt,

Ch. PICQUE

Die Minister der Raumordnung, des Städtebaus, des Kommunikationswesens und der öffentlichen Arbeiten,
und der Umwelt, der Renovierung, der Naturerhaltung,
der Politik in Sachen Wasserwesen und der öffentlichen Sauberkeit

H. HASQUIN
D. GOSUIN

Anlage VI

ANZUWENDEnde HARMONISIERTE KRITERIEN
FÜR DIE GEWÄHRUNG VON BEFREIUNGEN AUFGRUND VON ARTIKEL 12, § 6

Eine Befreiung kann nach den Bestimmungen von Artikel 12, § 6 gewährt werden, wenn mindestens eins der nachstehend aufgeführten allgemeinen Kriterien erfüllt ist:

1. PHYSIKALISCHE FORM DES STOFFS

Die Stoffe in festem Zustand, die unter normalen Einsatzbedingungen oder bei jeder vernünftigerweise vorhersehbaren Störung keine Stoff- oder Energiefreisetzung, bei welcher das Risiko schwerer Unfälle entstehen kann, verursachen.

2. VERPACKUNG UND MENGEN

Die Stoffe, die so verpackt sind und in solchen kleinen Mengen vorhanden sind, dass die höchste Freisetzung des Stoffes unter keinen Umständen ein Risiko schwerer Unfälle zur Folge haben kann.

3. STANDORT UND MENGE

Die Stoffe, die in solchen Mengen und in solchen Entfernungen anderer gefährlicher Stoffe (innerhalb oder außerhalb des Betriebs) vorhanden sind, dass sie als solche weder ein Risiko schwerer Unfälle darstellen noch einen schweren Unfall mit anderen gefährlichen Stoffen auslösen können.

4. EINSTUFUNG

Die Stoffe, die als gefährliche Stoffe infolge ihrer allgemeinen Einstufung in Anlage I, Teil 2 der Richtlinie des Rates 96/82/EWG bestimmt sind, bei denen jedoch kein Risiko schwerer Unfälle entstehen kann, und deren allgemeine Einstufung infolgedessen im vorliegenden Fall gegenstandslos ist.

In Brüssel am 21. Juni 1999 in vierfacher Originalausfertigung ausgestellt.

Für den Föderalstaat,

Die Minister der Wirtschaft, des Innern, der Beschäftigung und Arbeit,
und der Staatssekretär für Sicherheit und Umwelt,

E. DI RUPO,
L. VAN DEN BOSSCHE
Frau M. SMET
J. PEETERS

Für die Flämische Region,

Der Minister-Präsident der Flämischen Regierung,

L. VAN DEN BRANDE

Die flämischen Minister der Umwelt und der Beschäftigung,
der öffentlichen Arbeiten, des Transportwesens und der Raumordnung,

T. KELCHTERMANS
S. STEVAERT

Für die Wallonische Region

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regierung,

R. COLLIGNON

Die Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens, und der Umwelt,
der Naturschätze und der Landwirtschaft,

M. LEBRUN
G. LUTGEN

Für die Region Brüssel-Hauptstadt,

Der Minister-Präsident der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt,

Ch. PICQUE

Die Minister der Raumordnung, des Städtebaus, des Kommunikationswesens und der öffentlichen Arbeiten,
und der Umwelt, der Renovierung, der Naturerhaltung,
der Politik in Sachen Wasserwesen und der öffentlichen Sauberkeit

H. HASQUIN
D. GOSUIN

Anlage VII

ERLÄUTERUNGEN BEZÜGLICH DER IN ARTIKEL 27, § 2
VORGESEHENEN KOORDINIERUNGSZUSTÄNDIGKEIT

Die in Artikel 27, § 2 erwähnte Koordinierung umfasst die folgenden Aufgaben:

- a) Organisierung einer regelmäßigen Konzertierung zwischen den verschiedenen Inspektionsteams zwecks einer möglichst einheitlichen Anwendung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens im ganzen Land;
- b) Organisierung einer regelmäßigen Konzertierung zwischen den Inspektionsdienststellen jedes Inspektionsteams zwecks einer wirksamen Entwicklung und Arbeitsweise des in Artikel 28 vorgesehenen Inspektionssystems;
- c) Einführung der notwendigen logistischen Unterstützung zum reibungslosen praktischen Ablauf dieser Konzertierung;
- d) Übernahme im Rahmen dieser Konzertierung der Einführung eines in Artikel 28, § 2 vorgesehenen wirksamen Inspektionsprogramms für jeden Betrieb sowie Entwicklung und regelmäßige Aktualisierung dieses Programms;
- e) Erstellung, im Rahmen dieser Konzertierung, eines Jahresplanes für die konkrete Durchführung des Inspektionsprogramms;
- f) Organisierung der gemeinsamen Inspektionen, die im Rahmen dieser Konzertierung vereinbart werden;
- g) Bestmöglicher Informationsaustausch innerhalb dieser Konzertierung über relevante Versuchsmaßnahmen im Bereich der Inspektion, über neue Entwicklungen der Inspektionstechniken sowie über jede Information, die für die Durchführung der Inspektionsaufgaben nützlich ist;
- h) Unterrichtung der Koordinierungsdienststellen über festgestellte Tatsachen, über Schlussfolgerungen aus Untersuchungen von Unfällen oder aus neuen Sichtpunkten, wenn diese Dienststellen nach gemeinsamer Begutachtung der Inspektionsdienststellen eine in Artikel 12, § 4 vorgesehene Revision oder Aktualisierung des Sicherheitsberichts fordern können;
- i) Organisierung von praktischen Vereinbarungen innerhalb der Inspektionsteams zur Ausführung der in Artikel 22, § 3 erwähnten Aufgaben bei schweren Unfällen;
- j) Übernahme des Berichts an die Kommission der Europäischen Gemeinschaft über etwaige schwere Unfälle, wie in Artikel 23, §§ 1 und 2 vorgesehen;
- k) Unterrichtung der Koordinierungsdienststellen über die notwendigen allgemeinen Inspektionsdaten zur Erstellung des dreijährlichen Berichtes an die Kommission der Europäischen Gemeinschaft, wie in Artikel 25, § 9 vorgesehen;
- l) Organisierung eines Meinungsaustauschs über die Handlungsweise der Inspektionsdienststellen, falls eine der Inspektionsbehörden es für nötig halten würde, ein Betriebsverbot im Sinne von Artikel 30 zu verkünden;
- m) Organisierung aller anderen Maßnahmen, die von den Inspektionsdienststellen in gemeinsamen Einvernehmen vereinbart worden sind.

In Brüssel am 21. Juni 1999 in vierfacher Originalausfertigung ausgestellt.

Für den Föderalstaat,

Die Minister der Wirtschaft, des Innern, der Beschäftigung und Arbeit,
und der Staatssekretär für Sicherheit und Umwelt,

E. DI RUPO,
L. VAN DEN BOSSCHE
Frau M. SMET
J. PEETERS

Für die Flämische Region,

Der Minister-Präsident der Flämischen Regierung,

L. VAN DEN BRANDE

Die flämischen Minister der Umwelt und der Beschäftigung,
der öffentlichen Arbeiten, des Transportwesens und der Raumordnung,

T. KELCHTERMANS
S. STEVAERT

Für die Wallonische Region

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regierung,

R. COLLIGNON

Die Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens, und der Umwelt,
der Naturschätze und der Landwirtschaft,

M. LEBRUN
G. LUTGEN

Für die Region Brüssel-Hauptstadt,

Der Minister-Präsident der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt,

Ch. PICQUE

Die Minister der Raumordnung, des Städtebaus, des Kommunikationswesens und der öffentlichen Arbeiten,
und der Umwelt, der Renovierung, der Naturerhaltung,
der Politik in Sachen Wasserwesen und der öffentlichen Sauberkeit

H. HASQUIN
D. GOSUIN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2000 — 2595

[C — 2000/214590]

16 DECEMBER 1999. — Decreet houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord betreffende het opvangen van de risico's inherent aan zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen betrokken zijn (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. Het samenwerkingsakkoord betreffende het opvangen van de risico's inherent aan zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen betrokken zijn, op 21 juni 1999 te Brussel gesloten tussen de Regering van de federale Staat, de Regering van het Vlaamse Gewest, de Regering van het Waalse Gewest en de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, wordt goedgekeurd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 16 december 1999.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, KMO's, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Uitrusting en Openbare Werken
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Tewerkstelling, Vorming en Huisvesting,
M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
J.-M. SEVERIN

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
T. DETIENNE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

Nota's

(1) Zitting 1999-2000

Stukken van de Raad 45 (SE 1999) Nrs. 1 en 2

Volledig verslag, openbare vergadering van 8 december 1999

Bespreking-Stemming.

Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de beheersing van de gevaren van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken

Gelet op de Richtlijn 96/82/EG van de Raad van 9 december 1996 betreffende de beheersing van de gevaren van zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken;

Gelet op het Verdrag betreffende de grensoverschrijdende gevolgen van industriële ongevallen, ondertekend te Helsinki op 17 maart 1992;

Gelet op het Verdrag nr. 174 betreffende de voorkoming van zware industriële ongevallen, aangenomen te Genève op 22 juni 1993 door de internationale Arbeidsorganisatie tijdens haar tachtigste zitting en goedgekeurd bij de wet van 6 september 1996;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen inzonderheid op artikel 6, § 1, I en II en artikel 92bis, § 3, b), gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 16 juli 1993;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993, inzonderheid op de artikelen 4 en 42;

Gelet op het advies nr. 17 van 16 oktober 1988 van de Hoge Raad voor Preventie en Bescherming op het Werk;

Gelet op het advies van 20 januari 1999 van de Sociaal-Economische Raad van Vlaanderen;

Gelet op het advies van 21 januari 1999 van de Milieu- en Natuurraad van Vlaanderen;

Overwegende dat krachtens artikel 92bis, § 3, b) van voormelde bijzondere wet de federale overheid en de gewesten gehouden zijn een samenwerkingsakkoord te sluiten voor de toepassing op federaal en gewestelijk vlak van de regelen die de Europese Gemeenschap heeft vastgesteld inzake de risico's van zware ongevallen bij bepaalde industriële activiteiten;

Overwegende dat die materie thans het voorwerp uitmaakt van voormelde Richtlijn 96/82/EG;

Overwegende dat krachtens artikel 24 van die Richtlijn de lidstaten de nodige wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen in werking doen treden om er uiterlijk op 3 februari 1999 aan te voldoen;

Overwegende dat de bovenvermelde Verdragen van Helsinki en Genève betrekking hebben op dezelfde materie en dat het derhalve aangewezen is de tenuitvoerlegging ervan te verzekeren door middel van hetzelfde samenwerkingsakkoord;

Overwegende dat de tenuitvoerlegging van die bepalingen deels tot de federale en deels tot de gewestelijke bevoegdheid behoort en dat sommige bepalingen tot zowel de federale als de gewestelijke bevoegdheid behoren;

Overwegende dat een gecoördineerde en doeltreffende tenuitvoerlegging van die bepalingen enerzijds, en de noodzaak de exploitanten van de door die bepalingen beoogde inrichtingen niet te confronteren met onvoldoende op mekaar afgestemde of overlappende regelgeving anderzijds, vereist dat dat gebeurt door middel van een samenwerkingsakkoord dat rechtstreeks van toepassing is;

Overwegende dat alleen een samenwerkingsakkoord met kracht van wet een voldoende garantie biedt om voor het hele Belgische grondgebied een optimaal gecoördineerde regeling te treffen;

Overwegende dat dit samenwerkingsakkoord niet belet dat de gewesten in hun wetgeving op de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke inrichtingen de verplichting kunnen opleggen om een veiligheidsrapport of een veiligheidsstudie op te stellen met het oog op het beoordelen van een aanvraag voor het verkrijgen van een in die wetgeving bedoelde vergunning en dit op grond van de op dat ogenblik beschikbare en benodigde gegevens;

Overwegende dat de gewesten erover waken dat in een dergelijk geval het rapport of de studie op zodanige manier wordt opgevat dat het rapport of de studie later kan worden aangevuld tot het veiligheidsrapport zoals het in dit samenwerkingsakkoord wordt bedoeld;

Overwegende dat de bij de toepassing van dit akkoord betrokken federale en gewestelijke ministers zich ertoe verbinden onverwijld een permanente overlegstructuur op te zetten teneinde de opvolging en de uitvoering van dit akkoord te verzekeren;

Overwegende dat de partijen bij dit akkoord zich ertoe verbinden onverwijld onderhandelingen te voeren met het oog op de toewijzing of de verdeling van de opbrengst van de in de wet van 21 januari 1987 inzake de risico's van zware ongevallen bij bepaalde industriële activiteiten bedoelde heffingen op grond van objectief vastgestelde behoeften inzake de toepassing van dit akkoord;

De Federale Staat, vertegenwoordigd door de Minister van Economie, de Minister van Binnenlandse Zaken, de Minister van Tewerkstelling en Arbeid en de Staatssecretaris voor Veiligheid en Leefmilieu;

Het Vlaams Gewest, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering, in de persoon van haar Minister-President en van de Vlaamse Minister van Leefmilieu en Tewerkstelling en van de Vlaamse Minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening;

Het Waals Gewest, vertegenwoordigd door de Waalse Regering, in de persoon van haar Minister-President en van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer en van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Rijkdommen en Landbouw;

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering in de persoon van haar Minister-President en van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw, Communicatie en Openbare Werken en van de Minister van Leefmilieu, Renovatie, Natuurbehoud, Waterbeleid en Openbare Netheid,

Kwamen het volgende overeen :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit samenwerkingsakkoord is rechtstreeks toepasselijk.

Art. 2. Dit samenwerkingsakkoord betreft de preventie van zware ongevallen, waarbij gevaarlijke stoffen betrokken zijn, en de beperking van de gevolgen daarvan voor mens en milieu, teneinde op coherente en doeltreffende wijze hoge niveaus van bescherming in het hele land te waarborgen.

Art. 3. § 1. Dit samenwerkingsakkoord is van toepassing op inrichtingen waar gevaarlijke stoffen aanwezig zijn in hoeveelheden die gelijk zijn aan of groter zijn dan de in bijlage I, delen 1 en 2, vermelde hoeveelheid.

Artikel 10, 12, 14 en 16 tot 20 zijn uitsluitend van toepassing op inrichtingen waar gevaarlijke stoffen aanwezig zijn in hoeveelheden die gelijk zijn aan of groter zijn dan de in bijlage I, delen 1 en 2, kolom 3, vermelde hoeveelheid.

Artikel 9 is uitsluitend van toepassing op inrichtingen waar gevaarlijke stoffen aanwezig zijn in hoeveelheden die gelijk zijn aan of groter zijn dan de in kolom 2 en kleiner dan de in kolom 3 van bijlage I, delen 1 en 2, vermelde hoeveelheid.

§ 2. In dit samenwerkingsakkoord wordt onder aanwezigheid van gevaarlijke stoffen verstaan, de feitelijke of voorziene aanwezigheid van dergelijke stoffen in de inrichting, dan wel de aanwezigheid van gevaarlijke stoffen waarvan bekend is dat zij kunnen ontstaan wanneer een industrieel chemisch proces buiten controle geraakt, in hoeveelheden gelijk aan of hoger dan de drempelwaarden vermeld in de delen 1 en 2 van bijlage I.

§ 3. De bepalingen van dit samenwerkingsakkoord zijn van toepassing, onder voorbehoud van de toepassing van andere voorschriften inzake arbeidsbescherming, milieubescherming en openbare veiligheid.

Art. 4. In dit samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder :

1° inrichting : het gehele door een exploitant beheerde gebied waar gevaarlijke stoffen aanwezig zijn in een of meer installaties, met inbegrip van gemeenschappelijke of bijbehorende infrastructuur of activiteiten;

2° nieuwe inrichting : inrichting waarvoor de aanvraag voor de vergunning tot exploitatie is ingediend na de datum van inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord;

3° bestaande inrichting : inrichting waarvoor de aanvraag voor de vergunning tot exploitatie is ingediend voor de datum van inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord; een bestaande inrichting die ingevolge een wijziging of een uitbreiding voor het eerst onderworpen wordt aan de bepalingen van dit samenwerkingsakkoord, wordt voor de toepassing van dit akkoord gelijkgesteld aan een nieuwe inrichting;

4° installatie : een technische eenheid binnen een inrichting waar gevaarlijke stoffen worden geproduceerd, gebruikt, behandeld of opgeslagen, en die alle uitrusting, constructies, leidingen, machines, gereedschappen, eigen spoorwegafkappingen, laad- en loskades, aanlegsteigers voor de installatie, pieren, depots of soortgelijke, al dan niet drijvende constructies, omvat die nodig zijn voor de werking van de installatie;

5° exploitant : iedere natuurlijke of rechtspersoon die de inrichting of installatie exploiteert;

6° gevaarlijke stoffen : de stoffen, mengsels of preparaten, genoemd in bijlage I, deel 1 of beantwoordend aan de criteria in bijlage I, deel 2;

7° zwaar ongeval : een gebeurtenis, zoals een zware emissie, brand of explosie die het gevolg is van ongecontroleerde ontwikkelingen tijdens de exploitatie van een onder dit samenwerkingsakkoord begrepen inrichting, die hetzij onmiddellijk, hetzij na verloop van tijd een ernstig gevaar oplevert voor de gezondheid van de mens binnen of buiten de inrichting of voor het milieu en waarbij één of meer gevaarlijke stoffen betrokken zijn;

8° gevaar : de intrinsieke eigenschap van een gevaarlijke stof of van een fysische situatie die potentieel tot schade voor de gezondheid van de mens of het milieu kan leiden;

9° risico : de waarschijnlijkheid dat een bepaald effect zich binnen een bepaalde periode of onder bepaalde omstandigheden voordoet;

10° opslag : de aanwezigheid van een hoeveelheid gevaarlijke stoffen voor opslag, veilige bewaring of voorraadbewaring;

11° schierongeval : ongecontroleerde gebeurtenis die op toevallige wijze tot een zwaar ongeval aanleiding kan geven;

12° coördinerende dienst : de dienst bedoeld in artikel 5, § 1 die, naargelang de ligging van de inrichting, bevoegd is voor het in ontvangst nemen van het veiligheidsrapport;

13° beoordelingsdiensten : de diensten bedoeld in artikel 5, § 2 die, naargelang de aard of de ligging van de inrichting, bevoegd zijn voor het beoordelen van het veiligheidsrapport;

14° inspectiediensten : de diensten bedoeld in artikel 5, § 3 die, naargelang de aard of de ligging van de inrichting, bevoegd zijn voor inspectie;

15° inspectieteam : het per gewest gevormde team bedoeld in artikel 27, § 1.

Art. 5. § 1. Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord worden de volgende diensten aangewezen als coördinerende dienst :

1° de door de Vlaamse Regering aangewezen dienst, voor de inrichtingen die in het Vlaams Gewest gelegen zijn;

2° de door de Waalse Regering aangewezen dienst, voor de inrichtingen die in het Waals Gewest gelegen zijn;

3° de door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering aangewezen dienst, voor de inrichtingen die in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gelegen zijn.

Elke coördinerende dienst bepaalt voor de inrichtingen die onder zijn bevoegdheid vallen of deze inrichtingen al dan niet onderworpen zijn aan artikel 12.

§ 2. Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord worden de volgende diensten aangewezen als beoordelingsdiensten :

1° de door de Vlaamse Regering aangewezen dienst, voor de inrichtingen die in het Vlaams Gewest gelegen zijn;

2° de door de Waalse Regering aangewezen dienst, voor de inrichtingen die in het Waals Gewest gelegen zijn;

3° de door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering aangewezen dienst, voor de inrichtingen die in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gelegen zijn;

4° de met het toezicht op de arbeidsveiligheid belaste dienst van het federale ministerie van Tewerkstelling en Arbeid of, voor inrichtingen die vallen onder het toepassingsgebied van het algemeen reglement op de springstoffen, de wetgeving inzake ondergrondse opslag van gas en de wetgeving betreffende het vervoer van gasachtige en andere producten door middel van leidingen, de bevoegde dienst van het federale ministerie van Economische Zaken;

5° de algemene directie van de Civiele Bescherming van het federale ministerie van Binnenlandse Zaken;

6° de bevoegde brandweerdienst.

§ 3. Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord worden de volgende diensten aangewezen als inspectiediensten :

1° de door de Vlaamse Regering aangewezen dienst, voor de inrichtingen die in het Vlaams Gewest gelegen zijn;

2° de door de Waalse Regering aangewezen dienst, voor de inrichtingen die in het Waals Gewest gelegen zijn;

3° de door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering aangewezen dienst, voor de inrichtingen die in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gelegen zijn;

4° de met het toezicht op de arbeidsveiligheid belaste dienst van het federaal ministerie van Tewerkstelling en Arbeid of, voor inrichtingen die vallen onder het toepassingsgebied van het algemeen reglement op de springstoffen, de wetgeving inzake ondergrondse opslag van gas en de wetgeving betreffende het vervoer van gasachtige en andere producten door middel van leidingen, de bevoegde dienst van het federale ministerie van Economische Zaken;

§ 4. De federale en gewestelijke ministers die bevoegd zijn voor de diensten, bedoeld in § 1 tot en met § 3, wijzen ieder voor zich, de ambtenaren aan die in het bijzonder belast zijn met vermelde opdrachten. Die aanwijzing wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. Iedere wijziging wordt op dezelfde wijze bekendgemaakt.

§ 5. Moeilijkheden die zouden rijzen tussen de bevoegde diensten worden, op vraag van een of meer bij dit akkoord betrokken partijen, opgelost door het Overlegcomité, bedoeld in artikel 31 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Art. 6. Dit samenwerkingsakkoord is niet van toepassing op :

- 1° militaire inrichtingen, installaties of opslagplaatsen;
- 2° gevaren die samenhangen met ioniserende straling;
- 3° het vervoer van gevaarlijke stoffen en tijdelijke opslag tijdens het vervoer over de weg, per spoor, over binnenwateren of zeewateren of door de lucht, met inbegrip van laden en lossen en de overbrenging naar of van een andere tak van vervoer in havens, op kaden of in spoorwegemplacements, buiten de door dit samenwerkingsakkoord bestreken inrichtingen;
- 4° het vervoer van gevaarlijke stoffen door pijpleidingen, met inbegrip van de pompstations, buiten de onder dit samenwerkingsakkoord begrepen inrichtingen;
- 5° winningsindustrieën die zich op het gebied van exploratie en exploitatie van delfstoffen in mijnen en groeven en op dat van boringen bewegen;
- 6° stortplaatsen voor afval.

HOOFDSTUK II. — *Het voorkomen van zware ongevallen*

Art. 7. De exploitant neemt alle nodige maatregelen om zware ongevallen te voorkomen en om de gevolgen daarvan voor mens en milieu te beperken,

De exploitant moet te allen tijde aan de bevoegde inspectiediensten kunnen aantonen, met name voor de in artikel 28 bedoelde inspecties en controles, dat hij alle in dit samenwerkingsakkoord aangegeven noodzakelijke maatregelen heeft genomen,

Art. 8. § 1. De exploitant zendt de in artikel 5, § 1, bedoelde coördinerende dienst binnen de volgende termijnen een kennisgeving :

- 1° voor nieuwe inrichtingen : uiterlijk op het ogenblik dat de aanvraag voor het verkrijgen van een vergunning die toelating inhoudt voor de exploitatie van de inrichting wordt ingediend;
- 2° voor bestaande inrichtingen : uiterlijk op 3 februari 2000;
- 3° voor inrichtingen die ingevolge een wijziging van de classificatie van stoffen en preparaten in de bijlage I, deel 2 vermelde categorieën, tengevolge van een wijziging of aanpassing aan de technische vooruitgang van een in die bijlage genoemde richtlijn, verplicht worden om kennisgeving te doen : uiterlijk twee jaar na de wijziging of aanpassing aan de technische vooruitgang van de desbetreffende richtlijn.

§ 2. De voorgeschreven kennisgeving, bedoeld in § 1, behelst de volgende gegevens :

- 1° de naam of de handelsnaam van de exploitant en het volledige adres van de inrichting in kwestie;
 - 2° de zetel van de exploitant en het volledige adres ervan;
 - 3° de naam of de functie van de persoon die met de leiding van de inrichting belast is, als dat een andere is dan de onder punt 1° bedoelde persoon;
- voldoende gegevens om de gevaarlijke stoffen in kwestie of de categorie van de gevaarlijke stoffen te identificeren;
- de hoeveelheid en de fysische vorm van de gevaarlijke stof of stoffen in kwestie;
- de activiteit die in de installatie of op de opslagplaats wordt uitgeoefend of is gepland;
- de onmiddellijke omgeving van de inrichting, zijnde de omstandigheden die een zwaar ongeval kunnen veroorzaken of de gevolgen ervan ernstiger kunnen maken.

§ 3. De in § 1 bedoelde kennisgeving is niet vereist voor de bestaande inrichtingen waarvoor de exploitant, voor de inwerkingtreding van het huidige samenwerkingsakkoord, al een kennisgevingsdossier heeft ingediend krachtens de wetgeving die geldt op de datum van de inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord. Indien de coördinerende dienst deze gegevens niet in haar bezit heeft, worden zij op eenvoudig verzoek onverwijld aan de coördinerende dienst overgemaakt door de administraties die ze wel in hun bezit hebben. De coördinerende dienst kan evenwel een nieuwe kennisgeving eisen indien hij van oordeel is dat de gegevens die in het voormelde dossier vervat zijn niet meer beantwoorden aan de huidige stand van zaken.

§ 4. De kennisgeving wordt door de exploitant aan de coördinerende dienst overgemaakt in acht exemplaren. Met instemming van de coördinerende dienst kan de kennisgeving in digitale vorm geschieden volgens nader door hem bepaalde richtlijnen.

§ 5. De exploitant brengt in volgende gevallen onmiddellijk de coördinerende dienst op de hoogte :

- 1° bij een significante wijziging van de informatie opgenomen in de overeenkomstig § 2 verstrekte kennisgeving, zoals de wijziging van de hoeveelheid of de fysische vorm van de gevaarlijke stoffen of wijzigingen van de processen waarbij die stoffen worden gebruikt;
- 2° bij definitieve sluiting van de installatie.

§ 6. De coördinerende dienst bezorgt de in § 1 bedoelde kennisgevingen aan de beoordelingsdiensten, aan de bevoegde provinciegouverneur en aan de bevoegde burgemeester.

Art. 9. § 1. De exploitant van een inrichting bedoeld in artikel 3 § 1, derde lid, stelt een document op waarin hij zijn preventiebeleid voor zware ongevallen uiteenzet en hij zorgt voor de correcte uitvoering van dat beleid. Het door de exploitant gevoerde beleid ter preventie van zware ongevallen moet borg staan voor een hoog beschermingsniveau voor mens en milieu door middel van passende maatregelen, middelen, structuren en beheerssystemen.

§ 2. Het in § 1 bedoelde document omvat een beschrijving van het preventiebeleid en van de wijze waarop dit beleid in de praktijk wordt gebracht. Deze beschrijving is afgestemd op de gevaren van zware ongevallen die de inrichting met zich meebrengt en heeft met name betrekking op :

- 1° de algemene doelstellingen en beginselen die door de exploitant worden gehanteerd voor de beheersing van de risico's van zware ongevallen;
- 2° de wijze waarop de volgende activiteiten binnen de inrichting zijn georganiseerd :

- a) de opleiding van het personeel;
- b) het werken met derden;
- c) het identificeren van de gevaren en het evalueren van de risico's van zware ongevallen;
- d) het verzekeren van de veilige exploitatie, in alle omstandigheden (zowel ondermeer bij normale werking als bij opstarting, tijdelijke stilstand en onderhoud) van de installaties, processen, apparatuur en opslagplaatsen in kwestie;
- e) het ontwerpen van nieuwe installaties, processen of opslagplaatsen en het uitvoeren van wijzigingen aan bestaande installaties, processen of opslagplaatsen;

- f) het beheersen van noodsituaties;
- g) het opstellen en uitvoeren van periodieke inspectie- en onderhoudsprogramma's;
- h) het melden en onderzoeken van zware ongevallen en schierongevallen;
- i) andere activiteiten die verband houden met "goed beheer", zoals het periodiek evalueren en herzien van het preventiebeleid en van de wijze waarop dit beleid in de praktijk wordt gebracht.

§ 3. Het in § 1 bedoelde document wordt ter beschikking gehouden van de inspectiediensten op de exploitatiezetel.

Art. 10. § 1. De exploitanten van de in artikel 3, § 1, tweede lid bedoelde inrichtingen :

1° voeren een beleid ter preventie van zware ongevallen, dat borg staat voor een hoog beschermingsniveau van de mens en van het milieu;

2° voeren een doeltreffend veiligheidsbeheerssysteem in, dat borg staat voor de uitvoering van dit beleid.

Het preventiebeleid voor zware ongevallen wordt schriftelijk vastgelegd en omvat de algemene doelstellingen en beginselen die door de exploitant worden gehanteerd voor de beheersing van de risico's van zware ongevallen.

Het veiligheidsbeheerssysteem omvat het gedeelte van het volledige beheerssysteem van de inrichting dat betrekking heeft op de organisatorische structuur, de verantwoordelijkheden, de praktijken, de procedures, de processen en de hulpmiddelen die het mogelijk maken om het preventiebeleid voor zware ongevallen vast te leggen en uit te voeren.

§ 2. De volgende punten komen aan bod in het veiligheidsbeheerssysteem :

1° de organisatie en het personeel :

a) de taken en verantwoordelijkheden van het personeel dat betrokken is bij het beheer van de gevaren van zware ongevallen op alle niveaus van de organisatie;

b) het beheer van de procedures voor het identificeren van de opleidingsbehoeften van dit personeel en voor het organiseren van die opleiding;

c) de betrokkenheid van het personeel;

d) het beheer van de procedures voor het werken met derden;

2° de identificatie en evaluatie van gevaren van zware ongevallen : het beheer van de procedures voor systematische identificatie van de gevaren van zware ongevallen die zich bij normale en abnormale werking kunnen voordoen, evenals voor de evaluatie van de daaraan verbonden risico's;

3° de operationele controle : het beheer van de operationele procedures en werkinstructies voor het verzekeren van de veilige exploitatie in alle omstandigheden (zowel ondermeer bij normale werking als bij opstarting, tijdelijke stilstand, onderhoud) van de installaties, processen, apparatuur en opslagplaatsen in kwestie;

4° ontwerpbeheersing : het beheer van de procedures voor het ontwerpen van nieuwe installaties, processen of opslagplaatsen;

5° de planning van noodsituaties : het beheer van de procedures om door een systematische analyse de voorzienbare noodsituaties te onderkennen en om de noodplannen uit te werken, te testen en te herzien, om zo het hoofd te kunnen bieden aan dergelijke noodsituaties;

6° het toezicht : het beheer van de procedures voor het verzekeren van een permanent toezicht op de naleving van de doelstellingen die door de exploitant werden vastgelegd in zijn preventiebeleid en in zijn veiligheidsbeheerssysteem en voor het uitvoeren van de nodige correctieve acties indien tekortkomingen worden vastgesteld;

7° de audit en de herzieningen :

a) het beheer van de procedures voor het periodiek en systematisch evalueren van het preventiebeleid voor zware ongevallen en van de doeltreffendheid en geschiktheid van het veiligheidsbeheerssysteem;

b) het beheer van de procedures voor het periodiek herzien en actualiseren van het preventiebeleid en het veiligheidsbeheerssysteem door de exploitant.

De procedures, bedoeld in het eerste lid, 6°, omvatten eveneens :

1° het opstellen en uitvoeren van periodieke inspectie- en onderhoudsprogramma's;

2° het melden van zware ongevallen;

3° het melden van schierongevallen, inzonderheid deze waarbij de beschermingsmaatregelen hebben gefaald;

4° het onderzoek van deze ongevallen of schierongevallen en het opvolgen van de lessen die daaruit kunnen worden getrokken.

Art. 11. § 1. De coördinerende dienst bepaalt aan de hand van de door de exploitant overeenkomstig de artikelen 8 en 12 verstrekte informatie en, in voorkomend geval, de informatie verstrekt door de coördinerende diensten van de andere gewesten, voor welke inrichtingen of groepen van inrichtingen de waarschijnlijkheid en de mogelijkheid of de gevolgen van een zwaar ongeval groter kunnen zijn ten gevolge van de ligging en de nabijheid van andere inrichtingen en de aanwezigheid van andere gevaarlijke stoffen.

§ 2. De coördinerende dienst moet zich ervan vergewissen dat bij de aldus aangewezen inrichtingen :

1° op passende wijze toereikende informatie wordt uitgewisseld om die inrichtingen in staat te stellen rekening te houden met de aard en de omvang van het totale gevaar van een zwaar ongeval in hun beleid ter preventie van zware ongevallen, hun veiligheidsbeheerssystemen, hun veiligheidsrapporten en hun interne noodplannen;

2° voorzieningen worden getroffen voor samenwerking met het oog op de voorlichting van het publiek, en bij het verstrekken van informatie aan de minister bevoegd voor de civiele bescherming, of zijn gemachtigde, met het oog op de voorbereiding van externe noodplanning.

Art. 12. § 1. De exploitant van een inrichting bedoeld in artikel 3, § 1, tweede lid, moet een veiligheidsrapport indienen om :

1° aan te tonen dat er een beleid ter preventie van zware ongevallen en een veiligheidsbeheerssysteem voor het uitvoeren daarvan zijn ingevoerd overeenkomstig de in artikel 10 genoemde punten;

2° aan te tonen dat de gevaren van zware ongevallen geïdentificeerd zijn en dat de nodige maatregelen zijn getroffen om die te voorkomen en de gevolgen van dergelijke ongevallen voor mens en milieu te beperken;

3° aan te tonen dat het ontwerp, de constructie, de exploitatie en het onderhoud van alle met de werking samenhangende installaties, opslagplaatsen, apparatuur en infrastructuur die samenhangen met de gevaren van een zwaar ongeval binnen de inrichting, voldoende veilig en betrouwbaar zijn;

4° aan te tonen dat er interne noodplannen zijn gemaakt en om de nodige gegevens te verstrekken voor de opstelling van het externe noodplan;

5° te waarborgen dat voldoende gegevens aan de coördinerende dienst worden verschaft, zodat hij besluiten kan nemen of voorstellen kan doen over de vestiging van nieuwe activiteiten of over ontwikkelingen rond bestaande inrichtingen aan de daartoe bevoegde overheid.

§ 2. In het veiligheidsrapport worden ten minste de in bijlage II vermelde inlichtingen opgenomen. Het bevat tevens een bijgewerkte lijst van de gevaarlijke stoffen die aanwezig zijn of kunnen zijn in de inrichting.

§ 3. Het in § 1 bedoelde veiligheidsrapport wordt binnen de volgende termijnen aan de coördinerende dienst toegezonden :

1° voor nieuwe inrichtingen, binnen een termijn van drie maanden voor de inbedrijfstelling ervan;

2° voor bestaande inrichtingen die nog niet vallen onder de wet van 21 januari 1987 inzake de risico's van zware ongevallen bij bepaalde industriële activiteiten en artikel 723quinquies, 4, van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming : uiterlijk op 3 februari 2002;

3° voor bestaande inrichtingen die reeds vallen onder de wet van 21 januari 1987 inzake de risico's van zware ongevallen bij bepaalde industriële activiteiten en artikel 723quinquies, 4, van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming : uiterlijk op 3 februari 2001;

4° onverwijld na de periodieke toetsing, zoals voorgeschreven in § 5;

5° voor inrichtingen die ingevolge een wijziging van de classificatie van stoffen en preparaten in de bijlage I, deel 2 vermelde categorieën, tengevolge van een wijziging of aanpassing aan de technische vooruitgang van een in die bijlage genoemde richtlijn, verplicht worden om een rapport op te stellen, uiterlijk twee jaar na de wijziging of aanpassing aan de technische vooruitgang van de desbetreffende richtlijn.

Het veiligheidsrapport wordt ingediend in acht exemplaren. Met instemming van de coördinerende dienst kan het worden ingediend in digitale vorm volgens nader door haar te bepalen richtlijnen.

§ 4. Het veiligheidsrapport wordt periodiek geëvalueerd en indien nodig bijgewerkt :

1° ten minste om de vijf jaar;

2° op enig ander tijdstip op initiatief van de exploitant of op verzoek van de coördinerende dienst, als nieuwe feiten het rechtvaardigen of om rekening te houden met nieuwe technische kennis aangaande de veiligheid die bijvoorbeeld verkregen is na analyse van ongevallen of voorzover mogelijk, van schierongevallen, of met ontwikkelingen in de kennis inzake de evaluatie van gevaren.

§ 5. Als tot genoegen van de coördinerende dienst wordt aangetoond dat bepaalde in de inrichting of in een deel van de inrichting zelf aanwezige stoffen, geen gevaar voor een zwaar ongeval kunnen opleveren, kan de coördinerende dienst overeenkomstig de criteria bedoeld in bijlage VI de voor het veiligheidsrapport vereiste gegevens beperken tot die welke van belang zijn voor de preventie van de resterende gevaren van zware ongevallen en voor de beperking van de gevolgen daarvan voor mens en milieu,

Als de coördinerende dienst van deze mogelijkheid gebruik maakt, richt hij een met redenen omklede lijst van de betrokken inrichtingen aan de Europese commissie.

Art. 13. In geval van wijziging van een installatie, inrichting, opslagplaats of proces of van de aard of van de hoeveelheden gevaarlijke stoffen die voor de gevaren van zware ongevallen belangrijke gevolgen kunnen hebben, moet de exploitant :

1° het beleid ter preventie van zware ongevallen en de beheerssystemen en procedures als bedoeld in de artikelen 9 en 10 opnieuw beoordelen en zo nodig herzien;

2° het veiligheidsrapport opnieuw beoordelen en zo nodig herzien en de coördinerende dienst over de bijzonderheden van een dergelijke herziening inlichten, alvorens een dergelijke wijziging wordt ingevoerd.

Art. 14. Het veiligheidsrapport, met inbegrip van de in artikel 12, § 2, bedoelde lijst, ligt bij de coördinerende dienst ter inzage van het publiek. De exploitant kan de coördinerende dienst verzoeken bepaalde delen van het rapport wegens het vertrouwelijke karakter van industriële, commerciële of persoonlijke gegevens niet openbaar te maken. De coördinerende dienst kan beslissen dat bepaalde delen van het rapport wegens hogervermelde redenen of wegens de veiligheid van de staat, het voorkomen van sabotage of de nationale defensie niet openbaar mogen gemaakt worden,

Die gegevens worden in een bijlage opgenomen die niet ter beschikking van het publiek wordt gesteld.

HOOFDSTUK III. — *De noodplanning*

Art. 15. § 1. Door de exploitant wordt een intern noodplan opgesteld om :

1° incidenten te bedwingen en te beheersen om de effecten ervan tot een minimum te herleiden en de schade aan mens, milieu en goederen te beperken;

2° de binnen de inrichting te nemen maatregelen voor de bescherming van mens en milieu tegen de gevolgen van zware ongevallen uit te voeren.

§ 2. De interne noodplannen van de in artikel 12 bedoelde inrichtingen bevatten de in bijlage III, onder punt 1, vermelde gegevens. Zij worden opgesteld :

1° voor nieuwe inrichtingen : voor de inbedrijfstelling ervan;

2° voor bestaande inrichtingen die nog niet onder de wet vallen van 21 januari 1987 inzake de risico's van zware ongevallen bij bepaalde industriële activiteiten en artikel 723quinquies, 4, van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming : uiterlijk op 3 februari 2002;

3° voor bestaande inrichtingen die reeds vallen onder de wet van 21 januari 1987 inzake de risico's van zware ongevallen bij bepaalde industriële activiteiten en artikel 723quinquies, 4, van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming : uiterlijk op 3 februari 2001;

4° voor inrichtingen die ingevolge een wijziging van de classificatie van stoffen en preparaten in de bijlage I, deel 2 vermelde categorieën, tengevolge van een wijziging of aanpassing aan de technische vooruitgang van een in die bijlage genoemde richtlijn, verplicht worden om een intern noodplan op te stellen : uiterlijk twee jaar na de wijziging of aanpassing aan de technische vooruitgang van de desbetreffende richtlijn.

§ 3. De exploitant raadpleegt het Comité voor Preventie en Bescherming op het Werk van de inrichting bij het opstellen van het intern noodplan. Bij gebreke van een Comité voor Preventie en Bescherming op het Werk wordt de vakbondsafvaardiging geraadpleegd.

Art. 16. Met het oog op het vaststellen van de noodplanningszone bepaalt de Minister, bevoegd voor de civiele bescherming, na de gewestregeringen te hebben geraadpleegd, met welke grenswaarden, ongevaltypes, weersomstandigheden en scenario's door de exploitant moet rekening gehouden worden bij het afbakenen, in het veiligheidsrapport (bijlage II, punt II, c), van het gebied dat door een zwaar ongeval zou kunnen worden getroffen.

Art. 17. § 1. De Minister bevoegd voor de civiele bescherming, waakt erover dat voor elke inrichting als bedoeld in artikel 12, binnen de door hem bepaalde termijn, een extern noodplan voor de buiten de inrichting te nemen maatregelen opgesteld wordt.

De Minister kan met een gemotiveerd besluit, in het licht van de gegevens die zijn vervat in het veiligheidsrapport, vrijstelling verlenen van de verplichting tot het opstellen van een extern noodplan.

§ 2. De externe noodplannen dienen te worden opgesteld om :

1° incidenten te bedwingen en te beheersen, de effecten ervan tot een minimum te herleiden en de schade aan mens, milieu en goederen te beperken;

2° maatregelen ten uitvoer te leggen voor de bescherming van mens en milieu tegen de gevolgen van zware ongevallen;

3° aan de bevolking en aan de diensten of autoriteiten in het gebied in kwestie relevante informatie te verstrekken;

4° na een zwaar ongeval voor herstel en schoonmaak van het milieu te zorgen.

De externe noodplannen bevatten de in bijlage III, punt 2 vermelde gegevens overeenkomstig de onderrichtingen van de Minister bevoegd voor de civiele bescherming en, wat het in punt 4° vermelde betreft, overeenkomstig de onderrichtingen verstrekt door de bevoegde gewestregering.

§ 3. De Minister bevoegd voor de civiele bescherming draagt er zorg voor dat het publiek overeenkomstig zijn onderrichtingen wordt geraadpleegd over de externe noodplannen.

§ 4. Als de noodplanningszone zich uitstrekt tot buiten de grenzen van het Rijk deelt de Minister bevoegd voor de civiele bescherming of zijn gemachtigde, de noodzakelijke gegevens mee aan de bevoegde overheid van de betrokken Staat.

De Minister bevoegd voor de civiele bescherming waakt erover dat het noodplan is afgestemd op het noodplan van de andere Staat. Zo mogelijk wordt een gemeenschappelijk noodplan opgesteld als bedoeld in artikel 8, lid 3, van het Verdrag inzake de grensoverschrijdende gevolgen van industriële ongevallen, opgemaakt te Helsinki op 17 maart 1992.

Art. 18. De interne noodplannen worden met passende tussenpozen van niet meer dan drie jaar uitgetest en zo nodig herzien en bijgewerkt door de exploitanten. De Minister bevoegd voor de civiele bescherming, of zijn gemachtigde, doen dat voor de externe noodplannen.

Bij dit onderzoek wordt rekening gehouden met veranderingen die zich in de betrokken inrichtingen en bij de betrokken hulpdiensten hebben voorgedaan, met nieuwe technische kennis en met inzichten omtrent de bij zware ongevallen te nemen maatregelen,

Art. 19. § 1. De Minister, bevoegd voor de civiele bescherming, of zijn gemachtigde, draagt er zorg voor dat de informatie over dit bij een zwaar ongeval te treffen veiligheidsmaatregelen en de in dat geval te volgen gedragslijn ambtshalve wordt verstrekt aan de personen die kunnen worden getroffen door een ongeval dat ontstaat in een inrichting als bedoeld in artikel 12.

Wanneer de gevolgen zich kunnen uitstreken buiten het grondgebied van het Rijk, werkt hij hiertoe samen met de bevoegde overheid van de Staat die erdoor zou kunnen worden getroffen.

§ 2. Deze informatie wordt om de drie jaar opnieuw bekeken en zo nodig herhaald en bijgewerkt, in elk geval na wijzigingen in de zin van artikel 13. De informatie dient permanent voor het publiek beschikbaar te zijn. De informatie voor het publiek wordt met tussenpozen van maximaal vijf jaar herhaald.

De informatie omvat ten minste de in bijlage IV vermelde inlichtingen.

§ 3. Wanneer de Minister bevoegd voor de civiele bescherming heeft besloten dat een inrichting dicht bij het grondgebied van een andere lidstaat van de Europese Gemeenschap geen gevaar voor een zwaar ongeval buiten de grenzen van het bedrijfsterrein oplevert als bedoeld in artikel 17, § 1, tweede lid, en derhalve de opstelling van een extern noodplan niet wordt verlangd, stelt hij de andere lidstaat daarvan in kennis.

HOOFDSTUK IV. — *Optreden bij en na een zwaar ongeval*

Art. 20. § 1. Het interne noodplan wordt onverwijld door de exploitant uitgevoerd, wanneer er :

1° zich een zwaar ongeval voordoet, of

2° zich een onbeheersbare gebeurtenis van zodanige aard voordoet dat redelijkerwijze mag worden aangenomen dat zij tot een zwaar ongeval leidt.

§ 2. Als het zware ongeval of de onbeheersbare gebeurtenis een gecoördineerde actie van de hulp- en interventiediensten vergt, wordt het extern noodplan in werking gesteld en uitgevoerd overeenkomstig de wetgeving op de civiele bescherming en de ter zake geldende onderrichtingen van de Minister bevoegd voor de civiele bescherming.

Art. 21. Wanneer zich een zwaar ongeval voordoet moet de exploitant onmiddellijk het eenvormig oproepstelsel (de dienst 100) en het Coördinatie- en Crisiscentrum van de regering verwittigen.

Het eenvormig oproepstelsel verwittigt op zijn beurt de hulp- en interventiediensten die zijn ingeschakeld in het noodplan.

Het Coördinatie- en Crisiscentrum van de regering verwittigt de Minister, bevoegd voor de civiele bescherming, naargelang het geval de federale Minister bevoegd voor de Arbeid, of de federale Minister bevoegd voor de Economie, de gewestelijke Minister bevoegd voor het leefmilieu, de coördinerende dienst en de bevoegde inspectiediensten. Ingeval een zwaar ongeval of de onmiddellijke dreiging daarvan grensoverschrijdende gevolgen heeft of zou kunnen hebben, brengt het Coördinatie- en Crisiscentrum van de regering onverwijld de bevoegde overheid van de betrokken staat op de hoogte.

Art. 22. § 1. De exploitant moet na een zwaar ongeval zo spoedig mogelijk het Coördinatie- en Crisiscentrum van de regering en de bevoegde inspectiediensten de volgende inlichtingen verstrekken, zodra hij daarover beschikt :

1° de omstandigheden van het ongeval;

2° de daarbij betrokken gevaarlijke stoffen;

3° de beschikbare gegevens aan de hand waarvan de gevolgen van het ongeval voor mens en milieu kunnen worden geëvalueerd;

4° de getroffen noodmaatregelen.

De exploitant stelt hen in kennis van de voorgenomen maatregelen om :

- 1° de gevolgen op middellange en lange termijn van het ongeval te beperken;
- 2° herhaling van het ongeval te voorkomen.

Hij werkt de verstrekte informatie bij, als uit nader onderzoek nieuwe gegevens naar voren komen die die informatie of de daaruit getrokken conclusies wijzigen.

§ 2. De Minister bevoegd voor de civiele bescherming of zijn gemachtigde, vergewist zich ervan dat de noodmaatregelen worden getroffen.

§ 3. Het bevoegde inspectieteam :

1° verzamelt door middel van inspectie, onderzoek of enigerlei andere passende wijze, met het oog op een volledige analyse van de omstandigheden, de technische of organisatorische oorzaken, de onmiddellijke of voorzienbare latere gevolgen, alsmede de beheersing van het zware ongeval door alle betrokken actoren, benodigde gegevens;

2° onderneemt de passende stappen om ervoor te zorgen dat de exploitant de noodzakelijke maatregelen tot verbetering neemt;

3° doet aanbevelingen voor toekomstige preventieve maatregelen;

4° vergewist zich ervan dat de noodzakelijk gebleken maatregelen op middellange en op lange termijn en de maatregelen voor herstel en schoonmaak van het milieu worden getroffen.

Art. 23. § 1. Het bevoegde inspectieteam brengt de Commissie van de Europese Gemeenschap zo spoedig mogelijk op de hoogte van zware ongevallen die zich in België hebben voorgedaan en die beantwoorden aan de criteria van bijlage V.

Daarbij worden de volgende gegevens verstrekt :

1° de lidstaat en naam en adres van de voor de opstelling van het rapport verantwoordelijke dienst;

2° datum, tijd en plaats van het zware ongeval, met de volledige naam van de exploitant en het adres van de inrichting in kwestie;

3° een beknopte beschrijving van de omstandigheden van het ongeval, met vermelding van de daarbij betrokken gevaarlijke stoffen en de onmiddellijke gevolgen voor mens en milieu;

4° een beknopte beschrijving van de getroffen noodmaatregelen en van de onmiddellijk te treffen voorzorgsmaatregelen om herhaling van het ongeval te voorkomen.

§ 2. Zodra de in artikel 21 bedoelde gegevens zijn verzameld, stelt het bevoegde inspectieteam de Commissie van de Europese Gemeenschap in kennis van de resultaten van de analyse en van de aanbevelingen middels het ter zake voorgescreven formulier.

De mededeling van die gegevens kan slechts uitgesteld worden om de uitkomst van een gerechtelijke procedure af te wachten, als verstrekking van de gegevens die procedure zou schaden.

§ 3. Het Coördinatie- en Crisiscentrum van de Regering stelt de Commissie van de Europese Gemeenschap in kennis van de naam en het adres van elke in artikel 5 bedoelde dienst in België die over informatie betreffende zware ongevallen zou kunnen beschikken en de bevoegde autoriteiten van andere lidstaten die bij een dergelijk ongeval moeten ingrijpen van advies kan dienen.

HOOFDSTUK V. — *De ruimtelijke ordening*

Art. 24. § 1. De Gewesten dragen er zorg voor dat de ten doel gestelde preventie van zware ongevallen en beperking van de gevolgen van dergelijke ongevallen in aanmerking worden genomen in hun beleid inzake de bestemming of het gebruik van de grond of in andere toepasselijke takken van hun beleid, Zij streven de verwezenlijking van die doelstellingen na door toezicht op :

1° de vestiging van nieuwe inrichtingen;

2° de in artikel 13 bedoelde wijzigingen van bestaande inrichtingen;

3° nieuwe ontwikkelingen rond bestaande inrichtingen zoals verbindingswegen, door het publiek bezochte plaatsen, woongebieden, wanneer de plaats van vestiging ervan of de ontwikkelingen zelf het risico van een zwaar ongeval kunnen vergroten of de gevolgen ervan ernstiger kunnen maken.

De Gewesten dragen er zorg voor dat er in hun beleid rekening wordt gehouden met de noodzaak om op een langetermijnbasis voldoende afstand te laten bestaan tussen de onder dit akkoord vallende inrichtingen enerzijds en woongebieden, door het publiek bezochte gebieden, waardevolle natuurgebieden en bijzonder kwetsbare gebieden anderzijds, en, voor bestaande inrichtingen, aanvullende technische maatregelen te treffen overeenkomstig artikel 7, om de gevaren voor personen niet te vergroten.

§ 2. De Gewesten dragen er zorg voor dat alle bevoegde autoriteiten en alle diensten die bevoegd zijn beslissingen op dit gebied te nemen passende adviesprocedures invoeren om de tenuitvoerlegging van de overeenkomstig § 1 vastgestelde beleidsmaatregelen te vergemakkelijken en zien er ook op toe dat het betrokken publiek zijn advies kan geven. Deze procedures worden zodanig opgezet, dat technisch advies inzake de aan de inrichting verbonden risico's beschikbaar is, hetzij op basis van een studie van het specifieke geval, hetzij op basis van algemene criteria, op het tijdstip waarop de besluiten worden genomen.

HOOFDSTUK VI. — *Gegevensdoorstroming*

Art. 25. § 1. De coördinerende dienst bezorgt, onmiddellijk na ontvangst van de veiligheidsrapporten, een exemplaar van elk veiligheidsrapport aan :

1° de beoordelingsdiensten;

2° de bevoegde provinciegouverneur;

3° de bevoegde burgemeester.

Met instemming van alle betrokken diensten kunnen deze gegevens in digitale vorm worden overgemaakt of kunnen zij opgeslagen worden in een databank die toegankelijk is voor alle betrokken diensten,

§ 2. Als de gevolgen van een zwaar ongeval in een in artikel 12 bedoelde inrichting zich tot buiten het grondgebied van het Rijk kunnen uitstrekken, wordt een exemplaar van het veiligheidsrapport tevens overgemaakt aan de bevoegde overheid van de betrokken Staat indien deze laatste partij is bij het Verdrag inzake de grensoverschrijdende gevolgen van industriële ongevallen, opgemaakt te Helsinki op 17 maart 1992 en zulks met het oog op de toepassing van de procedure als bedoeld in Bijlage III van dat Verdrag, tenzij die procedure al werd toegepast in het kader van de vergunningverlening.

Als de gevolgen zich tot buiten het grondgebied van het Gewest waar de inrichting is gelegen, kunnen uitstrekken, wordt een exemplaar van het veiligheidsrapport tevens overgemaakt aan de Regering van het Gewest of van de Gewesten die kunnen worden getroffen.

§ 3. De beoordelingsdiensten onderzoeken, ieder wat hen betreft, de ontvangen veiligheidsrapporten en doen de coördinerende dienst hun gebeurlijke opmerkingen toekomen binnen een termijn van veertig werkdagen nadat zij het veiligheidsrapport hebben ontvangen, wanneer het een nieuwe inrichting betreft, en binnen de door de coördinerende dienst bepaalde termijn van tenminste zestig werkdagen, in de andere gevallen.

§ 4. De coördinerende dienst geeft uiterlijk binnen zestig werkdagen na ontvangst van het veiligheidsrapport voor een nieuwe inrichting, kennis aan de exploitant van de conclusies betreffende het onderzoek van het volledig bevonden veiligheidsrapport.

Voor bestaande inrichtingen die uiterlijk op 3 februari 2001 of 2002 een veiligheidsrapport moeten indienen, geldt dat de coördinerende dienst binnen een door hem bepaalde redelijke termijn kennis geeft van de conclusies aan de exploitant.

In voorkomend geval geeft hij aan welke wijzigingen of aanvullingen dienen te worden aangebracht binnen een redelijke termijn die hij bepaalt.

§ 5. De coördinerende dienst roept, ais hij dat nodig acht of op vraag van een der beoordelingsdiensten, een beoordelingscommissie samen, waarin iedere bij het desbetreffende veiligheidsrapport betrokken beoordelingsdienst is vertegenwoordigd. De beoordelingscommissie onderzoekt de ontvangen opmerkingen en stelt gemeenschappelijke conclusies vast.

De exploitant wordt op zijn vraag gehoord.

De beoordelingscommissie bestaat uit een gelijk aantal stemgerechtigde leden per beoordelingsdienst. Het voorzitterschap en secretariaat worden waargenomen door de coördinerende dienst. De beslissingen worden bij consensus genomen.

§ 6. De exploitant bezorgt het aangepaste veiligheidsrapport aan de coördinerende dienst die voor verspreiding zorgt op de wijze bepaald in § 1 en § 2.

Een nieuwe termijn van zestig werkdagen begint te lopen vanaf het ogenblik dat de exploitant het gewijzigde of aangevulde veiligheidsrapport heeft ingediend bij de coördinerende dienst.

§ 7. Binnen dezelfde termijn stelt de coördinerende dienst in voorkomend geval aan de daartoe bevoegde overheid, op gemotiveerd advies van de beoordelingscommissie bedoeld in § 5, voor om de ingebruikneming of de voortzetting van de exploitatie van de betrokken inrichting of een deel ervan te verbieden.

§ 8. De beoordelingsdiensten plegen op regelmatige basis overleg met het oog op een zo éénvormig mogelijke toepassing van dit samenwerkingsakkoord.

§ 9. De coördinerende diensten dienen volgens de procedure van Richtlijn 91/692/EG van de Raad om de drie jaar bij de Commissie van de Europese Gemeenschap een gemeenschappelijk verslag in over de inrichtingen bedoeld in de artikelen 9 en 12.

Art. 26. Het Coördinatie- en Crisiscentrum van de regering treedt op als verbindingsorgaan voor meldingen van industriële ongevallen overeenkomstig artikel 10 van het Verdrag inzake de grensoverschrijdende gevolgen van industriële ongevallen, opgemaakt te Helsinki op 17 maart 1992 en als verbindingsorgaan voor de wederzijdse bijstand overeenkomstig artikel 12 van dat Verdrag.

Art. 26bis. De bevoegde gewestelijke diensten delen de in het kader van de wetgeving op milieuvergunning voorgeschreven veiligheidsstudie of het in dat kader voorgeschreven veiligheidsrapport mee aan de Algemene Directie van de Civiele Bescherming van het federale ministerie van Binnenlandse Zaken alvorens, naar gelang het geval, een beslissing wordt genomen over de aanvraag of de vergunningsprocedure wordt ingezet.

HOOFDSTUK VII. — Inspectie

Art. 27. § 1. Er wordt per Gewest, op basis van gelijkwaardigheid en met volledig behoud van de bevoegdheden, een inspectieteam gevormd, dat samengesteld is uit ambtenaren van de in artikel 5, § 3 bedoelde inspectie-autoriteiten.

§ 2. De coördinatie binnen elk inspectieteam en de algemene coördinatie over de verschillende inspectieteams wordt verzekerd door de daartoe aangewezen inspectiedienst van het Federaal Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid. Deze coördinatiebevoegdheid wordt nader omschreven in bijlage VII.

Art. 28. § 1. De inspectieteams zetten in gezamenlijk overleg een inspectiesysteem op. De inspecties of controlemaatregelen zijn niet afhankelijk van de ontvangst van een veiligheidsrapport of van andere ingediende rapporten. Ze zijn zodanig opgezet dat een planmatig en systematisch onderzoek van de in de inrichting gebruikte systemen van technische, organisatorische en bedrijfskundige aard wordt uitgevoerd om met name na te gaan of :

1° de exploitant kan aantonen dat hij, gelet op de activiteiten in de inrichting, passende maatregelen heeft getroffen om zware ongevallen te voorkomen;

2° de exploitant kan aantonen dat hij passende maatregelen heeft getroffen om de gevolgen van zware ongevallen op en buiten het bedrijfsterrein te beperken;

3° de gegevens en informatie, vervat in het veiligheidsrapport of in een ander ingediend rapport, de situatie in de inrichting trouw weergeven;

§ 2. Het in § 1 bedoelde inspectiesysteem dient aan de volgende voorwaarden te voldoen :

1° voor alle inrichtingen wordt een inspectieprogramma opgesteld en op gezette tijden geactualiseerd. Dit bestaat uit ten minste één inspectie per jaar in de artikel 12 bedoelde inrichtingen, behalve als het inspectieprogramma is gesteund op een systematische evaluatie van de gevaren van zware ongevallen.

Het inspectieprogramma maakt tenminste melding van :

a) de aard van de geplande onderzoeken, de toe te passen methodiek en de voorziene periodiciteit;

b) de inspectiedienst die wordt belast met de concrete uitvoering van elk onderzoek.

De inspectiediensten staan in voor de correcte uitvoering van de inspecties waarmee zij door het inspectieprogramma worden belast. Er kunnen ook gezamenlijke inspecties worden voorzien.

2° na iedere inspectie wordt door de betrokken inspectiedienst een rapport opgesteld; een afschrift van dit rapport wordt bezorgd aan de andere inspectiediensten die deel uitmaken van het inspectie-team.

Als de door de exploitant getroffen maatregelen ter voorkoming van zware ongevallen of ter beperking van de gevolgen daarvan volgens het inspectieteam duidelijk onvoldoende zijn, dan wordt een afschrift van het betrokken inspectierapport overgemaakt aan de coördinerende dienst.

3° elke in het kader van het inspectieprogramma uitgevoerde inspectie wordt, indien noodzakelijk, binnen een redelijke termijn na de inspectie met de leiding van de inrichting besproken.

§ 2. De inspectiediensten kunnen van de exploitant alle aanvullende gegevens vragen die zij nodig hebben om de mogelijkheid van een zwaar ongeval op passende wijze te kunnen evalueren, om te kunnen bepalen in hoeverre de kans op of de gevolgen van zware ongevallen kunnen toenemen die door hun fysische vorm, bijzondere omstandigheden of hun locatie een bijzondere aandacht vereisen. Desgevallend bezorgen de inspectiediensten deze aanvullende gegevens aan de beoordelingsdiensten in kwestie.

Art. 29. § 1. Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie houden de ambtenaren van de inspectiediensten toezicht op de naleving van de voorschriften van dit samenwerkingsakkoord door exploitanten van inrichtingen die onder het toepassingsgebied van dit akkoord vallen.

§ 2. Zij mogen bij de uitoefening van hun opdracht :

1° op elk ogenblik van de dag of de nacht, zonder voorafgaande verwittiging, vrij binnengaan in alle plaatsen die aan hun toezicht onderworpen zijn; tot de bewoonde lokalen hebben zij evenwel enkel toegang wanneer de rechter in de politierechtbank daartoe vooraf toestemming heeft verleend;

2° overgaan tot elk onderzoek, elke controle, en elk verhoor, alsook alle inlichtingen inwinnen die zij nodig achten om zich ervan te vergewissen dat de bepalingen van dit samenwerkingsakkoord worden nageleefd en inzonderheid :

- a) op de plaats die zij aanwijzen alle informatiegegevens laten onderzoeken of zich laten overleggen;
- b) alle bescheiden, documenten en andere informatiedragers die ter plaatse aanwezig zijn, inkijken;
- c) zich van deze bescheiden, documenten en andere informatiedragers een afschrift laten overhandigen of, wanneer dit niet mogelijk is, die tegen ontvangstbewijs ter controle behouden of meenemen voor de tijd die vereist is voor het volbrengen van hun opdracht;
- d) een inventaris maken en zonder kosten monsters nemen of laten nemen en ze meenemen om ze te ontleden of ze te doen ontleden.

§ 3. Zij kunnen mondelinge of schriftelijke raadgevingen, aanmaningen en bevelen geven. Zij kunnen een termijn bepalen om zich in regel te stellen en processen-verbaal opmaken.

§ 4. Deze processen-verbaal hebben bewijskracht tot het tegendeel is bewezen voorzover een afschrift ervan ter kennis wordt gebracht van de overtreder en, in voorkomend geval, van zijn werkgever, binnen een termijn van veertien dagen die een aanvang neemt de dag na de vaststelling van de overtreding. Wanneer de vervaldag, die in deze termijn begrepen is, een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is, dan wordt deze verplaatst naar de eerstvolgende werkdag. Voor de toepassing van die termijn vormen het geven van een waarschuwing aan de overtreder of het verlenen van een termijn om zich in regel te stellen geen vaststelling van de overtreding.

§ 5. Bij de uitoefening van hun ambt kunnen zij de bijstand van de politie vorderen.

HOOFDSTUK VIII. — *Administratieve boeten en straffen*

Art. 30. § 1. Als de door de exploitant getroffen maatregelen ter voorkoming van zware ongevallen of ter beperking van de gevolgen daarvan duidelijk onvoldoende zijn, moeten de daartoe in het kader van de op de exploitatie van de inrichting van toepassing zijnde wetgeving, bevoegde overheden, de exploitatie of de inbedrijfstelling van een inrichting, installatie of opslagplaats of van een gedeelte daarvan stopzetten of verbieden overeenkomstig die wetgeving.

De beslissing van de daartoe bevoegde overheid wordt genomen :

- 1° hetzij ambtshalve;
- 2° hetzij na een met redenen omkleed verzoek van de beoordelingscommissie bedoeld in artikel 25, § 5;
- 3° hetzij na een met redenen omkleed verzoek van een of meer van de betrokken inspectiediensten.

§ 2. Tegen die beslissingen kan beroep worden aangetekend zoals bepaald in de op de exploitatie van de inrichting van toepassing zijnde wetgeving.

Art. 31. Wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar en met een geldboete van 1.000 frank tot 1.000.000 frank of met één van die straffen alleen, de exploitant die, hoewel daartoe verplicht :

- 1° niet de in artikel 7, eerste lid bedoelde maatregelen treft of niet overeenkomstig artikel 7, tweede lid kan aantonen dat hij de noodzakelijke maatregelen heeft genomen;
- 2° geen kennisgeving indient als bedoeld in artikel 8;
- 3° geen document heeft opgesteld als bedoeld in artikel 9 of 10, niet zorgt voor de correcte uitvoering van het preventiebeleid of dit niet beoordeelt en zo nodig herziet als bedoeld in artikel 13;
- 4° niet binnen de voorgeschreven termijnen een veiligheidsrapport als bedoeld in artikel 12 indient of actualiseert of dit niet beoordeelt en zo nodig herziet als bedoeld in artikel 13;
- 5° geen intern noodplan opstelt als bedoeld in artikel 15, het intern noodplan niet beproeft en zo nodig herziet als bedoeld in artikel 18 of het intern noodplan niet uitvoert in het geval bedoeld in artikel 19, § 1.
- 6° de informatie bedoeld in artikel 21 of 22 niet verstrekt;
- 7° geen gevolg geeft aan de verwittigingen of bevelen van de inspectiediensten.

De wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboetes toepasselijk in geval van inbreuk op sommige sociale wetten is van toepassing op voormelde inbreuken. Een administratieve geldboete van 2.000 tot 50.000 frank kan worden opgelegd door de krachtens die wet aangewezen bevoegde ambtenaar van het federaal Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid en overeenkomstig de in die wet voorziene procedure.

HOOFDSTUK IX. — *De slotbepalingen*

Art. 32. Ter wille van de doorzichtigheid stellen de bevoegde diensten de op grond van dit samenwerkingsakkoord verkregen inlichtingen, ter beschikking van alle natuurlijke of rechtspersonen die daarom verzoeken.

De door de bevoegde diensten ontvangen inlichtingen, kunnen evenwel vertrouwelijk worden gehouden in de gevallen bepaald door de op de bevoegde dienst in kwestie toepasselijke wetgeving inzake de openbaarheid van bestuur.

Art. 33. Kennisgevingen, noodplannen en informatie voor het publiek opgesteld krachtens de op de datum van de inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord bestaande wetgeving blijven van kracht tot zij worden vervangen krachtens de overeenkomstige bepalingen van dit samenwerkingsakkoord.

Art. 34. De bijlagen I, II, III, IV, V en VI van dit samenwerkingsakkoord kunnen bij samenwerkingsakkoord dat niet bij wet, decreet of ordonnantie behoeft te worden goedgekeurd, worden gewijzigd om ze aan te passen aan de vooruitgang van de techniek, doch uitsluitend tengevolge van overeenkomstige wijzigingen van de Europese regelgeving.

Art. 35. § 1. Er wordt een permanente overlegstructuur opgezet met het oog op de goede werking van het samenwerkingsakkoord. Hij heeft volgende taken :

- het harmoniseren, onder de diensten die medeverantwoordelijk zijn, van de werkmethode en werkprocedures, van de uitwisseling van informatie en van de beslissingscriteria voor de toepassing van deze overeenkomst;
- het coördineren van de initiatieven en het verspreiden van de onderzoeks- en ontwikkelingsresultaten met betrekking tot het beheersen van de risico's op een zwaar industrieel ongeval;
- het zoeken naar coherente oplossingen voor problemen van bepaalde speciale inrichtingen en het opbouwen van een bestuurspraktijk;
- het coördineren van de Belgische vertegenwoordiging in de commissies en op de workshops gewijd aan het beheersen van risico's op zware industriële ongevallen of aanverwante onderwerpen;
- het coördineren van acties en het bepalen van het standpunt in het internationale beleid.

§ 2. De permanente overlegstructuur is samengesteld uit vertegenwoordigers van de bevoegde autoriteiten. De permanente overlegstructuur beslist bij consensus onder de vertegenwoordigers van de betrokken partijen. Kan er geen consensus worden bereikt, dan wordt de behandelde materie voorgelegd aan de Interministeriële Conferentie voor het Leefmilieu, die met de andere betrokken federale Ministers wordt uitgebreid.

§ 3. De leden houden minstens 4 plenaire vergaderingen per jaar en zoveel workshops als zij nodig achten. De permanente overlegstructuur bepaalt het voorzitterschap en het secretariaat.

§ 4. Voor elke vergadering worden een agenda en een verslag opgesteld, die te zijner tijd aan alle leden worden gestuurd. De standpunten nopens het internationaal beleid worden gericht aan de Voorzitter van het Coördinatiecomité Internationaal Milieubeleid.

§ 5. Het voorzitterschap en het secretariaat worden waargenomen door het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid.

Art. 36. De leden, bedoeld in artikel 92bis, § 5, tweede lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, van het rechtscollege dat belast is om de geschillen met betrekking tot de uitlegging of de uitvoering van dit samenwerkingsakkoord te beslechten, worden respectievelijk aangewezen, door de Ministerraad, de Vlaamse Regering, de Waalse Regering en de Brusselse Hoofdstedelijke Regering.

De werkingskosten van het rechtscollege worden verdeeld over de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Gedaan te Brussel, op 21 juni 1999 in 4 originele exemplaren.

Voor de Federale Staat,

De Ministers van Economie, Binnenlandse Zaken, Tewerkstelling en Arbeid
en de Staatssecretaris voor Veiligheid en Leefmilieu,

E. DI RUPO
L. VAN DEN BOSSCHE
Mevr. M. SMET
J. PEETERS

Voor het Vlaams Gewest,

De Minister-President van de Vlaamse Regering,
L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse Ministers van Leefmilieu en Tewerkstelling,
Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening,

T. KELCHTERMANS
S. STEVAERT

Voor het Waals Gewest,

De Minister-President van de Waalse Regering,
R. COLLIGNON

De Waalse Ministers van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
Leefmilieu, Natuurlijke Rijkdommen en Landbouw

M. LEBRUN
G. LUTGEN

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
Ch. PICQUE

De Ministers van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw,
Communicatie en Openbare Werken en van Leefmilieu,
Renovatie, Natuurbehoud, Waterbeleid en Openbare Netheid,

H. HASQUIN
D. GOSUIN

—

Lijst van de bijlagen (de bijlagen maken integraal deel uit van het akkoord)

Bijlage I - Toepassing van het samenwerkingsakkoord.

Bijlage II - Gegevens en minimuminlichtingen die in het in artikel 12 bedoelde veiligheidsrapport aan de orde moeten komen.

Bijlage III - In de in artikel 15 en 17 bedoelde noodplannen op te nemen gegevens en inlichtingen.

Bijlage IV - Aan het publiek in het kader van de toepassing van artikel 19 te verstrekken inlichtingen.

Bijlage V - Criteria voor de kennisgeving van een ongeval aan de Commissie van de Europese Gemeenschap overeenkomstig artikel 23, § 1.

Bijlage VI - Geharmoniseerde criteria voor vrijstellingen overeenkomstig artikel 12, § 6.

Bijlage VII - Nadere omschrijving van de coördinatiebevoegdheid bedoeld in artikel 27, § 1.

Bijlage I

TOEPASSINGSGBIED VAN HET SAMENWERKINGSAKKOORD

INLEIDING

1. Deze bijlage betreft de aanwezigheid van gevaarlijke stoffen in een inrichting, als omschreven in artikel 3 van dit samenwerkingsakkoord, en stelt de toepassing van de artikelen vast.

2. Mengsels en preparaten worden behandeld als zuivere stoffen, mits zij binnen de concentratiegrenzen blijven welke aan de hand van hun eigenschappen worden vastgelegd in de desbetreffende Europese richtlijn vermeld in deel 2, voetnoot 1 en de meest recente aanpassing daarvan aan de technische vooruitgang, tenzij specifiek een samenstellingspercentage of een andere beschrijving wordt gegeven.

3. De onderstaande drempelwaarden gelden per inrichting.

4. De voor de toepassing van de artikelen in aanmerking te nemen hoeveelheden zijn de maximumhoeveelheden die op enig moment aanwezig zijn of kunnen zijn. Gevaarlijke stoffen die slechts in hoeveelheden van 2 % of minder van de vermelde drempelwaarde in een inrichting aanwezig zijn, worden bij de berekening van de totale aanwezige hoeveelheid buiten beschouwing gelaten, als zij zich op een zodanige plaats in de inrichting bevinden dat deze niet de oorzaak van een zwaar ongeval elders op het bedrijfsterrein kunnen zijn.

5. De in deel 2, voetnoot 4 vermelde regels voor het optellen van gevaarlijke stoffen of categorieën gevaarlijke stoffen zijn in voorkomend geval van toepassing.

DEEL I. — Bij naam genoemde stoffen

Wanneer een in deel 1 genoemde stof of groep stoffen ook in een categorie van deel 2 valt, moeten de in deel I vermelde drempelwaarden worden gehanteerd.

Kolom 1	Kolom 2	Kolom 3
Gevaarlijke stoffen	Drempelwaarde (in ton)	
Ammoniumnitraat	350	2.500
Ammoniumnitraat - Kunstmest	1.250	5.000
Diarseenpentoxide arseen (V) zuur en/of zouten daarvan	1	2
Diarseentrioxide, arseen (III) zuur en/of zouten daarvan		0,1
Broom	20	100
Chloor	10	25
Inhaleerbare poedervormige nikkelverbindingen (nikkelmonoxide, nikkeldioxide, nikkelsulfide, trinikkeldisulfide, dinikkeltrioxide)		1
Ethyleenimine	10	20
Fluor	10	20
Formaldehyde (concentratie \geq 90 %)	5	50
Waterstof	5	50
Zoutzuur (vloeibaar gas)	25	250
Loodalkylen	5	50
Zeer licht ontvlambare vloeibare gassen (inclusief LPG) en aardgas	50	200
Acetyleen	5	50
Ethyleenoxide	5	50
Propyleenoxide	5	50
Methanol	500	5.000
poedervormige 4,4,-methyleenbis (2-chlooraniline) en/of zouten daarvan		0,01
Methylisocyanaat		0,15
Zuurstof	200	2.000
Tolueendiisocyanaat	10	100
Cardonylchloride (fosgeen)	0,3	0,75
Arseentrihydride (arsine)	0,2	1
Fosfortihydride (fosfine)	0,2	1
Zwaveldichloride	1	1
Zwaveltrioxide	15	75

Kolom 1	Kolom 2	Kolom 3
Gevaarlijke stoffen	Drempelwaarde (in ton)	
Polychloordibenzofuranen en polychloordibenzodioxinen (inclusief TCDD) uitgedrukt in TCDD-equivalent		0,001
de volgende CARCINOGENEN: 4-aminobifenyl en/of zouten daarvan, benzidine en/of zouten daarvan, bis(chloormethylether, chloormethyl, methylether, dimethylcarbamoylechloride, dimethylnitrosamine, hexamethylfosforzuurtriamide, 2-naftylamine en/of zouten daarvan, 1,3-propaansultone en 4-nitrodifenyl	0,001	0,001
Benzine en andere aardoliefracties	5.000	50.000

VOETNOTEN

1. Ammoniumnitraat (350/2 500)

Dit geldt voor ammoniumnitraat en mengsels van ammoniumnitraat waarin het stikstofgehalte afkomstig van het ammoniumnitraat hoger is dan 28 gewichtspercent (en die niet onder (2) vallen) en voor waterige ammoniumnitraatoplossingen met een concentratie ammoniumnitraat van meer dan 90 gewichtspercent.

2. Ammoniumnitraat (1 250/5 000)

Dit geldt voor enkelvoudige ammoniumnitraat-meststoffen die voldoen aan Richtlijn 80/876/EEG en aan samengestelde meststoffen waarin het stikstofgehalte afkomstig van het ammoniumnitraat hoger is dan 28 gewichtspercent (samengestelde meststoffen bevatten ammoniumnitraat met fosfaat en/of kaliumcarbonaat).

3. Polychloordibenzofuranen en polychloordibenzodioxinen

De hoeveelheden polychloordibenzofuranen en polychloordibenzodioxinen worden berekend aan de hand van de volgende wegingsfactoren :

International Toxic Equivalent Factors (ITEF) for the congeners of concern (NATO/CCMS)				
2, 3, 7, 8-TCDD	1	2, 3, 7, 8, -TCDF	0,1	
1, 2, 3, 7, 8-PeDD	0,5	2, 3, 4, 7, 8, -PeCDF	0,5	
		1, 2, 3, 7, 8-PeCDF	0,05	
1, 2, 3, 4, 7, 8-HxCDD	}	1, 2, 3, 4, 7, 8-HxCDF	}	
1, 2, 3, 6, 7, 8-HxCDD		1, 2, 3, 7, 8, 9-HxCDF		0,1
1, 2, 3, 7, 8, 9-HxCDD		1, 2, 3, 6, 7, 8-HxCDF		
1, 2, 3, 4, 6, 7, 8, -HpCDD	0,01	2, 3, 4, 6, 7, 8-HxCDF	}	
OCDD	0,001	1, 2, 3, 4, 6, 7, 8-HpCDF		0,01
		1, 2, 3, 4, 7, 8, 9-HpCDF		
		OCDF	0,001	

T = tetra, P = penta, Hx = hexa, Hp = hepta, O = octa)

DEEL 2. — Categorieën stoffen en preparaten die niet uitdrukkelijk in deel 1 worden genoemd

Kolom 1	Kolom 2	Kolom 3
Categorieën van stoffen ingedeeld als	Drempelwaarde (in ton)	
1. ZEER GIFTIG	5	20
2. GIFTIG	50	200
3. OXYDEREND	50	200
4. ONTPLOFBAAR (als de stof of het preparaat voldoet aan de in voetnoot 2a) vermelde definitie)	50	200
5. ONTPLOFBAAR (als de stof of het preparaat voldoet aan de in voetnoot 2b) vermelde definitie)	10	50
6. ONTVLAMBAAR (als de stof of het preparaat voldoet aan de in voetnoot 3a) vermelde definitie)	5.000	50.000

Kolom 1	Kolom 2	Kolom 3
Categorieën van stoffen ingedeeld als	Drempelwaarde (in ton)	
7a. LICHT ONTVLAMBAAR (als de stof of het preparaat voldoet aan de in voetnoot 3 b), 1 vermelde definitie)	50	200
7b. LICHT ONTVLAMBARE VLOEISTOFFEN (als de stof of het preparaat voldoet aan de in voetnoot 3b), 2 vermelde definitie)	5.000	50.000
8. ZEER LICHT ONTVLAMBAAR (als de stof of het preparaat voldoet aan de in voetnoot 3c) vermelde definitie)	10	50
9. GEVAARLIJK VOOR HET MILIEU in combinatie met waarschuwingzin :		
i) R50: "Zeer giftig voor in het water levende organismen"	200	500
ii) R51: "Giftig voor in het water levende organismen" en R53: "kan in het aquatisch milieu op lange termijn schadelijke effecten veroorzaken"	500	2.000
10. IEDERE INDELING die niet valt onder de bovenstaande in combinatie met de volgende waarschuwingzinnen :		
i) R14 "Reageert heftig in contact met water" (inclusief R14/15)	100	500
ii) R29 "Vormt giftig gas in contact met water"	50	200

Voetnoten

1. Stoffen en preparaten worden ingedeeld volgens de volgende richtlijnen (als gewijzigd) en de meest recente aanpassing daarvan aan de technische vooruitgang :

— Richtlijn 67/548/EEG van de Raad van 27 juni 1967 betreffende de aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de lidstaten inzake de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke stoffen;

— Richtlijn 88/379/EEG van de Raad van 7 juni 1988 betreffende de onderlinge aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de lidstaten inzake de indeling, de verpakking en het kenmerken gevaarlijke preparaten;

— Richtlijn 78/631/EEG van de Raad van 26 juni 1978 betreffende de onderlinge aanpassing van de wettelijke bepalingen in de lidstaten inzake de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke preparaten (bestrijdingsmiddelen).

Voor stoffen en preparaten die niet volgens een van de bovenstaande richtlijnen als gevaarlijk zijn ingedeeld, maar die desondanks in een inrichting aanwezig zijn of kunnen zijn en die onder de omstandigheden in de inrichting equivalente eigenschappen hebben of kunnen hebben wat de mogelijkheden van een zwaar ongeval betreft, worden de procedures voor de voorlopige indeling overeenkomstig het desbetreffende artikel van de ter zake geldende richtlijn gevolgd.

Voor stoffen en preparaten die zodanige eigenschappen hebben dat ze op verscheidene wijzen kunnen worden ingedeeld, is in het kader van dit samenwerkingsakkoord de laagste drempelwaarde van toepassing.

2. Onder ontplofbare stof wordt verstaan :

a) i) een stof of preparaat die (dat) ontploffingsgevaar oplevert door schok, wrijving, vuur of andere ontstekingsoorzaken (waarschuwingzin R2);

ii) een pyrotechnische stof, dit wil zeggen een stof (of een mengsel van stoffen) die tot doel heeft warmte, licht, geluid, gas of rook of een combinatie van dergelijke verschijnselen te produceren door middel van niet-ontplofende zichzelf onderhoudende exotherme chemische reacties; of

iii) een ontplofbare of pyrotechnische stof of een ontplofbaar of pyrotechnisch preparaat die (dat) in voorwerpen is vevat;

b) een stof of preparaat die (dat) ernstig ontploffingsgevaar oplevert door schok, wrijving, vuur of andere ontstekingsoorzaken (waarschuwingzin R3).

3. Onder ONTVLAMBAAR LICHT ONTVLAMBAAR en ZEER LICHT ONTVLAMBAAR (categorieën 6, 7 en 8) wordt verstaan :

a) ONTVLAMBARE vloeistoffen :

1) stoffen en preparaten met een vlampunt van minimaal 21 °C en maximaal 55 °C (waarschuwingzin R10), die blijven branden;

b) LICHT ONTVLAMBARE vloeistoffen :

1) stoffen en preparaten die warm kunnen worden en tenslotte in contact met de lucht bij de omgevingstemperatuur zonder toevoer van energie vlam kunnen vatten (waarschuwingzin R17);

— stoffen die een vlampunt hebben dat lager is dan 55 °C en die onder druk vloeibaar blijven, wanneer werkingsomstandigheden, zoals hoge druk en hoge temperatuur een gevaar van een zwaar ongeval kunnen opleveren;

2) stoffen en preparaten met een vlampunt dat lager ligt dan 21 °C en die niet zeer licht ontvlambaar zijn (waarschuwingzin R12, tweede streepje);

c) ZEER LICHT ONTVLAMBARE gassen en vloeistoffen :

1) vloeibare stoffen en preparaten die een vlampunt hebben dat lager ligt dan 0 °C en een kookpunt (of in geval van een kooktraject een eerste kookpunt) dat bij normale druk maximaal 35 °C is (waarschuwingzin R12, eerste streepje), en

2) gasvormige stoffen en preparaten die in contact met de lucht bij kamertemperatuur en normale druk ontvlambaar zijn (waarschuwingzin R12, tweede streepje), ongeacht of zij als gas of onder druk als vloeistof worden bewaard, met uitzondering van de in deel 1 bedoelde zeer licht ontvlambare vloeibare gassen (inclusief LPG) en aardgas, en

3) vloeibare ontvlambare stoffen en preparaten die op een temperatuur worden gehouden die hoger ligt dan hun kookpunt en die een vlampunt hebben dat lager is dan 55 °C.

4. De berekening met het oog op het onderbrengen van een inrichting onder de bepalingen van dit akkoord, gebeurt als volgt :

— indien q_x de hoeveelheid is van een gevaarlijke stof of preparaat x (met name genoemd of niet) aanwezig in de inrichting;

— indien $Q'x$ de drempelwaarde is vermeld in kolom 2 en $Q''x$ de drempelwaarde is vermeld in kolom 3 van de delen 1 en 2 van deze bijlage, voor de betrokken stof x ;

— de inrichting wordt bedoeld in artikel 3, § 1, derde lid, wanneer de som van de delen :

$$\frac{q_1}{Q'_1} + \frac{q_2}{Q'_2} + \frac{q_3}{Q'_3} + \dots > 1$$

— de inrichting wordt bedoeld in artikel 3, § 1, tweede lid, wanneer de som van de delen :

$$\frac{q_1}{Q''_1} + \frac{q_2}{Q''_2} + \frac{q_3}{Q''_3} + \dots > 1$$

Deze sommatieregels zijn onderscheidenlijk van toepassing op de volgende gevallen :

— de stoffen en preparaten vermeld in deel 2 en behorend tot de categorieën 1, 2 en 9, evenals de stoffen van deel 1 die dezelfde gevaareigenschappen hebben;

— de stoffen en preparaten vermeld in deel 2 en behorende tot de categorieën 3, 4, 5, 6, 7a, 7b en 8, evenals de stoffen van deel 1 die dezelfde gevaareigenschappen hebben.

Wanneer niet met name genoemde stoffen of preparaten gevaareigenschappen vertonen van meerdere samen te tellen categorieën, is de toe te passen deler de kleinste op de stof toepasselijke drempelwaarde.

Wanneer de stoffen of preparaten tegelijkertijd gevaareigenschappen vertonen van meerdere niet samen te tellen categorieën, dan worden zij per categorie afzonderlijk opgeteld.

Wanneer een met name genoemde stof samengesteld wordt met een niet met name genoemde stof, is de deler met betrekking tot de met name genoemde stof de drempelwaarde vermeld in deel 1.

Gedaan te Brussel, op 21 juni 1999 in 4 originele exemplaren.

Voor de Federale Staat,

De Ministers van Economie, Binnenlandse Zaken, Tewerkstelling en Arbeid
en de Staatssecretaris voor Veiligheid en Leefmilieu,

E. DI RUPO
L. VAN DEN BOSSCHE
Mevr. M. SMET
J. PEETERS

Voor het Vlaams Gewest,

De Minister-President van de Vlaamse Regering,
L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse Ministers van Leefmilieu en Tewerkstelling,
Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening,

T. KELCHTERMANS
S. STEVAERT

Voor het Waals Gewest,

De Minister-President van de Waalse Regering,
R. COLLIGNON

De Waalse Ministers van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
Leefmilieu, Natuurlijke Rijkdommen en Landbouw

M. LEBRUN
G. LUTGEN

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
Ch. PICQUE

De Ministers van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw,
Communicatie en Openbare Werken en van Leefmilieu,
Renovatie, Natuurbehoud, Waterbeleid en Openbare Nethheid,

H. HASQUIN
D. GOSUIN

Bijlage II

GEGEVENS EN MINIMUMINLICHTINGEN DIE IN HET IN ARTIKEL 12
BEDOELDE VEILIGHEIDSRAPPORT AAN DE ORDE MOETEN KOMEN

I. Inlichtingen over het beheerssysteem en de organisatie van de inrichting, met het oog op de preventie van zware ongevallen.

Deze inlichtingen dienen de in artikel 10 vervatte punten te bestrijken.

II. Presentatie van de omgeving van de inrichting.

A. Beschrijving van de plaats en zijn omgeving, met inbegrip van de geografische ligging, de meteorologische, geologische en hydrografische gegevens en, in voorkomend geval, de voorgeschiedenis;

B. Identificatie van de installaties en andere activiteiten binnen de inrichting die een gevaar van een zwaar ongeval met zich kunnen brengen;

C. Beschrijving van de zones die door een zwaar ongeval zouden kunnen worden getroffen.

III. Beschrijving van de installatie.

A. Beschrijving van de voornaamste werkzaamheden en producten uit de gedeelten van de inrichting die belangrijk zijn uit het oogpunt van de veiligheid, van de mogelijke oorzaken van risico's van zware ongevallen en van omstandigheden waarin zo'n zwaar ongeval zich zou kunnen voordoen, vergezeld van een beschrijving van de genomen preventieve maatregelen;

B. Beschrijving van de procédés, meer bepaald van de werkwijzen;

C. Beschrijving van de gevaarlijke stoffen :

1) lijst van de gevaarlijke stoffen bestaande uit :

— de beschrijving van de gevaarlijke stoffen : chemische naam, CAS-nummer, naam volgens de IUPAC-nomenclatuur,
— de maximale hoeveelheid van de gevaarlijke stof(fen) die aanwezig is (zijn) of kan (kunnen) zijn,

2) fysische, chemische en toxicologische kenmerken en gegevens over de zowel onmiddellijke als later optredende gevaren voor mens en milieu,

3) het fysische of chemische gedrag onder normale gebruiksvoorwaarden en bij voorzienbare ongevallen.

IV. Identificatie en analyse van de ongevallenrisico's en preventiemiddelen.

A. Gedetailleerde beschrijving van de scenario's voor mogelijke zware ongevallen, en de omstandigheden waarin deze zich kunnen voordoen, inclusief een samenvatting van de voorvallen die bij het op gang brengen van deze scenario's een belangrijke rol kunnen spelen, ongeacht of de oorzaken binnen of buiten de installatie liggen;

B. Beoordeling van de omvang en de ernst van de gevolgen van de geïdentificeerde zware ongevallen;

C. Beschrijving van de technische parameters van de uitrusting die van belang zijn voor de veiligheid van de installaties aangebrachte apparatuur.

V. Beschermings- en interventie maatregelen om de gevolgen van een ongeval te beperken.

A. Beschrijving van de apparatuur die op de installatie is aangebracht om de gevolgen van zware ongevallen te beperken;

B. Organisatie van het alarm en de interventie;

C. Beschrijving van de inzetbare interne of externe middelen;

D. Beschrijvingen van het interne noodplan bedoeld in artikel 15.

Gedaan te Brussel, op 21 juni 1999 in 4 originele exemplaren.

Voor de Federale Staat,

De Ministers van Economie, Binnenlandse Zaken, Tewerkstelling en Arbeid
en de Staatssecretaris voor Veiligheid en Leefmilieu,

E. DI RUPO
L. VAN DEN BOSSCHE
Mevr. M. SMET
J. PEETERS

Voor het Vlaams Gewest,

De Minister-President van de Vlaamse Regering,
L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse Ministers van Leefmilieu en Tewerkstelling,
Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening,

T. KELCHTERMANS
S. STEVAERT

Voor het Waals Gewest,

De Minister-President van de Waalse Regering,
R. COLLIGNON

De Waalse Ministers van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
Leefmilieu, Natuurlijke Rijkdommen en Landbouw

M. LEBRUN
G. LUTGEN

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
Ch. PICQUE

De Ministers van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw,
Communicatie en Openbare Werken en van Leefmilieu,
Renovatie, Natuurbehoud, Waterbeleid en Openbare Nethheid,

H. HASQUIN
D. GOSUIN

Bijlage III

IN DE IN ARTIKEL 15 EN 17 BEDOELDE NOODPLANNEN OP TE NEMEN GEGEVENS EN INLICHTINGEN

1. Interne noodplannen :

- a) De naam of functie van de personen die bevoegd zijn om noodprocedures in werking te laten treden en van de persoon die belast is met de leiding en coördinatie van de maatregelen ter bestrijding van een ongeval op het terrein;
- b) De naam of functie van de persoon die verantwoordelijk is voor de contacten met de voor het externe noodplan verantwoordelijke autoriteiten;
- c) Voor te voorziene omstandigheden of gebeurtenissen die een doorslaggevende rol zouden kunnen spelen bij het ontstaan van een zwaar ongeval, een beschrijving van de te nemen maatregelen ter beheersing van de toestand of de gebeurtenis en ter beperking van de gevolgen daarvan, met inbegrip van een beschrijving van de beschikbare veiligheidsuitrusting en middelen,
- d) De maatregelen ter beperking van het risico voor personen op het terrein, waaronder het alarmsysteem en de gedragsregels bij het afgaan van het alarm;
- e) De regelingen om de autoriteit die verantwoordelijk is voor de inwerkingstelling van het externe noodplan bij een ongeval snel in te lichten, het soort inlichtingen dat onmiddellijk moet worden verstrekt en de regelingen voor het verstrekken van meer uitvoerige inlichtingen, wanneer deze beschikbaar zijn;
- f) De regelingen om het personeel op te leiden voor het vervullen van de taken die ervan verwacht worden en indien nodig de coördinatie hiervan met de externe hulpdiensten;
- g) De regelingen voor de verlening van steun aan externe bestrijdingsmaatregelen.

2. Externe noodplannen :

- a) De naam of functie van de personen die bevoegd zijn om noodprocedures in werking te laten treden en van de personen die belast zijn met de leiding en coördinatie van de maatregelen buiten het terrein;
- b) De regelingen om snel op de hoogte te worden gesteld van eventuele voorvallen en alarmerings- en oproepprocedures;
- c) De regelingen voor de coördinatie van de middelen die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van het externe noodplan;
- d) De regelingen voor de verlening van steun aan bestrijdingsacties op het terrein;
- e) De regelingen voor de bestrijdingsacties buiten het terrein;
- f) De regelingen voor het verstrekken van specifieke informatie aan het publiek over het voorval en de te volgen gedragslijn;
- g) De regelingen voor het verstrekken van informatie aan de hulpdiensten van andere lidstaten van de Europese Gemeenschap bij een zwaar ongeval met mogelijke grensoverschrijdende gevolgen.

Gedaan te Brussel, op 21 juni 1999 in 4 originele exemplaren.

Voor de Federale Staat,

De Ministers van Economie, Binnenlandse Zaken, Tewerkstelling en Arbeid
en de Staatssecretaris voor Veiligheid en Leefmilieu,

E. DI RUPO
L. VAN DEN BOSSCHE
Mevr. M. SMET
J. PEETERS

Voor het Vlaams Gewest,

De Minister-President van de Vlaamse Regering,
L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse Ministers van Leefmilieu en Tewerkstelling,
Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening,
T. KELCHTERMANS
S. STEVAERT

Voor het Waals Gewest,

De Minister-President van de Waalse Regering,
R. COLLIGNON

De Waalse Ministers van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
Leefmilieu, Natuurlijke Rijkdommen en Landbouw

M. LEBRUN
G. LUTGEN

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
Ch. PICQUE

De Ministers van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw,
Communicatie en Openbare Werken en van Leefmilieu,
Renovatie, Natuurbehoud, Waterbeleid en Openbare Netheid,

H. HASQUIN
D. GOSUIN

Bijlage IV

AAN HET PUBLIEK IN HET KADER VAN DE TOEPASSING VAN ARTIKEL 19
TE VERSTREKKEN INLICHTINGEN

1. De naam van de exploitant en het adres van de inrichting.
2. De functie van de persoon die de inlichtingen verstrekt.
3. Een bevestiging dat de inrichting zich aan de voorschriften en/of bestuursrechtelijke bepalingen ter uitvoering van het samenwerkingsakkoord moet houden en dat de in artikel 8, lid 3, genoemde kennisgeving of het in artikel 12, lid 1, genoemde veiligheidsrapport bij de bevoegde autoriteit is ingediend.
4. Een begrijpelijke toelichting op de activiteit of activiteiten van de inrichting.
5. De gewone benaming of in geval van gevaarlijke stoffen die onder deel 2 van bijlage I vallen, de algemene naam of algemene gevarenklasse van de stoffen en preparaten in de inrichting die een zwaar ongeval kunnen veroorzaken, onder vermelding van de belangrijkste gevaarlijke eigenschappen.
6. Algemene gegevens inzake de aard van de risico's van zware ongevallen, waaronder de mogelijke gevolgen voor de bevolking en het milieu.
7. Toereikende informatie over de wijze waarop de bevolking in kwestie bij een ongeval zal worden gewaarschuwd en op de hoogte zal worden gehouden.
8. Toereikende informatie over de maatregelen die de betrokken bevolking bij een zwaar ongeval moet nemen en de gedragslijn die zij daarbij dient te volgen.
9. Een bevestiging dat de exploitant verplicht is toereikende regelingen op het terrein te treffen, in het bijzonder wat betreft de contacten met hulpdiensten, om zware ongevallen het hoofd te bieden en de gevolgen daarvan tot een minimum te beperken.
10. Een verwijzing naar het externe noodplan dat is opgesteld om de buiten het terrein optredende gevolgen van een ongeval het hoofd te bieden, met een advies om alle aanwijzingen of instructies van hulpdiensten ten tijde van een ongeval op te volgen.
11. Bijzonderheden over de wijze waarop alle terzake dienende inlichtingen kunnen worden ingewonnen, waarbij aan de voorschriften van vertrouwelijkheid als vastgelegd in de toepasselijke wetgeving moet worden voldaan.

Gedaan te Brussel, op 21 juni 1999 in 4 originele exemplaren.

Voor de Federale Staat,

De Ministers van Economie, Binnenlandse Zaken, Tewerkstelling en Arbeid
en de Staatssecretaris voor Veiligheid en Leefmilieu,

E. DI RUPO
L. VAN DEN BOSSCHE
Mevr. M. SMET
J. PEETERS

Voor het Vlaams Gewest,

De Minister-President van de Vlaamse Regering,

L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse Ministers van Leefmilieu en Tewerkstelling,
Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening,

T. KELCHTERMANS
S. STEVAERT

Voor het Waals Gewest,

De Minister-President van de Waalse Regering,

R. COLLIGNON

De Waalse Ministers van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
Leefmilieu, Natuurlijke Rijkdommen en Landbouw

M. LEBRUN
G. LUTGEN

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Ch. PICQUE

De Ministers van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw,
Communicatie en Openbare Werken en van Leefmilieu,
Renovatie, Natuurbehoud, Waterbeleid en Openbare Netheid,

H. HASQUIN
D. GOSUIN

Bijlage V

CRITERIA VOOR DE KENNISGEVING VAN EEN ONGEVAL
AAN DE COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAP OVEREENKOMSTIG

ARTIKEL 23, § 1

I. Elk ongeval dat onder punt 1 valt of dat ten minste één van de in onderstaande punten 2, 3, 4 en 5 omschreven gevolgen heeft, moet ter kennis van de Commissie van de Europese Gemeenschap worden gebracht.

1. Betrokken stoffen.

Elke brand, explosie of emissie van gevaarlijke stoffen waarbij een hoeveelheid is betrokken van ten minste 5 % van de in kolom 3 van bijlage I vermelde drempelhoeveelheid.

2. Schade aan personen of goederen.

Een ongeval waarbij rechtstreeks een gevaarlijke stof is betrokken die de oorzaak is van een van de volgende gebeurtenissen :

- sterfgeval;
- zes gewonden binnen de inrichting, die in het ziekenhuis worden opgenomen en daar ten minste 24 uur blijven;
- een persoon buiten de inrichting, die in het ziekenhuis wordt opgenomen en daar ten minste 24 uur blijft;
- een woning buiten de inrichting, beschadigd en onbruikbaar ten gevolge van het ongeval;
- evacuatie of isolering van personen gedurende meer dan twee uur, met een aantal mensen van ten minste 500;
- onderbreking van de voorziening van drinkwater, elektriciteit, gas of telefoonverkeer gedurende meer dan twee uur, met een aantal mensen van ten minste 1 000.

3. Onmiddellijke schade aan het milieu.

- permanente of langdurige schade aan landhabitats
- 0,5 ha of meer van een voor het milieu of de instandhouding belangrijke en wettelijk beschermde habitat;
- 10 ha of meer van een meer uitgebreide habitat, inclusief landbouwgrond;
- significante of langdurige schade aan zoetwater- of mariene habitats (*)
- 10 km of meer van een stroom, een kanaal of een rivier;
- 1 ha of meer van een vijver of een meer;
- 2 ha of meer van een delta;
- 2 ha of meer van een kustzone of van de zee;
- significante schade aan een watervoerende laag of aan het grondwater (*)
- 1 ha of meer.

4. Materiële schade.

- materiële schade in de inrichting : van 2 miljoen ecu of meer;
- materiële schade buiten de inrichting : van 0,5 miljoen ecu of meer.

5. Grensoverschrijdende schade.

Elk ongeval waarbij rechtstreeks een schadelijke stof betrokken is die de oorzaak is van gevolgen buiten het Belgisch grondgebied.

II. Ongevallen of "bijna-ongevallen" die naar het oordeel van de bevoegde dienst technische aspecten vertonen voor de preventie van zware ongevallen en voor de beperking van de gevolgen daarvan en die niet aan bovengenoemde kwantitatieve criteria voldoen, moeten ter kennis van de Commissie worden gebracht.

(*) In voorkomend geval kan de schade worden geëvalueerd aan de hand van de Richtlijnen 75/440/EEG, 76/464/EEG en hun toepassingsrichtlijnen betreffende bepaalde stoffen, namelijk 76/160/EEG, 78/659/EEG, 79/923/EEG of de CL-50 voor de soorten die representatief zijn voor het aangetaste milieucompartiment, zoals omschreven in Richtlijn 92/32/EEG voor het criterium « milieugevaarlijk ».

Gedaan te Brussel, op 21 juni 1999 in 4 originele exemplaren.

Voor de Federale Staat,

De Ministers van Economie, Binnenlandse Zaken, Tewerkstelling en Arbeid
en de Staatssecretaris voor Veiligheid en Leefmilieu,

E. DI RUPO
L. VAN DEN BOSSCHE
Mevr. M. SMET
J. PEETERS

Voor het Vlaams Gewest,

De Minister-President van de Vlaamse Regering,

L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse Ministers van Leefmilieu en Tewerkstelling,
Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening,

T. KELCHTERMANS
S. STEVAERT

Voor het Waals Gewest,

De Minister-President van de Waalse Regering,

R. COLLIGNON

De Waalse Ministers van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
Leefmilieu, Natuurlijke Rijkdommen en Landbouw

M. LEBRUN
G. LUTGEN

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Ch. PICQUE

De Ministers van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw,
Communicatie en Openbare Werken en van Leefmilieu,
Renovatie, Natuurbehoud, Waterbeleid en Openbare Netheid,

H. HASQUIN
D. GOSUIN

Bijlage VI

GEHARMONISEERDE CRITERIA VOOR VRIJSTELLINGEN OVEREENKOMSTIG ARTIKEL 12, § 5

Er kan een vrijstelling overeenkomstig artikel 12, § 5, worden toegestaan indien ten minste aan een van de volgende generieke criteria is voldaan :

1. DE FYSISCHE VORM VAN DE STOF

Stoffen in vaste vorm waaruit, zowel in normale als in redelijkerwijze voorzienbare abnormale omstandigheden geen materie of energie kan vrijkomen die gevaar voor een zwaar ongeval zouden kunnen opleveren.

2. VERPAKKING EN HOEVEELHEDEN

Stoffen zodanig verpakt of omhuld en in zodanige hoeveelheden dat het vrijkomen van de grootst mogelijke hoeveelheid, onder welke omstandigheden dan ook, geen gevaar van een zwaar ongeval kan opleveren.

3. LOCATIE EN HOEVEELHEDEN

Stoffen aanwezig in zodanige hoeveelheden en op zodanige afstand van andere gevaarlijke stoffen (in de inrichting of elders) dat zij noch op zichzelf een gevaar van een zwaar ongeval kunnen opleveren, noch een zwaar ongeval kunnen veroorzaken waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken.

4. INDELING

Stoffen die op grond van hun generieke indeling in bijlage 1, deel 27 van Richtlijn 96/82/EG van de Raad als gevaarlijke stoffen zijn gedefinieerd, maar die geen gevaar voor een zwaar ongeval kunnen opleveren en waarvoor de generieke indeling derhalve niet voor dit doel geschikt is.

Gedaan te Brussel, op 21 juni 1999 in 4 originele exemplaren.

Voor de Federale Staat,

De Ministers van Economie, Binnenlandse Zaken, Tewerkstelling en Arbeid
en de Staatssecretaris voor Veiligheid en Leefmilieu,

E. DI RUPO
L. VAN DEN BOSSCHE
Mevr. M. SMET
J. PEETERS

Voor het Vlaams Gewest,

De Minister-President van de Vlaamse Regering,

L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse Ministers van Leefmilieu en Tewerkstelling,
Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening,

T. KELCHTERMANS
S. STEVAERT

Voor het Waals Gewest,

De Minister-President van de Waalse Regering,

R. COLLIGNON

De Waalse Ministers van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
Leefmilieu, Natuurlijke Rijkdommen en Landbouw

M. LEBRUN
G. LUTGEN

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Ch. PICQUE

De Ministers van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw,
Communicatie en Openbare Werken en van Leefmilieu,
Renovatie, Natuurbehoud, Waterbeleid en Openbare Netheid,

H. HASQUIN
D. GOSUIN

Bijlage VII

NADERE OMSCHRIJVING VAN DE COORDINATIEBEVOEGDHEID VERVAT IN ARTIKEL 27, § 1

De in artikel 27, § 2, bedoelde coördinatie houdt de volgende taken in :

- a) het organiseren van een regelmatig overleg tussen de verschillende inspectieteams, met het oog op een zo eenvormig mogelijke toepassing van dit samenwerkingsakkoord over het hele land;
- b) het organiseren van een regelmatig overleg tussen de inspectiediensten van elk inspectieteam, met het oog op een effectieve uitbouw en werking van het in artikel 28 bedoelde inspectiesysteem;
- c) het voorzien van alle nodige logistieke ondersteuning voor de goede praktische werking van dit overleg;
- d) het verzekeren dat, in het kader van dit overleg, voor elke inrichting een doeltreffend inspectieprogramma wordt opgesteld, zoals bedoeld in artikel 28, § 2 en dat dit programma regelmatig wordt geëvalueerd en geactualiseerd;
- e) het verzekeren dat, in het kader van dit overleg, jaarlijks een planning wordt afgesproken voor de concrete uitvoering van het inspectieprogramma;
- f) het organiseren van de gezamenlijke inspecties die binnen dit overleg worden afgesproken;
- g) het bewerkstelligen, binnen dit overleg, van een maximale informatie-uitwisseling over relevante inspectie-ervaringen, nieuwe ontwikkelingen op het vlak van inspectietechnieken en alle andere informatie die nuttig is voor de uitvoering van de inspectieopdrachten;
- h) het informeren van de coördinerende diensten over vastgestelde feiten, conclusies uit ongevalsonderzoeken of andere nieuwe inzichten, wanneer deze naar het gezamenlijk oordeel van de inspectiediensten, een herziening of bijwerking van het veiligheidsrapport vereisen, zoals bedoeld in artikel 12, § 4;
- i) het organiseren van de praktische afspraken binnen het inspectieteam voor de uitvoering van de taken bedoeld in artikel 22, § 3, in geval van een zwaar ongeval;
- j) het verzekeren van de rapportering aan de Commissie van de Europese Gemeenschap omtrent de eventuele zware ongevallen, zoals bedoeld in artikel 23, § 1 en § 2;
- k) het informeren van de coördinerende diensten over de algemene inspectiegegevens die nodig zijn voor het opstellen van het driejaarlijkse verslag aan de Commissie van de Europese Gemeenschap bedoeld in artikel 25, § 9;
- l) het organiseren van een gedachtewisseling over het optreden van de inspectiediensten, indien één van de inspectiediensten een exploitatieverbod, zoals bedoeld in artikel 30, nodig acht;
- m) het organiseren van alle andere acties die door de inspectiediensten in gezamenlijk overleg worden afgesproken.

Gedaan te Brussel, op 21 juni 1999 in 4 originele exemplaren.

Voor de Federale Staat,

De Ministers van Economie, Binnenlandse Zaken, Tewerkstelling en Arbeid
en de Staatssecretaris voor Veiligheid en Leefmilieu,

E. DI RUPO
L. VAN DEN BOSSCHE
Mevr. M. SMET
J. PEETERS

Voor het Vlaams Gewest,

De Minister-President van de Vlaamse Regering,

L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse Ministers van Leefmilieu en Tewerkstelling,
Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening,

T. KELCHTERMANS
S. STEVAERT

Voor het Waals Gewest,

De Minister-President van de Waalse Regering,

R. COLLIGNON

De Waalse Ministers van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
Leefmilieu, Natuurlijke Rijkdommen en Landbouw

M. LEBRUN
G. LUTGEN

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Ch. PICQUE

De Ministers van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw,
Communicatie en Openbare Werken en van Leefmilieu,
Renovatie, Natuurbehoud, Waterbeleid en Openbare Netheid,

H. HASQUIN
D. GOSUIN